

A11A8  
R45/  
1987  
EX.B  
QL  
P. Gouv



**ASSEMBLÉE NATIONALE**

DIRECTION DE LA LÉGISLATION

---

**1987**

# Répertoire législatif de l'Assemblée nationale



---

Lois sanctionnées au cours de la 1<sup>re</sup> session de la 33<sup>e</sup> Législature tenue du 10 mars au 23 juin 1987 et  
du 20 octobre au 18 décembre 1987

#### NOTE

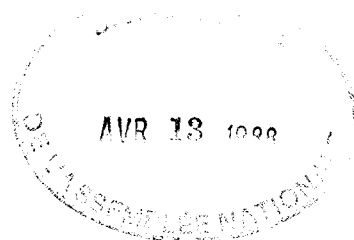
*Ce onzième Répertoire législatif annuel comporte, comme les années antérieures, un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de 1987.*

*La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 1987 inclut les lois publiques et les lois privées et de députés, mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications ne concernent que les lois publiques.*

La Direction de la législation  
Assemblée nationale

**SOMMAIRE**

	<b>Page</b>
Liste des lois sanctionnées .....	5
Table de concordance .....	13
Fiches relatives aux lois .....	15
Liste des lois par ministère ou secteur .....	143
Liste des projets de loi déposés mais non adoptés en 1987 .....	148
Liste des lois antérieures à 1987 entrées en vigueur par proclamation ....	149
Tableau des modifications .....	153
Tableau des modifications globales .....	191
Index alphabétique des lois .....	193



'A8

5/

87

.B

-

400.

## LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Liste des lois sanctionnées au cours de l'année 1987, avec le numéro de chapitre qu'elles porteront dans le recueil des lois de 1987

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
1	Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977	37
2	Loi sur le recensement des électeurs en 1987	6
3	Loi concernant le bureau de discipline et le comité d'éthique professionnelle de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec	38
4	Loi modifiant la Loi sur les assurances	39
5	Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec	14
6	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières	40
7	Loi modifiant la Loi sur les huissiers	41
9	Loi abolissant le Conseil de la faune	15
10	Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé	16
11	Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres	17
12	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	67
13	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires	7
14	Loi n° 1 sur les crédits, 1987-1988	1
15	Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives	84
16	Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités	42
17	Loi n° 2 sur les crédits, 1987-1988	13
18	Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec	43

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
19	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	25
20	Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens	18
21	Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile	44
22	Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi	26
23	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports	27
24	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications	45
25	Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives	28
26	Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen	46
27	Loi sur les pesticides	29
28	Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	68
29	Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement	73
30	Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives	85
31	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	47
34	Loi modifiant le Code de procédure civile	48
35	Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes	49
36	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	50
37	Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec	30
38	Loi sur la transformation des produits marins	51
40	Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement	52
42	Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat	31
43	Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	53

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
44	Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle	54
45	Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières	2
46	Loi sur le financement agricole	86
47	Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités	3
48	Loi sur la reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal	22
53	Loi n° 3 sur les crédits, 1987-1988	32
55	Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	33
57	Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik	55
58	Loi n° 4 sur les crédits, 1987-1988	34
59	Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications	71
60	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage de biens	56
61	Loi modifiant la Loi sur la division territoriale	87
62	Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile	88
63	Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales	89
66	Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur	90
67	Loi sur l'emblème aviaire	74
68	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	75
69	Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	91
71	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires	92
72	Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale	93

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
73	Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives	94
74	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne	95
75	Code de procédure pénale	96
76	Loi sur le camionnage	97
77	Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement	98
78	Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel	99
79	Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	100
80	Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier	101
82	Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales	69
83	Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention	19
84	Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public	76
86	Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires	20
87	Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil	77
88	Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec	102
89	Loi sur les courses de chevaux	103
90	Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma	72
91	Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation	78
92	Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil	79
93	Loi sur l'utilisation des produits pétroliers	80
95	Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire	81



<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
97	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux	104
98	Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires	105
99	Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes	70
100	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	57
102	Loi sur les terres du domaine public	23
103	Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général	82
104	Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse	58
105	Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	106
108	Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives	107
111	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec	108
112	Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	83
113	Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale	109
114	Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction	110
120	Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal	21
122	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations	4
123	Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels	59
128	Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique	60
129	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière	8
130	Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986	9

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
133	Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés	61
134	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	62
137	Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec	10
143	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les compagnies	5
146	Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles	35
149	Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture	11
151	Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive	36
152	Loi sur les établissements touristiques	12
159	Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives concernant le dépôt volontaire	63
161	Loi sur les mines	64
162	Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture	65
163	Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants	66
166	Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James	24
192	Loi modifiant la Loi concernant la Ville de LaSalle	117
193	Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle	131
200	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal	111
203	Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la Corporation Le Collège des Jésuites et la corporation Le Collège Saint-Charles-Garnier	138
204	Loi concernant Quick O Wash Inc.	149
205	Loi concernant Fleming Mines Limited	150
206	Loi modifiant la Charte de la ville de Sherbrooke	118

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
209	Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil	115
212	Loi concernant la ville de Saint-Georges	126
213	Loi concernant Gérard Parizeau, Ltée	142
214	Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette	133
216	Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord	132
217	Loi concernant Roma Gardens Inc.	147
222	Loi concernant la ville de Drummondville	122
223	Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur	151
224	Loi concernant la conversion en copropriété par déclaration de l'immeuble appartenant à la Société d'Amélioration Milton Parc Inc.	144
228	Loi concernant la Ville de Saint-Laurent	128
229	Loi modifiant l'Acte pour incorporer « l'Institut Fraser »	140
230	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal	112
232	Loi concernant la ville de Saint-Léonard	116
233	Loi concernant la ville de Rock Forest	125
235	Loi modifiant la charte de la ville de Granby	121
236	Loi modifiant la Loi concernant le Séminaire de Québec	137
237	Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal	135
239	Loi constituant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (F.I.I.Q.)	139
241	Loi sur Les Machines Distributrices Richelieu Inc.	148
242	Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal	136
243	Loi concernant l'Organisation internationale des commissions de valeurs	143
244	Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages	141

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
245	Loi concernant la ville de Verdun	119
246	Loi concernant la dissolution de Yellow Sample Employees' Association	146
247	Loi concernant la ville de Vaudreuil	127
248	Loi concernant la Société Autrichienne/Austrian Society	145
249	Loi modifiant la charte de la Ville de Laval	113
250	Loi modifiant la Charte de la ville de Québec	114
252	Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield	123
258	Loi concernant le village de Saint-Gédéon	129
259	Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de La Malbaie	130
261	Loi concernant la succession d'Alexandre Blouin	152
262	Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil — Deux-Montagnes	134
263	Loi concernant la ville de Verdun	120
267	Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield	124

## TABLE DE CONCORDANCE

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
1	14	42	16	83	112
2	45	43	18	84	15
3	47	44	21	85	30
4	122	45	24	86	46
5	143	46	26	87	61
6	2	47	31	88	62
7	13	48	34	89	63
8	129	49	35	90	66
9	130	50	36	91	69
10	137	51	38	92	71
11	149	52	40	93	72
12	152	53	43	94	73
13	17	54	44	95	74
14	5	55	57	96	75
15	9	56	60	97	76
16	10	57	100	98	77
17	11	58	104	99	78
18	20	59	123	100	79
19	83	60	128	101	80
20	86	61	133	102	88
21	120	62	134	103	89
22	48	63	159	104	97
23	102	64	161	105	98
24	166	65	162	106	105
25	19	66	163	107	108
26	22	67	12	108	111
27	23	68	28	109	113
28	25	69	82	110	114
29	27	70	99	111	200
30	37	71	59	112	230
31	42	72	90	113	249
32	53	73	29	114	250
33	55	74	67	115	209
34	58	75	68	116	232
35	146	76	84	117	192
36	151	77	87	118	206
37	1	78	91	119	245
38	3	79	92	120	263
39	4	80	93	121	235
40	6	81	95	122	222
41	7	82	103	123	252

## TABLE DE CONCORDANCE

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
124	267	134	262	144	224
125	233	135	237	145	248
126	212	136	242	146	246
127	247	137	236	147	217
128	228	138	203	148	241
129	258	139	239	149	204
130	259	140	229	150	205
131	193	141	244	151	223
132	216	142	213	152	261
133	214	143	243		

## **Projet de loi 1 (chapitre 37)**

**Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977**

**Objet:** Cette loi a pour objet l'abrogation de lois ou dispositions législatives jugées désuètes, inutiles, ou dont l'objet est accompli, et qui ont été omises à l'occasion des refontes des lois du Québec en 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977.

L'annexe visée par la loi comporte tout près de trois cents lois dont l'abrogation entière est prévue. Elle comporte également environ trois cents articles et trente préambules qui avaient été exclus des tableaux d'abrogation.

Une loi de même nature a été adoptée en 1985 (chapitre 37). La présente loi la complète et ajoute les lois omises de la refonte de 1977.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 24 mars 1987

**Adoption du principe:** 8 avril 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** le 23 juin 1987, sauf l'article 1 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1988

**Lois abrogées:** Lois ou dispositions législatives des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977 contenues dans l'annexe

**Projet de loi 2 (chapitre 6)****Loi sur le recensement des électeurs en 1987**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'annuler la tenue du recensement annuel des électeurs prévue par la Loi électorale pour l'automne 1987.

Elle prévoit en conséquence certaines mesures supplétives applicables dans l'éventualité où la tenue d'une élection ou d'un référendum serait ordonnée avant la période prévue par la Loi électorale pour la tenue d'un autre recensement.

**Ministre responsable:** le ministre délégué à la Réforme électorale

**Parrain:** M. Michel Gratton

**Présentation:** 11 mars 1987

**Adoption du principe:** 25 mars 1987

**Adoption:** 25 mars 1987

**Sanction:** 26 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 26 mars 1987

**Loi modifiée:** Aucune



**Projet de loi 3** (chapitre 38)

Loi concernant le bureau de discipline et le comité d'éthique professionnelle de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec

**Objet:** Cette loi a pour objet de déclarer valablement constitués le bureau de discipline et le comité d'éthique professionnelle de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

**Parrain:** M. Pierre Fortier

**Présentation:** 26 mars 1987

**Adoption du principe:** 7 avril 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 4 (chapitre 39)****Loi modifiant la Loi sur les assurances**

**Objet:** Cette loi a pour objet essentiellement de conférer à l'inspecteur général des institutions financières, ainsi qu'à une association ou à une corporation professionnelle d'agents ou de courtiers agréée par l'inspecteur général, un meilleur contrôle du droit de pratique des agents d'assurances titulaires d'un certificat délivré par l'inspecteur général ou, selon le cas, membres d'une association ou d'une corporation agréée.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

**Parrain:** M. Pierre Fortier

**Présentation:** 26 mars 1987

**Adoption du principe:** 7 avril 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)

**Projet de loi 5 (chapitre 14)****Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec**

**Objet:** Cette loi propose des modifications à la Loi sur le régime de rentes du Québec qui sont rendues nécessaires à la suite du changement apporté au mode de calcul de la moyenne des traitement et salaire hebdomadaires par Statistique Canada. Cette moyenne sert de base pour établir le maximum des gains admissibles en vertu du Régime de rentes du Québec.

La loi permet de maintenir le maximum des gains admissibles au même niveau que celui du Régime de pensions du Canada.

La nouvelle formule de calcul du maximum des gains admissibles s'appliquera à compter de l'année 1988.

**Ministre responsable:** le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

**Parrain:** M. Pierre Paradis

**Présentation:** 25 mars 1987

**Adoption du principe:** 2 avril 1987

**Adoption:** 9 avril 1987

**Sanction:** 15 avril 1987

**Entrée en vigueur:** 15 avril 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

## Projet de loi 6 (chapitre 40)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières

**Objet:** La présente loi a pour objet de modifier diverses dispositions législatives qui s'appliquent aux offres publiques d'achat, d'échange ou de rachat, dans le but d'assurer une plus grande uniformité de la réglementation avec celle des autres provinces.

En outre, cette loi a pour objet de modifier d'autres dispositions de la loi afin notamment d'élargir le droit de résolution accordé aux souscripteurs, de reporter au règlement certains éléments du régime des déclarations d'initiés et d'assurer une meilleure répression des infractions en matière d'information privilégiée.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

**Parrain:** M. Pierre Fortier

**Présentation:** 7 mai 1987

**Adoption du principe:** 10 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** le 23 juin 1987, sauf les articles 3 à 6 et les articles 29 à 31, qui entreranno en vigueur aux dates fixées par le gouvernement

— 15 juillet 1987: aa. 4, 5, 29 à 31  
Décret 1082-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 4317

**Lois modifiées:** Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)  
Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières (1984, chapitre 41)

**Projet de loi 7 (chapitre 41)**

**Loi modifiant la Loi sur les huissiers**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les huissiers pour accorder au gouvernement le pouvoir de prévoir par règlement un droit d'appel devant un juge de la Cour provinciale en matière d'arbitrage des comptes des huissiers et de déterminer la procédure applicable à cet appel.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 11 mars 1987

**Adoption du principe:** 8 avril 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les huissiers (L.R.Q., chapitre H-4)

**Projet de loi 9 (chapitre 15)**

**Loi abolissant le Conseil de la faune**

**Objet:** Cette loi a pour objet l'abrogation des dispositions pourvoyant à la constitution du Conseil de la faune.

**Ministre responsable:** le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

**Parrain:** M. Yvon Picotte

**Présentation:** 11 mars 1987

**Adoption du principe:** 2 avril 1987

**Adoption:** 15 avril 1987

**Sanction:** 15 avril 1987

**Entrée en vigueur:** 15 avril 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (L.R.Q., chapitre M-30.1)

**Projet de loi 10 (chapitre 16)**

**Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur l'enseignement privé pour simplifier le processus d'établissement du montant annuel de la subvention payable par élève aux institutions d'enfance inadaptée déclarées d'intérêt public ou reconnues pour fins de subventions.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Éducation

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 11 mars 1987

**Adoption du principe:** 24 mars 1987

**Adoption:** 9 avril 1987

**Sanction:** 15 avril 1987

**Entrée en vigueur:** 15 avril 1987

**Loi modifiée:** Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)

**Projet de loi 11 (chapitre 17)**

**Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres**

**Objet:** Cette loi a pour objet de remplacer le nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec par celui de la Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec, le titre ainsi que les initiales réservés à ses membres.

**Ministre responsable:** le ministre responsable de l'application des lois professionnelles

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 25 mars 1987

**Adoption du principe:** 9 avril 1987

**Adoption:** 15 avril 1987

**Sanction:** 15 avril 1987

**Entrée en vigueur:** 15 avril 1987

**Lois modifiées:** Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)  
Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48)



## Projet de loi 12 (chapitre 67)

### Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet d'harmoniser la législation fiscale du Québec avec celle du Canada. À cet effet, elle donne suite à la Déclaration ministérielle du 20 juin 1985 du ministre des Finances et, en partie, à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985, à l'annexe A du Discours sur le budget du 1<sup>er</sup> mai 1986 ainsi qu'à la Déclaration ministérielle du 11 décembre 1986.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains afin de permettre le paiement différé ou l'exonération des droits, lorsque la Commission de protection du territoire agricole du Québec a autorisé l'utilisation d'un terrain à des fins autres que l'agriculture et également afin de permettre à un cessionnaire de requérir du ministre une décision anticipée dans certains cas d'exonérations ou de paiements différés.

En second lieu, elle modifie la Loi sur les impôts afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu par le projet de loi fédéral C-84, sanctionné le 13 février 1986 (S.C. 1986, chapitre 6) et, en partie, par les projets de loi fédéraux C-82 (S.C. 1986, chapitre 2) et C-23 (S.C. 1986, chapitre 55), sanctionnés respectivement le 13 février 1986 et le 19 décembre 1986.

Ces modifications concernent notamment:

- 1° l'exemption à vie du gain en capital;
- 2° l'abrogation des dispositions concernant le compte de dividende en capital d'assurance sur la vie d'une corporation;
- 3° l'abrogation des dispositions relatives aux régimes de placement en titres indexés;
- 4° l'extension de la déduction pour les personnes aveugles ou les personnes retenues au lit ou dans un fauteuil;
- 5° le resserrement des règles d'attribution du revenu;
- 6° la détermination du produit d'aliénation d'une oeuvre d'art d'un artiste;
- 7° la réduction de l'avantage imposable d'un employé relatif aux intérêts sur un prêt résidentiel reçu de son employeur à l'égard des premiers 25 000 \$ de prêt;
- 8° les options d'achat d'actions accordées aux employés;
- 9° l'élargissement de la définition des dépenses pour recherches scientifiques;
- 10° les frais canadiens d'exploration et les puits de pétrole ou de gaz;
- 11° les activités politiques accessoires aux activités charitables que peuvent mener les organismes de charité enregistrés;
- 12° l'élargissement des placements des régimes de pension et autres régimes de retraite.

Cette loi apporte également des modifications d'ordre technique à la Loi sur les impôts.

En troisième lieu, cette loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin d'enlever l'obligation faite à tout exécuteur testamentaire ou à toute personne qui liquide, administre ou contrôle la succession d'une personne, de procéder à l'ouverture et à l'inventaire de tout coffret de sûreté, coffre-fort ou autre contenant loué par le conjoint de la personne décédée.

Elle modifie enfin la Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1985, chapitre 25) en abrogeant, à certaines conditions, les dispositions de la Loi sur les impôts relatives à une aliénation de carburacteur survenue après le 31 janvier 1982 et avant le 1<sup>er</sup> mai 1983.

**Ministre responsable:** le ministre du Revenu

**Parrain:** M. Michel Gratton

**Présentation:** 9 avril 1987

**Adoption du principe:** 15 juin 1987

**Adoption:** 28 octobre 1987

**Sanction:** 1<sup>er</sup> décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 1<sup>er</sup> décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17)  
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1985, chapitre 25)

## Projet de loi 13 (chapitre 7)

### Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires

**Objet:** Cette loi accorde à une personne autre que catholique ou protestante et qui n'a pas d'enfant inscrit dans une école de l'une ou l'autre commission scolaire ayant juridiction sur le territoire où elle est domiciliée, le droit de choisir, avant l'expiration du délai fixé pour une demande de modification à la liste électorale, de voter et d'être, le cas échéant, élue commissaire dans l'une ou l'autre commission scolaire si elle n'est pas contribuable ou si, étant contribuable, elle n'a pas choisi, avant le 1<sup>er</sup> avril, la commission scolaire à laquelle elle versera ses cotisations scolaires.

Elle prévoit la diminution du nombre de quartiers électoraux lorsque des municipalités scolaires sont fusionnées, annexées en totalité ou en partie ou divisées.

Elle supprime l'inéligibilité d'un conjoint à la charge de commissaire ou syndic d'écoles.

Elle prolonge de 10 jours la période de préparation de la liste des électeurs, fixe cette période entre le 75<sup>e</sup> et le 35<sup>e</sup> jour précédant celui du scrutin et modifie en conséquence les délais à respecter pour les autres étapes du processus d'élection des commissaires et syndics d'écoles.

Elle abroge le processus d'appel à la Cour provinciale en matière d'examen de la liste des électeurs.

Elle prévoit l'élection du président et des représentants du comité de parents dans les cas de cessation d'une commission régionale.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Éducation

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 12 mars 1987

**Adoption du principe:** 19 mars 1987

**Adoption:** 26 mars 1987

**Sanction:** 26 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 26 mars 1987

**Loi modifiée:** Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)

**Projet de loi 14 (chapitre 1)****Loi n° 1 sur les crédits, 1987-1988**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 362 024 250,00 \$ représentant 2/12 des crédits du programme « Prestations d'aide sociale » du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, et 1/4 des crédits du programme « Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris » du même ministère.

Cette somme apparaîtra au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1987-1988.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 17 mars 1987

**Adoption du principe:** 17 mars 1987

**Adoption:** 17 mars 1987

**Sanction:** 23 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 23 mars 1987

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 15 (chapitre 84)

### Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les terres publiques agricoles et propose un nouveau mode de transfert au domaine privé de toutes les terres agricoles du domaine public encore sous concession.

La loi introduit certaines mesures afin d'assurer la transition nécessaire entre les règles actuelles de droit administratif et celles, pour l'avenir, de droit privé.

Ainsi, le processus actuel de délivrance des lettres patentes est remplacé par une identification de tous les détenteurs actuels des terres sous concession; cette procédure permet au ministre de reconnaître et de confirmer les droits de propriété de ces derniers compte tenu de leurs titres ou de tout autre document ou renseignement obtenu ou requis par le ministre.

Le transfert au domaine privé s'opère par le dépôt dans les divisions d'enregistrement concernées, de lettres patentes faisant état de cette identification à partir duquel l'examineur de titres pourra continuer d'agir selon les règles du droit privé.

Enfin, la loi propose également certaines modifications afin de valider les hypothèques, servitudes et autres charges consenties en contravention des diverses lois administratives qui ont toujours prévalu pour ces lots.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Michel Pagé

**Présentation:** 12 mai 1987

**Adoption du principe:** 11 novembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1)  
Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)  
Loi sur le prix du bois à pâte vendu par des agriculteurs et des colons (L.R.Q., chapitre P-25)

**Loi abrogée:** Acte pour encourager les canadiens des États-Unis, les immigrants européens et les habitants de la province à se fixer sur les terres incultes de la Couronne (38 Victoria, 1874-1875, chapitre 3)

## Projet de loi 16 (chapitre 42)

### Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités

**Objet:** Cette loi introduit diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités.

Des modifications à la Loi sur les cités et villes et au Code municipal du Québec viennent préciser le pouvoir d'une municipalité d'imposer des taxes ou des compensations par catégories d'usagers en matière de distribution d'eau, d'éclairage, d'égout et de vidanges de fosses septiques. Également, une modification mineure à ces deux lois et à la Charte de la Ville de Québec supprime l'étape d'approbation de la Commission municipale à laquelle est assujéti un règlement concernant un fonds de pension de retraite d'employés municipaux.

La Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik est modifiée en remplaçant le mode de taxation actuel dans les villages nordiques par un mode qui permet d'imposer une taxe ou une compensation à l'égard des services municipaux à la fois au propriétaire et au locataire ou occupant d'un immeuble suivant une proportion déterminée par règlement de la corporation municipale. Cette loi permet également à une corporation municipale nordique d'exempter de la compensation générale certains immeubles.

La Loi sur la fiscalité municipale est modifiée en élargissant la portée de l'exemption de la taxe d'affaires à l'égard des organismes à but non lucratif et en maintenant pour l'exercice financier de 1988 le pouvoir d'une municipalité régie par le Code municipal du Québec d'imposer une taxe d'affaires sous forme de permis.

Enfin, cette loi contient quelques modifications à caractère technique ou de concordance visant à préciser la portée de certaines dispositions municipales actuelles.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 13 mai 1987

**Adoption du principe:** 11 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Lois modifiées:** Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
 Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7)  
 Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8)  
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)  
 Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)

**Projet de loi 17 (chapitre 13)**

**Loi n° 2 sur les crédits, 1987-1988**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 5 591 347 024,99 \$ représentant un peu plus du quart de la totalité des dépenses apparaissant au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1987-1988.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 31 mars 1987

**Adoption du principe:** 31 mars 1987

**Adoption:** 31 mars 1987

**Sanction:** 31 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 31 mars 1987

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 18 (chapitre 43)****Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec pour permettre à chacun des Fonds régis par cette loi de recevoir, avec l'autorisation du ministre responsable, des dons, des legs, des subventions ou des contributions et de conclure des ententes à cette fin avec toute personne, société ou organisme.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 8 avril 1987

**Adoption du principe:** 16 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1)



## Projet de loi 19 (chapitre 25)

### Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

**Objet:** Cette loi a pour objet d'apporter à la Loi sur la qualité de l'environnement certaines modifications visant à faire de cette loi un support mieux adapté aux besoins administratifs du ministère de l'Environnement.

Ces besoins nouveaux se manifestent, par exemple, au niveau de l'autorisation des emprunts des municipalités lors de l'acquisition de réseaux d'acqueduc et d'égout, de mécanisme de fixation des prix exigibles par les exploitants des lieux d'élimination des déchets.

D'autres modifications ont pour effet de rendre conforme à une politique gouvernementale la rémunération des membres du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James, la Commission de la qualité de l'environnement Kativik et le Comité consultatif de l'environnement Kativik.

De plus, la loi accorde au ministre de l'Environnement certains pouvoirs concernant la protection des rives, du littoral et des plaines inondables. En effet, le ministre devient responsable de l'élaboration d'une politique portant sur cette question, laquelle est adoptée par le gouvernement et publiée à la *Gazette officielle du Québec*.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Environnement

**Parrain:** M. Clifford Lincoln

**Présentation:** 14 mai 1987

**Adoption du principe:** 8 juin 1987

**Adoption:** 16 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

— 1<sup>er</sup> novembre 1987: aa. 2 à 15  
Décret 1653-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 6313

**Loi modifiée:** Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)

## Projet de loi 20 (chapitre 18)

### Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens

**Objet:** Cette loi a pour objet de réformer le droit des personnes, le droit des successions et celui des biens et d'ajouter au Code civil du Québec, qui comprend déjà le Livre deuxième sur la famille, trois livres sur ces sujets, ainsi qu'une disposition préliminaire visant à situer le Code civil dans l'ensemble législatif.

#### LIVRE PREMIER: DES PERSONNES

Le Livre premier qui s'ajoute au Code civil du Québec a pour objet de réformer le droit des personnes; il comprend cinq titres.

Le premier titre traite de la jouissance et de l'exercice des droits civils et il énonce les principes généraux en la matière.

Le deuxième titre est consacré aux droits de la personnalité. Il compte quatre chapitres portant respectivement sur l'intégrité de la personne, notamment quant aux soins, à la garde en établissement et à l'examen psychiatrique, sur le respect des droits de l'enfant, sur le respect de la réputation et de la vie privée et sur le respect du corps après le décès.

Le troisième titre, divisé en quatre chapitres, traite de certains éléments relatifs à l'état des personnes. Il aborde, au premier chapitre, les règles relatives à l'attribution du nom, à son utilisation, au changement de nom par voie administrative ou judiciaire, ainsi que celles ayant trait au changement de la mention du sexe à l'acte de l'état civil et à la révision des décisions. Le deuxième chapitre établit les règles relatives au domicile et à la résidence, alors que le troisième précise les règles sur l'absence, sur la déclaration judiciaire de décès, sur le retour et sur la preuve du décès. Quant au quatrième chapitre, il est consacré à l'état civil et divisé en cinq sections portant sur l'officier d'état civil, sur le registre d'état civil et les actes d'état civil que sont les actes de naissance, de mariage et de décès, ainsi que sur la modification du registre et sur sa garde et sa publicité.

Le titre quatrième énonce, dans trois chapitres, les règles relatives à la capacité des personnes. Le premier chapitre est consacré à la majorité et à la minorité, y incluant l'émancipation. Le deuxième chapitre sur la tutelle au mineur est divisé en sept sections qui traitent successivement de la charge tutélaire, de la tutelle légale, de la tutelle dative, de l'administration tutélaire, du conseil de tutelle, des mesures de surveillance de la tutelle et du remplacement du tuteur et de la fin de la tutelle. Quant au troisième chapitre, il établit pour sa part les règles des régimes de protection du majeur; il énonce successivement les dispositions générales et d'autres règles traitant respectivement de l'ouverture des régimes de protection, de la curatelle au majeur, de la tutelle au majeur, du conseiller au majeur et de la fin du régime de protection.

Enfin, le titre cinquième du Livre premier porte sur les personnes morales. Il établit, dans un premier chapitre, les règles générales de la personnalité morale et aborde les questions relatives à la constitution et aux espèces de personnes morales, aux effets de la personnalité juridique qui leur est attribuée, à leur immatriculation, aux obligations des administrateurs et à leurs inhabilités et à l'attribution judiciaire de la personnalité. Un second chapitre, consacré aux dispositions applicables à certaines personnes morales régies par le Code civil, traite du fonctionnement des personnes morales, de leur dissolution et de leur liquidation.

#### LIVRE TROISIÈME: DES SUCCESSIONS

Le Livre troisième a pour objet de réformer le droit des successions; il compte six titres.

Le titre premier de ce livre détermine les circonstances de l'ouverture d'une succession et établit les qualités requises pour succéder.

Le titre deuxième qui traite de certains droits successoraux comprend trois chapitres. Le premier porte sur la saisine, le deuxième sur la pétition d'hérédité et sur la transmission de biens, alors que le troisième concerne le droit d'option de l'héritier et énonce les règles relatives à la délibération et à l'option, à l'acceptation d'une succession et à la renonciation à celle-ci.

Le titre troisième qui établit les règles de la dévolution légale est divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre détermine la vocation successorale. Le deuxième porte sur la parenté et fixe les notions de degré, de génération et de ligne, directe ou collatérale, ascendante ou descendante. Le troisième chapitre définit la représentation, détermine quand elle a lieu et en précise les effets. Le quatrième chapitre établit l'ordre de dévolution des successions alors que le cinquième traite de la dévolution à l'État.

Le titre quatrième, divisé en six chapitres, traite successivement de la nature du testament, de la capacité requise pour tester, des formes de testament, des dispositions testamentaires et des légataires, de la révocation des testaments et legs et de la preuve et de la vérification des testaments.

Le titre cinquième, qui comprend quatre chapitres, énonce les règles relatives à la liquidation successorale: le premier traite de l'objet de la liquidation et de la séparation des patrimoines, le deuxième porte sur le liquidateur de la succession et établit les règles concernant la désignation et la charge du liquidateur, l'inventaire des biens et les fonctions du liquidateur, le troisième porte sur le paiement des dettes et des legs particuliers et le dernier chapitre régit la fin de la liquidation.

Le titre sixième, divisé en cinq chapitres, contient les règles du partage. On y traite du droit au partage et incidemment du droit au maintien de l'indivision, on établit les modalités du partage, on énonce les règles à suivre pour la composition des lots, les attributions préférentielles et la remise des titres et on détermine l'obligation de rapporter les dons, les legs et les dettes, la façon de rapporter et les effets du rapport. Deux derniers chapitres portent sur les effets du partage et sur la nullité du partage.

#### LIVRE QUATRIÈME: DES BIENS

Le Livre quatrième a pour objet de réformer le droit des biens; il compte sept titres.

Le titre premier porte sur la distinction des biens et leur appropriation. Ses quatre chapitres traitent respectivement de la distinction des biens, immeubles et meubles, des biens dans leurs rapports avec ce qu'ils produisent, des biens dans leurs rapports avec ceux qui y ont des droits ou qui les possèdent et de certains rapports de fait concernant les biens. C'est à ce dernier chapitre que sont précisées les règles de la possession et celles sur l'acquisition des biens vacants, biens sans maître ou meubles perdus ou oubliés.

Le titre deuxième traite de la propriété. Le premier chapitre précise la nature et l'étendue du droit de propriété et le deuxième les règles relatives à l'accession immobilière et mobilière. Quant au troisième chapitre qui complète ce titre, il énonce des règles particulières à la propriété immobilière, telles celles sur les limites des fonds et le bornage, sur les eaux, les arbres, l'accès au fonds d'autrui et sa protection, les vues, le droit de passage et les clôtures et ouvrages mitoyens.

Le titre troisième est consacré aux principales modalités de la propriété. Après avoir, dans un premier temps, défini la nature de la copropriété par indivision ou de la copropriété dite divise, trois chapitres organisent les régimes de la copropriété par indivision, de la copropriété divise et de la propriété superficière.

Le titre quatrième régit les démembrements du droit de propriété. Ce titre, divisé en quatre chapitres, traite successivement de l'usufruit, de l'usage, des servitudes et de l'emphytéose.

Le titre cinquième établit les règles relatives aux restrictions à la libre disposition de certains biens. Le premier chapitre énonce les règles concernant les stipulations d'inaliénabilité et le second celles qui concernent la substitution.

Le titre sixième porte sur certains patrimoines d'affectation. Un premier chapitre indique ce qu'est la fondation et un second est consacré à la fiducie : il en précise la nature, détermine les diverses espèces de fiducie et leur durée, établit les règles relatives à l'administration de la fiducie, prévoit les modifications à la fiducie et au patrimoine ainsi que la fin de la fiducie.

Enfin, le titre septième détermine les règles relatives à l'administration du bien d'autrui. Le premier chapitre contient des dispositions générales et le deuxième détermine l'étendue des activités de l'administrateur du bien d'autrui selon deux types d'administration, la simple ou la pleine administration; le troisième chapitre sur les règles de l'administration précise les obligations de l'administrateur envers le bénéficiaire et les tiers, celles du bénéficiaire envers les tiers, et d'autres règles telles celles sur l'inventaire, les sûretés et les assurances, sur l'administration collective et la délégation, sur les placements présumés sûrs, sur la répartition des bénéfices et des dépenses et sur le compte annuel. Le quatrième chapitre sur la fin de l'administration énonce les causes mettant fin à l'administration, la reddition de compte et la remise du bien.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 19 décembre 1985

**Adoption du principe:** 19 décembre 1985

**Adoption:** 15 avril 1987

**Sanction:** 15 avril 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, conformément à une loi sur l'application de la réforme du Code civil

**Loi modifiée:** Code civil du Québec

## Projet de loi 21 (chapitre 44)

Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile

**Objet:** Cette loi a pour objet d'obliger l'adoptant, qui entend adopter un enfant hors du Québec, à s'adresser au tribunal afin de faire approuver son projet d'adoption.

Elle a également pour objet de permettre, à certaines conditions, qu'un jugement d'adoption rendu hors du Québec puisse être reconnu avec les effets d'un jugement rendu au Québec.

Elle précise aussi le rôle de divers intervenants à l'égard de l'adoption des enfants domiciliés hors du Québec et notamment celui du ministre de la Santé et des Services sociaux.

Elle fait en sorte que le Procureur général et le directeur de la protection de la jeunesse puissent intervenir à la demande d'approbation d'un projet d'adoption.

Elle apporte de plus certaines modifications de concordance en matière de pouvoir réglementaire et d'infraction.

Enfin, cette loi contient des dispositions transitoires concernant la reconnaissance de certains jugements d'adoption prononcés hors du Québec.

**Ministre responsable:** le ministre de la Santé et des Services sociaux

**Parrain:** Madame Thérèse Lavoie-Roux

**Présentation:** 2 avril 1987

**Adoption du principe:** 12 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

— 17 août 1987: aa. 1 à 17  
Décret 1180-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 5343

**Lois modifiées:** Code civil du Québec  
Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)  
Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)

## Projet de loi 22 (chapitre 26)

### Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet d'assurer un meilleur contrôle des divers services de transport rémunéré de personnes par automobile en différenciant ces services notamment par la création d'un nouveau permis pour le transport par limousine de grand luxe, en précisant davantage les pouvoirs réglementaires habilitants du gouvernement et d'une autorité régionale et en permettant au poursuivant des infractions à la Loi sur le transport par taxi et à ses règlements de se prévaloir d'une procédure similaire à celle du Code de la sécurité routière (1986, chapitre 91).

Cette loi prévoit aussi expressément l'application, en matière de transport par taxi, des dispositions de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) qui concernent non seulement la révision et l'appel des décisions de la Commission des transports du Québec, mais aussi, de façon générale, ses pouvoirs et ceux de ses membres de même que les enquêtes et les inspections. De plus, elle prévoit que la Commission peut tenir compte de l'intérêt public lorsqu'elle rend une décision en matière de transport rémunéré de personnes par automobile.

Enfin, cette loi renferme plusieurs autres modifications à la Loi sur le transport par taxi visant à assurer la concordance de ses dispositions, à améliorer la formulation de certains articles et à rapatrier dans celle-ci certaines dispositions réglementaires.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Marc-Yvan Côté

**Présentation:** 6 mai 1987

**Adoption du principe:** 8 juin 1987

**Adoption:** 17 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 18 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1)

## **Projet de loi 23 (chapitre 27)**

### **Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le ministre des Transports à inclure dans les contrats qui sont adjugés après demandes de soumissions publiques pour la réalisation de travaux de voirie, une clause de protection favorisant la participation des titulaires de permis de camionnage en vrac à la réalisation du contrat.

Cette loi vise également à valider cette clause de protection lorsque par entente entre le ministre des Transports et une municipalité, cette dernière agissant pour le compte du ministre des Transports inclut cette clause dans les contrats de la municipalité.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Marc-Yvan Côté

**Présentation:** 8 avril 1987

**Adoption du principe:** 8 juin 1987

**Adoption:** 16 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 18 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)

## **Projet de loi 24 (chapitre 45)**

### **Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur le ministère des Communications et prévoit l'institution du fonds des services de télécommunications et du fonds des services informatiques. Elle confère au ministre des Communications le devoir de fournir, moyennant considération:

- 1° des services de télécommunications aux ministères, à l'exception des services désignés par le gouvernement pour les ministères qu'il détermine;
- 2° des services de télécommunications à la demande des organismes publics ou autres définis par le gouvernement;
- 3° des services informatiques à la demande des ministères, ainsi qu'à celle des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ces fonds permettent d'assumer les coûts des services informatiques et des services de télécommunications fournis par le ministre des Communications.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ces fonds sont également prévus dans cette loi.

**Ministre responsable:** le ministre des Communications

**Parrain:** M. Richard D. French

**Présentation:** 8 avril 1987

**Adoption du principe:** 9 juin 1987

**Adoption:** 15 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24)



## Projet de loi 25 (chapitre 28)

### Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie principalement la Loi sur la représentation électorale en introduisant un certain nombre d'éléments de réforme en matière de délimitation des circonscriptions électorales.

Notamment, elle établit que le nombre de circonscriptions soit fixé dans la loi à un minimum de 122 et un maximum de 125 plutôt que d'être laissé flottant tel que le prévoit la loi actuelle.

Elle prévoit que la population de chaque circonscription électorale se situe à l'intérieur d'un écart de plus ou moins 25 % du quotient obtenu en divisant le chiffre de la population électorale par le nombre de circonscriptions.

Cette loi prévoit en outre que la décision de procéder ou non à une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales sera prise aux lendemains de chaque élection générale par la Commission de la représentation, après avoir entendu les représentations des parlementaires.

Étant donné que l'obligation de procéder automatiquement à un recensement des électeurs dans les six mois suivant chaque délimitation est abolie, la loi prévoit, par ailleurs, que le recensement annuel suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle carte ne peut être suspendu sans l'accord de chaque groupe parlementaire, tel que défini par le Règlement de l'Assemblée nationale. Elle introduit certaines dispositions visant à préciser le délai pendant lequel une élection ne peut être tenue sur la base de la nouvelle carte électorale et à assurer que toute élection déclenchée après ce délai mais avant la tenue du recensement annuel soit précédée d'un recensement en période électorale.

La loi oblige la Commission de la représentation à déposer à l'Assemblée nationale ses prévisions budgétaires annuelles et ce distinctement de celles du directeur général des élections, de même qu'un rapport complet des dépenses afférentes à une délimitation des circonscriptions électorales.

La notion de secteur électoral est en outre écartée de la Loi sur la représentation électorale et redéfinie dans la Loi électorale, en fonction de sa véritable nature et utilité, soit comme regroupement d'électeurs à des fins d'organisation et d'administration électorales.

La loi réduit de douze (12) à six (6) mois le délai de consultation des députés et de la population sur le projet de délimitation des circonscriptions électorales.

Elle apporte enfin certaines modifications de concordance.

**Ministre responsable:** le ministre délégué à la Réforme électorale

**Parrain:** M. Michel Gratton

**Présentation:** 29 avril 1987

**Adoption du principe:** 20 mai 1987

**Adoption:** 16 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** le 18 juin 1987, à l'exception de l'article 26 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1988

- Lois modifiées:** Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., chapitre R-24.1)  
Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)  
Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1)  
Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2)
- Lois abrogées:** Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales (1986, chapitre 5)  
Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales (1986, chapitre 87)

**Projet de loi 26 (chapitre 46)****Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur le Protecteur du citoyen principalement pour en faciliter l'application au bénéfice des citoyens victimes de difficultés dans leurs relations avec l'Administration publique et pour corriger certaines dispositions qui présentent des difficultés d'interprétation.

Elle précise d'abord le champ d'application du mandat du Protecteur du citoyen en introduisant une notion d'organisme public et en ouvrant à l'intervention du Protecteur du citoyen, sous réserve de certaines exclusions précisées dans la loi, tous les actes ou omissions de l'Administration qui ont lésé ou peuvent vraisemblablement léser un citoyen.

Elle accorde en outre au Protecteur du citoyen certains moyens plus efficaces de réaliser son mandat notamment en lui reconnaissant expressément le pouvoir de s'adresser à la Cour supérieure pour faire trancher les litiges qui pourraient survenir concernant l'exercice de sa compétence, et en l'autorisant à commenter publiquement ses rapports et certaines de ses interventions.

Enfin, cette loi confirme la protection fondamentale accordée par la loi aux renseignements obtenus par le Protecteur du citoyen dans l'exercice de ses fonctions, et corrige certaines dispositions par concordance ou pour les harmoniser avec les exigences de la Charte des droits et libertés de la personne.

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 14 mai 1987

**Adoption du principe:** 12 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32)

## Projet de loi 27 (chapitre 29)

### Loi sur les pesticides

**Objet:** Cette loi a pour objet de régir et de contrôler les activités liées à l'usage des pesticides en vue d'éviter ou d'atténuer les atteintes à la santé des êtres humains ou des autres espèces vivantes, ainsi que les dommages à l'environnement ou aux biens.

À cette fin, elle comporte un ensemble de mesures visant à assurer une gestion sécuritaire des pesticides. Elle confère également au ministre certains pouvoirs qui lui permettent d'élaborer et de coordonner la recherche et l'usage d'alternatives aux pesticides et d'en favoriser la mise en oeuvre.

Cette loi établit un système de qualification des personnes qui exécutent des travaux comportant l'utilisation de pesticides et de celles qui en assurent la distribution et la vente.

Sur le plan administratif, la loi apporte également un support mieux adapté aux besoins du ministère de l'Environnement en matière de gestion des pesticides, par :

- 1° l'élaboration de pouvoirs administratifs et de recours judiciaires axés sur le contrôle des activités dans le domaine des pesticides;
- 2° l'inclusion de mesures qui permettent au ministre d'intervenir et de réprimer les utilisations abusives, préjudiciables ou inappropriées de pesticides;
- 3° l'inclusion de pouvoirs d'inspection, de saisie, de confiscation et d'enquête;
- 4° la création d'infractions spécifiques au domaine des pesticides.

Enfin, cette loi établit le pouvoir du gouvernement d'édicter un ensemble de mesures réglementaires permettant l'articulation de celles développées dans le cadre de la présente loi.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Environnement

**Parrain:** M. Clifford Lincoln

**Présentation:** 14 mai 1987

**Adoption du principe:** 8 juin 1987

**Adoption:** 16 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., chapitre M-15.2)  
Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)

## Projet de loi 28 (chapitre 68)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

**Objet:** L'article 168 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) confère à cette loi, un statut de loi prépondérante. Par ailleurs, l'article 169 de cette même loi prévoit que, sous réserve de l'article 170, toute disposition d'une loi générale ou spéciale qui est inconciliable avec les dispositions des chapitres II et III relatives à l'accès aux documents des organismes publics ou à la protection des renseignements personnels, cesse d'avoir effet le 31 décembre 1987.

À cet égard, la présente loi vise à harmoniser diverses dispositions législatives inconciliables avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Cette harmonisation a pour but d'assurer pleinement aux citoyens l'exercice de leurs droits en matière d'accès aux documents des organismes publics et de protection des renseignements personnels.

À cet effet, la présente loi propose l'abrogation ou la modification de certaines dispositions législatives. Elle propose également le maintien de certaines dispositions malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Enfin certaines modifications législatives, bien qu'elles ne proviennent pas de réelles inconcilialités avec la Loi sur l'accès, ont été faites par souci de cohérence et de clarification des lois.

**Ministre responsable:** le ministre des Communications

**Parrain:** M. Richard D. French

**Présentation:** 14 mai 1987

**Adoption du principe:** 9 juin 1987

**Adoption:** 11 décembre 1987

**Sanction:** 14 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 31 décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi sur les abeilles (L.R.Q., chapitre A-1)  
 Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)  
 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)  
 Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)  
 Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)  
 Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31)  
 Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)  
 Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)  
 Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil (L.R.Q., chapitre C-10)  
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
 Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
 Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)  
 Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)  
 Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)  
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)  
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)  
 Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)  
 Loi sur le Conseil régional de zone de la Baie James (L.R.Q., chapitre C-59.1)  
 Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)  
 Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)  
 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)  
 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)  
 Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2)  
 Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6)  
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
 Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)  
 Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)  
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)  
 Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)  
 Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)  
 Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35)  
 Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)  
 Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)  
 Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28)  
 Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)  
 Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)  
 Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)  
 Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)  
 Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)  
 Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)  
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
 Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17)  
 Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19)  
 Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)  
 Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)  
 Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)  
 Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01)  
 Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)  
 Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1)  
 Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)  
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)  
 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)  
 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)

**Projet de loi 29 (chapitre 73)****Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement**

**Objet:** Cette loi a pour objet de constituer un organisme de consultation sous le nom de « Conseil de la conservation et de l'environnement ».

Ce Conseil composé d'au plus 11 membres nommés par le gouvernement sur recommandation du ministre de l'Environnement aura pour fonction principale de conseiller le ministre de l'Environnement sur des questions relatives à la conservation et à l'environnement.

Il pourra également, de sa propre initiative ou à la demande de personnes, d'organismes ou d'associations, formuler des avis sur toute question relative à la conservation et à l'environnement.

Enfin, ce Conseil remplacera deux conseils existants soit le Conseil consultatif de l'environnement et le Conseil consultatif sur les réserves écologiques.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Environnement

**Parrain:** M. Clifford Lincoln

**Présentation:** 6 mai 1987

**Adoption du principe:** 28 octobre 1987

**Adoption:** 14 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)  
Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26)

## Projet de loi 30 (chapitre 85)

### Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a pour objet la mise sur pied d'une Commission des relations du travail qui aura tous les pouvoirs nécessaires pour agir sur une partie importante des rapports collectifs de travail.

Ainsi la loi confie à cette Commission le mandat d'assurer le libre exercice du droit d'association déjà reconnu par le Code du travail et les chartes en faveur des salariés et d'administrer le processus d'accréditation des syndicats.

La Commission pourra aussi intervenir pour faire respecter les dispositions du Code du travail, d'abord par voie de médiation et ensuite, si nécessaire, en ordonnant aux personnes concernées de se conformer au code, afin de solutionner certains conflits de travail rapidement et d'une manière appropriée au domaine des relations du travail.

Elle aura également, parmi ses autres fonctions, celle de voir à la détermination et au respect des services essentiels en cas de grève suivant les règles actuellement prévues pour les services publics et les secteurs public et parapublic.

La loi prévoit, en conséquence, le transfert des responsabilités actuelles du Bureau des commissaires du travail, du Tribunal du travail, du Conseil des services essentiels et du Commissariat de la construction à la nouvelle Commission. Elle apporte aussi les ajustements nécessaires au Code du travail et à d'autres lois.

**Ministre responsable:** le ministre du Travail

**Parrain:** M. Pierre Paradis

**Présentation:** 7 mai 1987

**Adoption du principe:** 8 juin 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)  
 Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)  
 Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)  
 Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)  
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)  
 Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)  
 Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2)  
 Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (L.R.Q., chapitre E-8.1)  
 Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1)  
 Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01)  
 Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2)  
 Loi sur les mécaniciens de machines fixes (L.R.Q., chapitre M-6)  
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)



Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., chapitre P-38.1)

Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)

Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)

Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)

Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)

Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

## Projet de loi 31 (chapitre 47)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet de donner suite à la lettre d'intention du gouvernement annexée aux conventions collectives en vigueur dans les secteurs public et parapublic et concernant les principaux régimes de retraite applicables aux employés visés par ces conventions.

Cette loi permet notamment d'ajouter au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et au régime de retraite des fonctionnaires un nouveau critère permanent d'admissibilité à la pension, soit 62 ans et 10 années de service. De plus, au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, un critère temporaire d'admissibilité à la pension, s'appliquant du 1<sup>er</sup> juillet 1987 au 31 décembre 1989, permettra à un employé d'obtenir une pension sans réduction actuarielle après 35 années de service.

Par ailleurs, au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, est introduit un programme de retraite anticipée temporaire s'appliquant à tout employé âgé d'au moins 62 ans et ayant au moins 2 années de service.

Un tel programme de retraite anticipée temporaire est aussi introduit au régime de retraite des fonctionnaires et s'appliquera à tout employé âgé d'au moins 62 ans et ayant au moins 10 années de service et à tout employé âgé de moins de 62 ans et ayant au moins 32 années de service.

Le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le régime de retraite des enseignants et le régime de retraite des fonctionnaires permettront, à certaines employées et à certaines conditions, le rachat d'années scolaires remboursées suite à une cessation d'emploi pour cause de mariage, de maternité ou d'adoption et la reconnaissance des congés de maternité depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1965.

De plus, cette loi prévoit, à ces régimes de retraite, l'assujettissement des employés occasionnels à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988 ainsi que le droit de rachat des périodes travaillées à ce titre entre le 30 juin 1973 et le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Cette loi permet au gouvernement de déterminer des dispositions particulières au régime de retraite à l'égard de certaines catégories d'employés et également d'établir un régime de retraite particulier pour certains employés.

Enfin, cette loi comporte d'autres modifications qui sont principalement de nature technique ou de concordance ou qui ont pour but de faciliter l'administration des régimes de retraite en cause.

**Ministre responsable:** le Président du Conseil du trésor

**Parrain:** M. Paul Gobeil

**Présentation:** 13 mai 1987

**Adoption du principe:** 19 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** le 23 juin 1987, à l'exception des articles 3, 51, 58 dans la mesure où il édicte les paragraphes 1<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup> de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 60 dans la mesure où l'article 137 de cette loi réfère à l'article 115.1, 113 dans la mesure où il édicte le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 73 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants et 154 dans la mesure où il édicte le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 109 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1988

**Lois modifiées:** Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)  
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)  
 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)

## Projet de loi 34 (chapitre 48)

### Loi modifiant le Code de procédure civile

**Objet:** Cette loi apporte diverses modifications au Code de procédure civile afin d'en assouplir l'application.

Elle prévoit d'abord que la consignation de la somme offerte en exécution d'une obligation pourra aussi être effectuée auprès d'une compagnie de fidéicommiss.

Elle assouplit et précise la disposition permettant à un juge de la Cour supérieure de siéger comme juge *ad hoc* à la Cour d'appel.

Elle précise dans quels cas un bref ordonnant la vente des biens saisis pourra être délivré.

Elle prévoit que le cautionnement visé à l'article 65 du Code ne pourra plus être requis en matière familiale.

Enfin, elle prévoit le transfert de certaines causes civiles du district judiciaire de Montréal à celui de Longueuil à compter du 8 septembre 1987.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 13 mai 1987

**Adoption du principe:** 12 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

**Projet de loi 35 (chapitre 49)****Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes**

**Objet:** Cette loi a pour objet de régulariser certaines ventes de parties de lot qui ont été effectuées pour défaut de paiement de taxes municipales ou scolaires sans tenir compte des règles impératives édictées à l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 6 mai 1987

**Adoption du principe:** 15 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 36 (chapitre 50)

### Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

**Objet:** Cette loi apporte certaines modifications à la Loi sur les tribunaux judiciaires.

En premier lieu, elle assure aux juges des Cours municipales de Laval, de Montréal et de Québec ainsi qu'aux juges de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix et du Tribunal de la jeunesse le maintien de leurs droits quant à leur rémunération et à leur régime de retraite lorsqu'ils sont transférés d'un tribunal à l'autre.

Elle porte de 132 à 137 le nombre de juges de la Cour supérieure et apporte certaines modifications quant au lieu de leur affectation.

Par ailleurs, elle consacre la représentativité de la Conférence des juges du Québec et de la Conférence des juges municipaux du Québec en leur reconnaissant expressément un pouvoir de recommandation lors de la nomination par le gouvernement des membres du Conseil de la magistrature.

Enfin, elle prévoit certaines dispositions relativement au régime de retraite des juges de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix et du Tribunal de la jeunesse.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 14 mai 1987

**Adoption du principe:** 12 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** le 23 juin 1987, à l'exception des paragraphes 2° et 4° de l'article 3, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Loi modifiée:** Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

**Projet de loi 37 (chapitre 30)****Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec**

**Objet:** Cette loi modifie les articles 25 à 28 de la loi actuelle de façon à permettre aux détenteurs de permis de brasseur, de distillateur, de fabricant de vin et de fabricant de cidre de fabriquer des boissons alcooliques à partir de mélanges de diverses boissons ou autres produits. Elle modifie également le pouvoir réglementaire relatif à la vente de boissons alcooliques en épicerie.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Industrie et du Commerce

**Parrain:** M. Daniel Johnson

**Présentation:** 3 juin 1987

**Adoption du principe:** 10 juin 1987

**Adoption:** 15 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 18 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)

## Projet de loi 38 (chapitre 51)

### Loi sur la transformation des produits marins

**Objet:** Cette loi prévoit qu'un pêcheur, un titulaire de permis d'acquéreur ou un exploitant d'établissement de préparation de produits marins ne peut céder, livrer ou transmettre de tels produits qu'à un autre titulaire de permis d'acquéreur ou exploitant d'établissement de préparation de produits marins ou qu'à un restaurateur, à un détaillant ou à un consommateur.

La loi prévoit également qu'il est interdit, à moins d'être exploitant, titulaire de permis d'acquéreur, restaurateur ou détaillant, d'acquiescer d'un pêcheur ou de se faire livrer ou transmettre par un pêcheur un produit marin pour fins de revente ou de servir d'intermédiaire pour l'acquisition ou la cession d'un produit marin.

La loi ne s'applique toutefois pas à un produit marin préparé ou mis en conserve conformément aux normes minimales de transformation prescrites par règlement du ministre.

La loi prévoit une procédure d'émission de permis d'acquéreur et un mécanisme d'appel à la Cour provinciale d'une décision relative au refus d'émettre ou de renouveler un permis, à la suspension ou à la révocation de celui-ci.

Elle introduit des dispositions en matière d'inspection, de saisie, de confiscation et d'infraction.

Enfin la loi prévoit des dispositions d'ordre réglementaire aux fins de l'application de la loi.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Pêcheries

**Parrain:** M. Robert Dutil

**Présentation:** 12 mai 1987

**Adoption du principe:** 5 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

— 22 juillet 1987: aa. 1 à 55  
Décret 1148-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 5289

**Loi modifiée:** Aucune



**Projet de loi 40 (chapitre 52)**

Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier le territoire de certaines divisions d'enregistrement, à savoir celles d'Arthabaska, de Compton, de Richmond et de Thetford.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 13 mai 1987

**Adoption du principe:** 15 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Loi modifiée:** Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)

## **Projet de loi 42 (chapitre 31)**

### **Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune pour permettre un nouveau mode de financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

À cette fin, elle prévoit la perception d'une contribution lors de la délivrance d'un permis de chasse ou de piégeage. Les sommes ainsi perçues seront remises par le ministre à la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

**Ministre responsable:** le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

**Parrain:** M. Yvon Picotte

**Présentation:** 14 mai 1987

**Adoption du principe:** 21 mai 1987

**Adoption:** 16 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

— 17 juillet 1987: aa. 1 à 5  
Décret 1021-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 3555

**Loi modifiée:** Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)

## **Projet de loi 43 (chapitre 53)**

### **Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme**

**Objet:** Cette loi a d'abord pour objet d'introduire dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme des règles précises visant à mieux encadrer le pouvoir du conseil d'une municipalité de procéder au zonage d'une aire délimitée de son territoire par étape. La procédure nouvelle permettra au conseil d'adopter un aménagement temporaire et à faible incidence dans certaines parties non développées de son territoire et de modifier ultérieurement la réglementation d'urbanisme qui s'y applique pour y intégrer le contenu d'un plan d'aménagement d'ensemble présenté par un promoteur et approuvé par le conseil.

D'autre part, cette loi confère au ministre de l'Environnement la responsabilité de s'assurer que les règlements municipaux d'urbanisme respectent la politique du ministère de l'Environnement en matière de protection des rives, du littoral et des plaines inondables. Il pourra, par exemple, demander, en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, à une municipalité de modifier un règlement de zonage, de lotissement ou de construction s'il est d'avis que ce règlement ne respecte pas la politique ou ne protège pas adéquatement ce milieu.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 13 mai 1987

**Adoption du principe:** 11 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)

## **Projet de loi 44 (chapitre 54)**

### **Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle**

**Objet:** Cette loi a pour objet de permettre à toute corporation professionnelle d'imposer à ses membres l'adhésion à un contrat collectif d'assurance conclu par elle et de créer, avec l'autorisation du ministre des Finances, un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle. Elle vise aussi à assurer la répartition du coût de cette assurance-responsabilité entre tous les membres de cette corporation professionnelle ou certaines classes d'entre eux, en fonction du risque qu'ils représentent.

À cette fin, cette loi modifie la Loi sur les assurances de façon à y assujettir une corporation professionnelle qui décide d'agir comme assureur.

Cette loi apporte une modification à la Loi sur le Barreau de façon à lui assurer le bénéfice des modifications introduites au Code des professions à ce sujet.

Finalement, cette loi introduit au Code des professions des modifications à cette fin ainsi qu'une mesure favorisant le recouvrement du coût de cette assurance-responsabilité.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

**Parrain:** M. Pierre Fortier

**Présentation:** 13 mai 1987

**Adoption du principe:** 17 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Lois modifiées:** Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)  
Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)  
Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

**Projet de loi 45 (chapitre 2)**

**Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières**

**Objet:** Cette loi supprime dans la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières les renvois faits à un « boisé » en matière de fiscalité municipale, pour tenir compte du fait que cette notion n'existe plus.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 8 mai 1986

**Adoption du principe:** 6 novembre 1986

**Adoption:** 12 mars 1987

**Sanction:** 23 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 23 mars 1987

**Loi modifiée:** Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)

## Projet de loi 46 (chapitre 86)

### Loi sur le financement agricole

**Objet:** La loi propose une refonte du cadre législatif actuel du régime québécois de financement agricole.

Cette loi vise une simplification et une plus grande rationalisation de ce régime, tant du point de vue de son fonctionnement que de celui de son contenu, et prévoit notamment:

1° de confier aux caisses d'épargne et de crédit et aux banques à charte, ainsi qu'aux autres institutions ou personnes qui pourront être désignées par décret du gouvernement, le rôle de prêteur dans le cadre du régime, tout en permettant à l'Office du crédit agricole du Québec d'exercer, le cas échéant, un rôle supplétif pour le consentement tant des prêts à long, moyen et court termes que des prêts spéciaux et des ouvertures de crédit;

2° d'ajouter de nouvelles dispositions concernant l'Office, particulièrement pour porter de cinq à sept le nombre de ses membres et pour permettre au gouvernement de constituer un comité de réexamen des décisions de l'Office;

3° de considérer comme un prêt un solde de prix d'une vente d'une entreprise agricole effectuée par un producteur agricole en faveur d'une personne admissible à un prêt;

4° de rendre obligatoire l'obtention d'un certificat ou d'une autorisation de l'Office, préalablement au consentement de tout prêt et de toute ouverture de crédit, afin de faciliter une approche globale lors de l'étude par l'Office des besoins de financement d'un demandeur;

5° de rendre possible le consentement d'un prêt global comprenant une tranche utilisable à des fins de financement à long terme, une autre à des fins de financement à moyen terme et une autre à des fins de financement à court terme, dont le montant maximum, compte tenu des garanties exigées, pourrait atteindre 800 000 \$;

6° de porter à 5 ans le terme maximum d'une ouverture de crédit, pourvu qu'elle soit revisable périodiquement, et à 200 000 \$ le montant pour lequel elle peut être autorisée, sauf pour les producteurs de bovins d'engraissement ou de céréales où le maximum du montant est maintenu à 500 000 \$;

7° d'accorder aux emprunteurs une contribution au paiement de l'intérêt dans les cas et dans la mesure prévus par règlement et selon les conditions et les modalités déterminées par règlement;

8° de permettre au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation d'accorder, aux fins d'un établissement, soit une subvention de 15 000 \$, soit une subvention applicable, durant 5 ans, à l'intérêt des premiers 50 000 \$ d'un prêt à long terme, selon le choix exercé par le demandeur qui répond aux conditions d'admissibilité à l'une ou l'autre de ces subventions.

La loi prévoit des modifications à l'article 1979a du Code civil pour permettre notamment d'utiliser le nantissement agricole pour garantir un solde de prix d'une vente qui est consentie par un producteur au sens de la Loi sur les producteurs agricoles.

La loi prévoit également l'abrogation de la Loi sur le crédit aquacole et le remplacement des autres lois de financement agricole administrées par l'Office.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Michel Pagé

- Présentation:** 16 juin 1987
- Adoption du principe:** 18 novembre 1987
- Adoption:** 17 décembre 1987
- Sanction:** 18 décembre 1987
- Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
- Loi modifiée:** Code civil du Bas-Canada
- Lois remplacées:** Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., chapitre A-18)  
 Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75)  
 Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-75.1)  
 Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., chapitre C-77)  
 Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques (L.R.Q., chapitre C-79)  
 Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs (L.R.Q., chapitre E-12.1)  
 Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.R.Q., chapitre M-36)  
 Loi sur le prêt agricole (L.R.Q., chapitre P-20)
- Loi abrogée:** Loi sur le crédit aquacole (L.R.Q., chapitre C-77.1)

**Projet de loi 47 (chapitre 3)****Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités**

**Objet:** Cette loi supprime dans la Loi favorisant le regroupement des municipalités le renvoi à l'évaluation non imposable des « boisés » pour tenir compte du fait que ceux-ci sont maintenant entièrement imposables.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 8 mai 1986

**Adoption du principe:** 6 novembre 1986

**Adoption:** 12 mars 1987

**Sanction:** 23 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 23 mars 1987

**Loi modifiée:** Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19)



## **Projet de loi 48 (chapitre 22)**

### **Loi sur la reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal**

**Objet:** Cette loi vise à assurer la reprise de certains services d'enseignement à l'Université du Québec à Montréal.

À cette fin, elle fait obligation aux chargés de cours présentement en grève de reprendre l'exercice de leurs fonctions à compter de 08h00 le 11 mai 1987.

De plus, la loi maintient en vigueur, jusqu'au 31 décembre 1988, les stipulations de la dernière convention collective tout en majorant les taux de rémunération selon le barème applicable au secteur public.

Enfin, la loi prévoit que tout contrevenant à la loi s'exposera à des sanctions pénales et, dans le cas d'un chargé de cours, à la perte du pointage de priorité qu'il a accumulé en vertu de la convention collective.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 7 mai 1987

**Adoption du principe:** 7 mai 1987

**Adoption:** 7 mai 1987

**Sanction:** 7 mai 1987

**Entrée en vigueur:** 7 mai 1987

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 53 (chapitre 32)****Loi n° 3 sur les crédits, 1987-1988**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 16 464 827 825,01 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères et organismes énumérés à l'annexe, déduction faite des crédits déjà votés.

Cette somme apparaît au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1987-1988.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 10 juin 1987

**Adoption du principe:** 10 juin 1987

**Adoption:** 10 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 18 juin 1987

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 55 (chapitre 33)****Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels**

**Objet:** Cette loi a pour objet de prolonger au 31 décembre 1987 la durée de l'effet des dispositions législatives et réglementaires inconciliables avec celles des chapitres II et III de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

**Ministre responsable:** le ministre des Communications

**Parrain:** M. Richard D. French

**Présentation:** 16 juin 1987

**Adoption du principe:** 16 juin 1987

**Adoption:** 16 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 18 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)

**Projet de loi 57 (chapitre 55)****Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la Société Makivik de manière à accorder à la Société Makivik la discrétion d'établir le mode d'élection de certains membres de son conseil d'administration.

Elle modifie par ailleurs cette loi pour lui apporter les modifications de concordance qui découlent de la modification mentionnée ci-dessus.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 14 mai 1986

**Adoption du principe:** 11 mars 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur la Société Makivik (L.R.Q., chapitre S-18.1)

**Projet de loi 58 (chapitre 34)****Loi n° 4 sur les crédits, 1987-1988**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 205 800 000 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères et organismes énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses du Québec pour l'année financière 1987-1988.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 17 juin 1987

**Adoption du principe:** 17 juin 1987

**Adoption:** 17 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 18 juin 1987

**Loi modifiée:** Aucune

## **Projet de loi 59 (chapitre 71)**

### **Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications**

**Objet:** Cette loi prévoit l'intégration de la Société générale du cinéma du Québec instituée en vertu de la Loi sur le cinéma et de la Société de développement des industries de la culture et des communications. Les fonctions actuellement dévolues aux deux sociétés seront dorénavant exercées par la Société maintenant désignée sous le nom de Société générale des industries culturelles ou sous le sigle SOGIC.

Elle détermine la composition du conseil d'administration de SOGIC et autorise cette dernière à accorder de l'aide financière à une entreprise oeuvrant dans l'un des domaines de sa juridiction.

Le conseil d'administration de l'Institut québécois du cinéma sera maintenant formé de onze membres nommés par le gouvernement. Cette loi accentue le rôle consultatif de l'Institut à l'égard de certains objets.

De plus, cette loi introduit de nouvelles règles d'apposition de visas relatives à la langue des films présentés en public. Par ailleurs, l'exploitation d'un lieu de commerce au détail de matériel vidéo sera dorénavant assujettie à l'obligation de détenir un permis.

Enfin, elle prévoit que certains pouvoirs réglementaires auparavant attribués à la Régie du cinéma pourront désormais être exercés par le gouvernement.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires culturelles

**Parrain:** Madame Lise Bacon

**Présentation:** 19 juin 1987

**Adoption du principe:** 11 novembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1)  
Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications (L.R.Q., chapitre S-10.01)

**Projet de loi 60 (chapitre 56)****Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage de biens**

**Objet:** Cette loi a pour objet de permettre aux agents de la paix, en cas d'infractions commises sur des propriétés gouvernementales administrées par le ministre des Transports comme les haltes routières, de prendre possession et de remiser, aux frais du propriétaire, les biens utilisés pour commettre ces infractions.

Le ministre des Transports pourrait alors disposer de ces biens selon les conditions déjà prévues à la loi.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Marc-Yvan Côté

**Présentation:** 19 juin 1987

**Adoption du principe:** 23 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 3 juillet 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)

**Projet de loi 61 (chapitre 87)****Loi modifiant la Loi sur la division territoriale**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la division territoriale afin que, désormais, la totalité du territoire de la municipalité régionale de comté de Sept-Rivières, sur lequel est située la municipalité de Rivière-Pentecôte, fasse partie du district judiciaire de Mingan.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 21 octobre 1987

**Adoption du principe:** 28 octobre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)



**Projet de loi 62 (chapitre 88)****Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile**

**Objet:** Cette loi prévoit le versement par la Régie de l'assurance automobile du Québec d'une somme de 200 000 000 \$ au fonds consolidé du revenu pour le coût d'immobilisations en matière de sécurité routière.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Marc-Yvan Côté

**Présentation:** 22 octobre 1987

**Adoption du principe:** 24 novembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

**Projet de loi 63 (chapitre 89)****Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'élargir les dispositions portant sur la rétroactivité des mesures relatives à l'indemnisation des victimes d'immunisation.

Elle précise en outre quelle sera la prescription applicable à ces cas.

**Ministre responsable:** le ministre de la Santé et des Services sociaux

**Parrain:** Madame Thérèse Lavoie-Roux

**Présentation:** 21 octobre 1987

**Adoption du principe:** 11 novembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)  
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales (1985, chapitre 23)

**Projet de loi 66 (chapitre 90)****Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur**

**Objet:** Cette loi apporte certaines modifications à la Loi sur la protection du consommateur.

Ces modifications ont pour objet d'élargir la portée des dispositions concernant les contrats à distance, d'abroger un article qui n'a plus d'application en matière de crédit, de modifier le contenu des mentions qui doivent apparaître sur une facture en cas de réparation d'appareils domestiques et de modifier les règles relatives à l'altération, à la réparation et au remplacement de l'odomètre d'une automobile. Enfin, cette loi a pour objet d'introduire de nouvelles dispositions interdisant l'envoi de certains documents relatifs au crédit qui n'auraient pas été préalablement demandés par le consommateur.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 21 octobre 1987

**Adoption du principe:** 29 octobre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)

**Projet de loi 67 (chapitre 74)****Loi sur l'emblème aviaire**

**Objet:** Cette loi désigne le harfang des neiges, connu scientifiquement sous le nom de *Nyctea scandiaca*, comme emblème aviaire du Québec.

**Ministre responsable:** le ministre des Communications

**Parrain:** M. Richard D. French

**Présentation:** 10 novembre 1987

**Adoption du principe:** 9 décembre 1987

**Adoption:** 15 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 68 (chapitre 75)****Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration**

**Objet:** Cette loi propose de modifier la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration pour accorder au gouvernement le pouvoir de fixer, par règlement, les droits exigibles pour les certificats émis par le ministère et pour toute offre d'assistance en faveur d'un ressortissant étranger qui désire s'établir au Québec. Le règlement pourra prévoir les cas d'exemption du paiement de tels droits.

**Ministre responsable:** le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration

**Parrain:** Madame Louise Robic

**Présentation:** 22 octobre 1987

**Adoption du principe:** 2 décembre 1987

**Adoption:** 14 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1)

## **Projet de loi 69 (chapitre 91)**

### **Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'apporter diverses modifications à la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik, afin principalement d'assouplir certaines règles applicables dans le monde municipal du nord du Québec.

Cette loi prévoit que le conseiller régional chargé de représenter un village nordique au conseil de l'Administration régionale Kativik est choisi par et parmi les membres du conseil du village plutôt qu'élu à titre de conseiller régional par les électeurs du village.

Elle prévoit par ailleurs que les membres du comité administratif de l'Administration régionale Kativik peuvent être remplacés en tout temps par décision du conseil de cet organisme.

La loi introduit la période de questions orales du public lors des séances du conseil d'un village nordique ou de l'Administration régionale Kativik.

Enfin, la loi permet au conseil de l'Administration régionale Kativik de déléguer au secrétaire de cet organisme le pouvoir d'accorder et de signer tout contrat nécessaire à la réalisation d'un projet décrété par le conseil.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 22 octobre 1987

**Adoption du principe:** 11 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)

**Projet de loi 71 (chapitre 92)****Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires sous trois aspects. Elle assure d'abord une concordance avec l'article 22 de la Loi sur les juges. Elle vise de plus à ce que les tribunaux siégeant dans les districts judiciaires de Hull et de Labelle aient juridiction concurrente sur la portion du territoire de la municipalité de Duhamel, sise dans le canton de Gagnon. Elle apporte enfin des modifications concernant le nombre de juges de certains tribunaux judiciaires.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 28 octobre 1987

**Adoption du principe:** 12 novembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

## Projet de loi 72 (chapitre 93)

### Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la Commission municipale pour permettre à la Commission d'intervenir, sur demande des parties, comme arbitre dans un conflit opposant deux organismes municipaux ou plus. Elle permet également au gouvernement de décréter, à la fin de la tutelle d'une municipalité découlant d'une enquête de la Commission qu'il a demandée, que certaines dispositions propres à la tutelle soient maintenues ou de réserver à la Commission un pouvoir de désavouer certaines décisions du conseil. Le gouvernement décide de la durée du contrôle de la Commission.

D'autre part, la Commission se voit accorder à l'égard des fonctionnaires et des employés d'une municipalité en tutelle les mêmes pouvoirs en matière de suspension sans traitement que ceux qu'elle peut exercer en matière de destitution.

Enfin, la loi reconnaît des pouvoirs mieux définis à la Commission à l'égard d'une municipalité dont le conseil ne peut plus siéger valablement.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 10 novembre 1987

**Adoption du principe:** 7 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)



## Projet de loi 73 (chapitre 94)

### Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a d'abord pour objet d'intégrer les normes du Code canadien de sécurité pour les transporteurs routiers à la législation québécoise. Dorénavant, le Code de la sécurité routière contiendra des règles particulières sur l'utilisation des autobus et des véhicules de commerce dont la masse nette est de plus de 3000 kg. Ces règles définiront notamment les responsabilités du conducteur professionnel et du transporteur concernant l'entretien, la réparation et la vérification mécanique des véhicules, la sécurité et l'arrimage des charges, les véhicules hors normes quant à la dimension, à la masse totale en charge et à la charge par essieu ainsi que le transport des matières dangereuses. Des règles toucheront également l'obligation d'un permis de conduire unique et la limitation des heures de conduite et des heures de travail. De plus, un système de points d'inaptitude imputés au transporteur viendra sanctionner l'application des règles de sécurité.

La loi prévoit en outre des dispositions concernant la pesée des véhicules, la responsabilité de l'expéditeur relativement à un véhicule hors normes et l'interdiction pour un non-résident de circuler au Québec s'il n'a pas acquitté une amende exigible pour une infraction au Code de la sécurité routière.

La loi apporte d'autres modifications au code, notamment en ce qui concerne la délivrance par l'Office des personnes handicapées du Québec d'une vignette amovible à une personne handicapée, permettant de stationner le véhicule qu'elle occupe dans un espace réservé à l'usage exclusif des personnes handicapées ainsi que l'autorisation de faire de l'équitation sur les chemins publics sous réserve de certaines exceptions.

La loi apporte aussi différents ajustements qui se sont révélés nécessaires lors de la mise en oeuvre du nouveau Code de la sécurité routière.

Enfin, la loi modifie la Loi sur l'assurance automobile pour majorer à 1 000 000 \$ le montant obligatoire minimum de l'assurance responsabilité d'un transporteur. Ce montant peut s'élever à 2 000 000 \$ dans certains cas relatifs au transport de matières dangereuses.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Marc-Yvan Côté

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 1<sup>er</sup> décembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** aux dates fixées par le gouvernement, sauf les articles 2 à 9, 11, 12, 14 à 16, 18 à 21, 24 à 31, 33, 35, du paragraphe 2° de l'article 36, 37, 39 à 46, 51 à 57, 58 en ce qui concerne le paragraphe 1° de l'article 388, 60, 61, 65, 68, 69, 70 en ce qui concerne les articles 519.1 à 519.3, 71 à 76, 80, 81, 83 à 99, 103, 107 et 108 qui entrent en vigueur le 18 décembre 1987, et l'article 102 qui entre en vigueur le 31 décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)  
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)  
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)

## Projet de loi 74 (chapitre 95)

### Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne

**Objet:** Cette loi propose une réforme des mesures législatives applicables aux compagnies de fidéi-commis et aux sociétés de prêts faisant affaires au Québec, lesquelles y sont désignées sous les termes « société de fiducie » et « société d'épargne ».

Elle établit les règles relatives à la constitution de ces sociétés ainsi qu'à leur fonctionnement, détermine les activités propres à chacune d'elles et élargit de façon substantielle leurs pouvoirs. Elle assujettit cependant celles-ci à des règles plus contraignantes concernant les conflits d'intérêt dont notamment l'obligation d'adopter un code de déontologie et d'en surveiller l'application. Elle étend la responsabilité des administrateurs et des dirigeants et introduit des mesures de contrôle sur l'attribution et le transfert des actions d'une société.

Cette loi assujettit les sociétés du Québec et celles de l'extérieur qui désirent y exercer leurs activités à l'obligation de détenir un permis.

Elle confie la surveillance de ces sociétés à l'inspecteur général des institutions financières et lui accorde des pouvoirs d'enquête, d'inspection et d'intervention comprenant un pouvoir d'ordonnance et de directives.

En outre, elle accorde au gouvernement le pouvoir de nommer un administrateur provisoire aux affaires d'une société lorsque cette mesure s'avère nécessaire pour la protection des épargnants et établit des règles concernant la divulgation financière, la vérification des états financiers, le capital de base, les prêts et les placements ainsi que la liquidité nécessaire aux opérations de ces sociétés.

Elle prévoit également que les coûts d'administration de la loi sont assumés par les sociétés titulaires de permis.

Enfin, cette loi comporte des dispositions transitoires à l'égard des sociétés qui exercent déjà leurs activités au Québec et apporte les dispositions de concordance nécessaires.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

**Parrain:** M. Pierre Fortier

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 2 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** aux dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26)  
 Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)  
 Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)  
 Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., chapitre C-46)  
 Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)  
 Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., chapitre S-30)

- Loi remplacée:** Loi sur les compagnies de fidéicommiss (L.R.Q., chapitre C-41)
- Loi abrogée:** Loi sur l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires (L.R.Q., chapitre A-3.1)

## Projet de loi 75 (chapitre 96)

### Code de procédure pénale

**Objet:** Cette loi propose une réforme globale de la procédure applicable pour la sanction pénale des infractions aux lois et règlements du Québec.

La loi présente d'abord les dispositions générales relatives à la compétence des tribunaux, au droit de poursuite et à la prescription des infractions. Elle précise ensuite les règles applicables au calcul des délais, à la signification des actes de procédure, à la présentation des demandes et à l'assignation des témoins devant les tribunaux. Elle prévoit de plus la possibilité de former des commissions rogatoires, de recourir à certaines règles générales de preuve et d'invoquer les moyens de défense traditionnellement reconnus en matière pénale et criminelle.

La loi précise ensuite au chapitre de l'arrestation, dans quels cas un contrevenant peut être arrêté et elle indique expressément les obligations de celui qui procède à l'arrestation. En matière de perquisition, elle expose les principes généraux de délivrance et d'exécution d'un mandat de perquisition et introduit le télémandat. Des dispositions particulières régissent la perquisition à l'égard de renseignements confidentiels et l'accès aux documents relatifs à la perquisition. De même, des mesures ont été prises relativement à la garde, la rétention et la disposition des choses saisies.

En ce qui a trait à la poursuite, la loi prévoit un nouveau mécanisme d'introduction de l'instance, le constat d'infraction. Ce document, dont la forme pourra être adaptée aux diverses poursuites pénales, indiquera notamment au contrevenant la nature de l'infraction dont il est accusé et la peine réclamée par le poursuivant. Le défendeur aura trente jours depuis la signification du constat pour transmettre par écrit son plaidoyer. Le jugement sera réputé rendu dans les cas où le citoyen reconnaît sa culpabilité et accepte la peine imposée. Le jugement pourra être rendu par défaut dans les cas où le défendeur ne répond pas à l'accusation et, en cas de contestation, après instruction de la poursuite.

Après avoir circonscrit les règles relatives à l'instruction et au jugement, la loi prescrit des dispositions supplétives quant aux peines et elle y établit notamment que les infractions aux lois du Québec ne seront généralement plus sanctionnées par l'emprisonnement.

La loi introduit ensuite les mécanismes nécessaires au contrôle des jugements soit la rectification d'un jugement entaché d'une erreur d'écriture ou de calcul et la rétractation d'un jugement rendu sans que le défendeur ait eu l'occasion de faire valoir sa défense ou par suite d'une erreur administrative. Les parties pourront aussi se prévaloir des recours extraordinaires pour faire réviser un jugement et le justiciable pourra demander à la Cour supérieure de le libérer par voie d'habeas corpus dans les cas de détention illégale.

En plus de tous ces recours, la loi reprend le mécanisme traditionnel de l'appel de plein droit en Cour supérieure et de l'appel sur permission à la Cour d'appel du Québec. Cependant, en Cour supérieure, l'appel par voie d'exposé de cause est remplacé par l'appel sur dossier et l'appel de novo devient exceptionnel.

En outre, la loi prescrit un ensemble de mesures d'exécution des jugements où les sommes dues peuvent être recouvrées notamment, à même un cautionnement, selon les termes d'une entente avec le percepteur, par voie de saisie, par l'exécution de travaux compensatoires et, en dernier ressort, par la peine d'emprisonnement.

Finalement, il est prévu que le gouvernement pourra prendre les règlements, tandis que les juges pourront adopter les règles de pratique nécessaires à l'application du présent code.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 11 novembre 1987

**Adoption du principe:** 3 décembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 76 (chapitre 97)

### Loi sur le camionnage

**Objet:** Cette loi édicte les nouvelles règles applicables aux services rémunérés de camionnage, fournis au Québec, par les entreprises de camionnage locales et extra-provinciales. Elle vise à harmoniser les dispositions législatives du Québec à celles du Parlement canadien édictées par le projet de loi C-19, adopté le 25 juin 1987, pour les entreprises extra-provinciales effectuant des mouvements de transport extra-provinciaux.

Cette loi libéralise l'accès à l'industrie du camionnage contre rémunération et modifie le degré d'intervention gouvernementale en ce qui concerne particulièrement les règles de délivrance des permis.

Ainsi, certains services de camionnage sont exclus du champ d'application de la loi, soit parce qu'ils demeurent réglementés comme le camionnage en vrac, soit parce qu'ils échappent déjà à toute réglementation économique comme la livraison de périodiques au consommateur. Quant aux autres services, visés par cette loi, ils nécessitent un permis délivré par la Commission des transports du Québec à la suite de la vérification de l'aptitude du requérant à les fournir. Dans certains cas, la Commission devra au surplus apprécier si, conséquemment à la preuve apportée par un opposant, la délivrance du permis demandé irait à l'encontre de l'intérêt public en regard de facteurs déterminés dans la loi.

La loi contient donc des dispositions concernant la délivrance des permis de camionnage, les conditions rattachées à ces permis et les règles relatives à la suspension et à la révocation de ces permis.

Elle prévoit aussi de nouvelles règles de procédure et de preuve que devra appliquer la Commission des transports du Québec en matière de camionnage.

Elle contient les règles d'enquête et d'inspection, de perquisition et de saisie et elle prévoit un droit d'appel des décisions de la Commission sur des questions de droit à la Cour d'appel avec la permission d'un juge de cette cour.

Elle prévoit aussi une diminution du nombre des membres de la Commission qui passe ainsi de quatorze à neuf.

Elle confie au gouvernement des pouvoirs de réglementation et contient les dispositions pénales usuelles en matière de transport. Des dispositions transitoires permettent de continuer l'exploitation des permis existants jusqu'à la délivrance de nouveaux permis les remplaçant et de reporter la mise en application de certaines règles de délivrance des permis pour les services de camionnage fournis au Québec. Enfin, des modifications de concordance à la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1), à la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) et à la Loi modifiant la Loi sur les transports (1986, chapitre 92) sont prévues.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Marc-Yvan Côté

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 1<sup>er</sup> décembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

— 13 janvier 1988:      aa. 1 à 9, 11 à 13, 16 à 50, 52 à 62, 64 à 100, 102 à 130  
Décret 466-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 777

**Lois modifiées:**    Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1)  
                          Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)  
                          Loi modifiant la Loi sur les transports (1986, chapitre 92)



## **Projet de loi 77 (chapitre 98)**

### **Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement**

**Objet:** Cette loi apporte diverses modifications à certaines dispositions législatives reliées à l'administration de la justice afin d'en assouplir l'application.

Elle modifie d'abord le Code civil pour y prévoir que les offres et la consignation pourront dorénavant être faites non seulement en argent comptant mais également au moyen de chèques visés.

Ce code est en outre modifié en matière d'enregistrement et de signification des jugements qui prononcent l'annulation, l'extinction ou la résolution des droits réels enregistrés.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur les bureaux d'enregistrement pour introduire un mécanisme propre à assurer le remplacement temporaire des registrateurs et des registrateurs adjoints et pour simplifier la procédure de la prestation du serment que ces officiers publics doivent prêter avant d'entrer en fonction.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 10 novembre 1987

**Adoption du principe:** 12 novembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Lois modifiées:** Code civil du Bas-Canada  
Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9)

**Projet de loi 78 (chapitre 99)****Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel**

**Objet:** Cette loi a pour objet de faire en sorte que l'opinion certifiée de la Cour d'appel transmise à la suite d'un renvoi puisse faire l'objet d'un appel à la Cour suprême du Canada.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 10 novembre 1987

**Adoption du principe:** 12 novembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les renvois à la Cour d'appel (L.R.Q., chapitre R-23)

**Projet de loi 79 (chapitre 100)**

Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités

**Objet:** Cette loi a pour objet de prévoir une disposition transitoire pour la tenue d'élections aux postes de conseiller municipal dans certaines municipalités avant la tenue des élections générales dans celles-ci.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 10 novembre 1987

**Adoption du principe:** 2 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 1<sup>er</sup> janvier 1988

**Loi modifiée:** Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (1987, chapitre 57)

**Projet de loi 80 (chapitre 101)****Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier**

**Objet:** Cette loi a pour objet de préciser les pouvoirs réglementaires du gouvernement concernant les conditions et modalités applicables aux réclamations adressées au Fonds d'indemnisation du courtage immobilier ainsi que celles applicables aux indemnisations effectuées par ce Fonds. Cette loi précise aussi les pouvoirs réglementaires du gouvernement concernant le montant maximal de l'indemnité qui peut être versée à un réclamant pour une réclamation.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 10 novembre 1987

**Adoption du principe:** 8 décembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73)

## Projet de loi 82 (chapitre 69)

### Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales

**Objet:** Cette loi introduit deux mesures que les municipalités peuvent prendre pour alléger le fardeau des taxes foncières imposées à leurs contribuables. La première est un dégrèvement applicable en cas de forte hausse de la valeur imposable d'un immeuble; essentiellement, cette mesure fait en sorte que la taxe foncière soit calculée sur la base d'une valeur imposable dont l'augmentation par rapport à l'année précédente est plafonnée. La seconde mesure est l'étalement du paiement des taxes foncières; elle consiste à permettre au contribuable de reporter de quelques années, jusqu'à concurrence de trois, la partie de ses taxes foncières qui dépasse, par rapport aux taxes de l'année précédente, la limite d'une augmentation raisonnable fixée par la municipalité.

Par ailleurs, cette loi clarifie la situation des établissements du mouvement coopératif quant à l'assujettissement à la taxe d'affaires. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987, les lois constitutives de ces établissements ne sont plus censées faire obstacle à l'assujettissement de ceux-ci à cette taxe. En contrepartie, tous les comptes de taxe d'affaires expédiés à ces établissements pour 1985 et 1986 sont nuls et doivent être remboursés.

Ensuite, cette loi rend inapplicable une disposition permettant de calculer la « taxe d'amusement » sur le prix d'entrée théorique dans un « lieu d'amusement » plutôt que sur le prix réellement payé. Cependant, l'exploitant du « lieu d'amusement » doit démontrer à la municipalité que certaines personnes n'ont pas payé de prix d'entrée ou ont payé un prix réduit, sans quoi il doit remettre à la municipalité le montant correspondant à la taxe que ces personnes auraient dû payer sur la base du prix d'entrée théorique.

La loi permet, dans le cas d'un immeuble possédé en copropriété indivise, que le compte de taxes foncières soit expédié à un seul des copropriétaires plutôt qu'à tous.

Enfin, elle supprime la disposition qui prévoit une période minimale de 60 jours entre la publication d'un projet de règlement adopté en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et l'adoption du règlement définitif; ainsi, le délai de 45 jours prévu par la Loi sur les règlements s'appliquera.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 1<sup>er</sup> décembre 1987

**Adoption:** 10 décembre 1987

**Sanction:** 14 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 14 décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi concernant les droits sur les divertissements (L.R.Q., chapitre D-14)  
Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)

## **Projet de loi 83 (chapitre 19)**

### **Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention**

**Objet:** Cette loi constitue, dans chaque établissement de détention institué en vertu de la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, un Fonds au bénéfice des personnes incarcérées ayant pour fonctions d'établir et d'appliquer un programme d'activités visant à favoriser la réinsertion sociale des personnes incarcérées. Dans le cadre de ce programme, les personnes incarcérées pourront participer à des activités tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements de détention.

Cette loi crée également un Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées ayant pour fonctions d'aider financièrement les Fonds constitués dans les établissements de détention, d'élaborer des politiques relatives aux programmes d'activités, de conseiller le gouvernement sur la réglementation à adopter et d'approuver les programmes établis par les Fonds constitués dans chacun des établissements.

De plus, la loi confie au gouvernement le pouvoir de prendre des règlements pour établir des normes concernant l'élaboration et l'application des programmes d'activités ainsi que des normes relatives à l'administration des Fonds.

Enfin, la loi modifie, pour fins de concordance, la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

**Ministre responsable:** le Solliciteur général

**Parrain:** M. Gérard Latulippe

**Présentation:** 19 juin 1986

**Adoption du principe:** 6 novembre 1986

**Adoption:** 14 avril 1987

**Sanction:** 15 avril 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26)  
Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)

**Projet de loi 84 (chapitre 76)****Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public**

**Objet:** Cette loi met fin, pour les aliénations futures de terres du domaine public à la réserve légale de 60 mètres bordant les rivières et les lacs du Québec. Pour le passé, elle attribue la propriété de la réserve des trois chaînes ou de 60 mètres au titulaire du titre originaire de concession ou à ses ayants droit, sauf dans certains cas où elle est maintenue pour des raisons d'intérêt public ou pour la protection des droits des particuliers.

La loi prévoit que la dévolution de la réserve est sujette à un droit de passage à pied en faveur du public sur une profondeur de 10 mètres en bordure de certaines rivières prévues à la loi.

La loi prévoit la délivrance par le ministre d'une attestation de la dévolution de la réserve; cette attestation est enregistrable au bureau d'enregistrement.

Des modifications techniques sont apportées à la Loi sur les terres du domaine public.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Énergie et des Ressources

**Parrain:** M. John Ciaccia

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 3 décembre 1987

**Adoption:** 15 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les terres du domaine public (1987, chapitre 23)

**Projet de loi 86 (chapitre 20)****Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires**

**Objet:** Cette loi a pour but d'abroger la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires. Elle confie au gouvernement le pouvoir de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Michel Pagé

**Présentation:** 15 mai 1986

**Adoption du principe:** 29 octobre 1986

**Adoption:** 9 avril 1987

**Sanction:** 15 avril 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

**Loi modifiée:** Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)

**Loi abrogée:** Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires (1985, chapitre 13)



## Projet de loi 87 (chapitre 77)

### Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la Régie du logement et le Code civil pour prévoir les cas où la conversion d'immeubles locatifs en copropriété divise est interdite et ceux où elle peut être autorisée. Elle prévoit également des mesures pour protéger les locataires contre le harcèlement, la reprise de possession et l'évacuation non justifiée du logement lors de travaux.

Elle remplace la sous-section 3 de la section II du chapitre III du titre I de la Loi sur la Régie du logement concernant la copropriété pour prévoir notamment, dans le cas d'un immeuble comportant un logement ou en ayant comporté un au cours des dix années précédentes:

- l'interdiction, dans les municipalités de la Communauté urbaine de Montréal, de convertir un tel immeuble en copropriété divise, sauf dérogation;
- la possibilité, pour le conseil d'une autre municipalité, d'adopter un règlement pour restreindre la conversion ou la subordonner à certaines conditions;
- la nécessité, lorsque la conversion est permise, d'obtenir l'autorisation de la Régie du logement pour y procéder.

Cette loi oblige le propriétaire d'un immeuble qui désire le convertir à donner avis au locataire de son intention et à remettre à l'acquéreur éventuel d'un logement un rapport d'expert et une circulaire d'information. Elle restreint les travaux qui peuvent être entrepris pendant la conversion et accorde au locataire un droit au maintien dans les lieux pour une période illimitée ainsi qu'un droit de priorité d'achat lors de la vente du logement.

Les modifications au Code civil visent à soumettre l'évacuation temporaire lors de travaux majeurs à l'accord du locataire ou, à défaut, à l'autorisation de la Régie, ainsi qu'à prescrire un préavis de trois mois et une indemnité pour les dépenses raisonnables subies par le locataire.

Finalement, la loi restreint la reprise de possession d'un logement par le propriétaire d'une part indivise d'un immeuble quel que soit le nombre de logements qu'il comporte.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 10 novembre 1987

**Adoption du principe:** 19 novembre 1987

**Adoption:** 16 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)  
Code civil du Bas-Canada

## Projet de loi 88 (chapitre 102)

### Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec

**Objet:** Cette loi a pour objet d'apporter diverses modifications à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, à la Loi sur les cités et villes et au Code municipal. Ces modifications ont trait à l'urbanisme ainsi qu'au fonctionnement et aux compétences des municipalités régionales de comté.

Ainsi, elle prévoit que la municipalité régionale de comté pourra, à une forte majorité de son conseil, acquérir compétence sur un service municipal à l'égard de toutes les municipalités de son territoire. Elle pourra aussi, de la même façon, accepter la délégation d'un pouvoir par le gouvernement. Les municipalités soumises à cette compétence de la municipalité régionale de comté pourront toutefois s'y soustraire.

La loi contient également des dispositions qui permettront de réviser, à l'initiative de la municipalité régionale de comté, le mode de représentation et de prise de décision du conseil de celle-ci.

Elle prévoit enfin un allègement de la procédure d'entrée en vigueur des schémas d'aménagement et un resserrement de la cohésion des dispositions relatives à la conformité des règlements d'urbanisme au plan d'urbanisme de la municipalité.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 9 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** le 1<sup>er</sup> janvier 1988, sauf l'article 23 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1989 et l'article 22 qui entrera en vigueur sur proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)  
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)

## Projet de loi 89 (chapitre 103)

### Loi sur les courses de chevaux

**Objet:** Cette loi a pour objet d'instituer une Commission des courses de chevaux du Québec et de lui confier l'ensemble des fonctions et pouvoirs en matière de courses de chevaux qui sont actuellement dévolus à la Régie des loteries et courses du Québec, à la Société des loteries et courses du Québec et à SODIC QUÉBEC INC., à l'exception de la promotion de l'élevage des chevaux de course qui est confiée au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Elle prévoit que la Commission aura le mandat de régir et de surveiller les courses de chevaux, l'élevage et l'entraînement de chevaux de course ainsi que de promouvoir et d'aider l'industrie des courses de chevaux et de l'entraînement de chevaux de course.

Elle prévoit également la constitution d'un comité consultatif pour conseiller la Commission.

Elle donne à la Commission le pouvoir de déléguer certains de ses pouvoirs à des juges des courses et à des juges de paddock, dont les décisions pourront être révisées par la Commission.

La loi prévoit que la Commission pourra délivrer les licences que le gouvernement prescrit pour l'exercice des occupations et fonctions liées aux activités visées à la loi.

La loi donne au gouvernement et à la Commission des pouvoirs de réglementation pour l'application de la loi.

Elle prévoit des dispositions modifiant d'autres lois touchant le domaine des courses de chevaux.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Michel Pagé

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 7 décembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)  
 Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)  
 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)  
 Loi sur la Société des loteries et courses du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.1)

## Projet de loi 90 (chapitre 72)

### Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet:

- de reconnaître un statut professionnel aux artistes — créateurs et interprètes — de la scène, du disque et du cinéma qui pratiquent leur art à leur propre compte;
- d'établir un régime de négociation d'ententes collectives;
- d'instituer un nouvel organisme appelé « Commission de reconnaissance des associations d'artistes » et de lui attribuer les fonctions et pouvoirs nécessaires à l'application du régime de négociation.

Sur le statut de l'artiste, la loi établit aux fins du régime proposé, une présomption à l'effet que les créateurs et interprètes agissent à leur compte dans la mesure où pour l'exercice de leur art, ils s'engagent habituellement envers un ou plusieurs producteurs au moyen de contrats portant sur des prestations déterminées.

Elle garantit aux artistes qu'elle vise la liberté d'adhésion à une association d'artistes. Elle leur assure de plus la liberté de négocier et d'agréer avec tout producteur les conditions auxquelles ils fournissent leurs prestations. Ces conditions ne pourront toutefois être moins avantageuses que celles prévues dans une entente collective conclue entre ce producteur et l'association reconnue en vertu de la loi pour les représenter.

Le régime de négociation collective proposé vise à permettre à une association reconnue d'artistes de négocier avec une association de producteurs ou avec un producteur ne faisant pas partie d'une telle association, dans un secteur de négociation prédéterminé, une entente collective liant, pour une durée d'au plus trois ans, les producteurs et les artistes représentés par l'association.

La loi prévoit à cet égard la possibilité d'une médiation et d'un arbitrage facultatif. Le droit des parties d'exercer des moyens de pression y est de plus défini et assujéti à certaines conditions. Le boycottage par tiers interposé y est également interdit. Pendant la durée d'une entente collective, les parties ne peuvent, pour régler leurs mésententes, utiliser des moyens de pression.

Par ailleurs, la Commission dont la création est proposée se compose de trois membres. Elle aura pour fonctions principales de définir les secteurs de négociation d'entente collective, de reconnaître les associations professionnelles d'artistes et de désigner à la demande d'une partie un médiateur pour la négociation d'une entente collective, et, à la demande des deux parties, d'agir comme arbitre de différend.

La loi comporte également des dispositions pénales exposant les contrevenants à des amendes. Enfin, elle assure la continuité d'application des ententes collectives existantes au moment de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi instituant la Commission.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires culturelles

**Parrain:** Madame Lise Bacon

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 2 décembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** le 17 décembre 1987 sauf les articles 1 à 8 et 42 à 75 qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1988 et les articles 9 à 41 qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1988

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 91 (chapitre 78)****Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation**

**Objet:** Cette loi a pour but d'ajouter aux institutions d'enseignement qui ne sont pas visées par la Loi sur l'enseignement privé, les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale au sens de la Loi sur le ministère des Relations internationales.

Elle confère, en outre, au ministre de l'Éducation le pouvoir d'accorder une aide financière, dans l'exercice de ses fonctions.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Éducation

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 11 novembre 1987

**Adoption du principe:** 8 décembre 1987

**Adoption:** 16 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)  
Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15)

**Projet de loi 92 (chapitre 79)**

Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet de pourvoir à la création du Barreau de Longueuil, comme section distincte du Barreau du Québec.

**Ministre responsable:** le ministre responsable de l'application des lois professionnelles

**Parrain:** M. Claude Ryan

**Présentation:** 11 novembre 1987

**Adoption du principe:** 8 décembre 1987

**Adoption:** 16 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)

## Projet de loi 93 (chapitre 80)

### Loi sur l'utilisation des produits pétroliers

**Objet:** Cette loi a pour objet d'assurer la sécurité des personnes qui accèdent à un établissement ou à un équipement pétrolier ou qui utilisent des produits pétroliers et d'assurer la qualité des équipements pétroliers utilisés à des fins de commerce de produits pétroliers ou pour une autre fin. Elle a aussi pour objet d'assurer la surveillance des prix de l'essence et d'assurer le contrôle des prix de vente des produits pétroliers.

Elle prévoit un régime de permis, de certificats d'enregistrement et de licences délivrés par le ministre de l'Énergie et des Ressources visant à assurer une gestion sécuritaire des diverses utilisations des produits pétroliers, des équipements pétroliers ou des établissements visés. Cette loi prévoit aussi l'obligation d'obtenir une autorisation du ministre pour la démolition totale ou partielle d'un établissement de fabrication de produits pétroliers.

La loi confère également au ministre certains pouvoirs qu'il pourra déléguer visant à assurer la surveillance des prix de l'essence. La loi édicte que le contrôle des prix des produits pétroliers s'effectuera par un décret du gouvernement fixant un prix maximum auquel peut être vendu ou distribué un produit pétrolier, lorsque l'intérêt public l'exige. Enfin, elle constitue un régime d'inspection afin d'assurer l'application de la loi et des règlements et à cet effet, elle élabore un mécanisme d'apposition de scellés et d'ordonnance permettant la prévention des utilisations dangereuses ou non conformes relativement aux produits pétroliers, aux équipements pétroliers ou aux établissements visés.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Énergie et des Ressources

**Parrain:** M. John Ciaccia

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 3 décembre 1987

**Adoption:** 15 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

**Lois remplacées:** Loi sur le commerce des produits pétroliers (L.R.Q., chapitre C-31)  
Loi modifiant la Loi sur le commerce des produits pétroliers (1976, chapitre 22)



## Projet de loi 95 (chapitre 81)

### Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire

**Objet:** Il existe actuellement au Québec, en vertu de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), une procédure d'appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour provinciale.

La présente loi a pour objet de modifier la Loi sur le ministère du Revenu afin de rendre cette procédure accessible à un plus grand nombre de particuliers.

Ainsi, les montants maximums de 1 650 \$ et de 5 000 \$ seront portés respectivement à 3 000 \$ et 10 000 \$, aux fins de déterminer la possibilité de recourir à l'appel sommaire et la règle qui prévoit l'ajustement annuel de ces montants sera supprimée.

De plus, il sera dorénavant possible de recourir à cette procédure en matière de taxes à la consommation, lorsque le montant de droits n'excédera pas 3 000 \$.

Par ailleurs, la règle qui prévoit que la compétence conférée par le chapitre IV de la Loi sur le ministère du Revenu, relatif à l'appel sommaire, est exercée par les seuls juges de la Cour provinciale que désignent annuellement le juge en chef et le juge en chef associé, chacun dans les limites de sa compétence territoriale, sera supprimée, ce qui facilitera l'administration judiciaire de cette procédure.

D'autre part, les dispositions du Code de procédure civile auxquelles réfère actuellement le chapitre IV de la Loi sur le ministère du Revenu seront intégrées, en les adaptant, à cette loi.

Finalement, les résidents des Îles-de-la-Madeleine pourront loger un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour provinciale, au palais de justice de Havre-Aubert.

**Ministre responsable:** le ministre du Revenu

**Parrain:** M. Yves Séguin

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 3 décembre 1987

**Adoption:** 14 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

## Projet de loi 97 (chapitre 104)

### Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour y prévoir de nouvelles règles et sanctions applicables aux directeurs généraux des conseils régionaux et des établissements publics en matière de conflit d'intérêts et d'exclusivité de fonctions. Elle introduit aussi, pour les cadres supérieurs ou, le cas échéant, pour les cadres intermédiaires de ces organismes, un pouvoir réglementaire portant sur ces matières assorti d'une sanction.

Elle précise en outre que la procédure de grief applicable aux directeurs généraux, lors de l'imposition de sanctions, ne peut être utilisée lorsque celles-ci sont imposées à la suite d'un recours en déchéance de charge.

Elle interdit à tout directeur général, cadre supérieur ou cadre intermédiaire d'un établissement public, sous peine d'amende, d'accepter toute somme ou avantage d'une fondation ou corporation qui sollicite du public le versement de sommes ou de dons dans le domaine de la santé ou des services sociaux. Elle prévoit aussi que les établissements publics qui reçoivent des sommes ou avantages de ces fondations ou corporations doivent les mentionner dans leurs états financiers en indiquant l'objet pour lequel ils ont été conférés.

La loi introduit l'obligation pour les membres du conseil d'administration d'un conseil régional ou d'un établissement public de présenter à la population, lors de la séance publique annuelle d'information, certains renseignements quant aux états financiers du conseil ou de l'établissement et de répondre aux questions qui leur sont adressées relativement à ceux-ci.

Elle établit une méthode plus souple de fixation de la date de l'assemblée des usagers d'un centre local de services communautaires et d'un centre de services sociaux.

La loi précise en outre que le gouvernement peut, après consultation de divers organismes, le cas échéant, assortir de conditions certains postes de stagiaires en formation médicale post-doctorale et ce en vue de favoriser une répartition rationnelle des ressources médicales entre les régions.

Enfin on y prévoit diverses modalités d'entrée en vigueur à l'égard des dispositions relatives aux conflits d'intérêts, à l'exclusivité de fonctions et aux fondations.

**Ministre responsable:** le ministre de la Santé et des Services sociaux

**Parrain:** Madame Thérèse Lavoie-Roux

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 26 novembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 28 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)

**Projet de loi 98 (chapitre 105)**

**Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'indexer, de plein droit, les pensions alimentaires ordonnées par jugement, tout en laissant aux tribunaux la discrétion, si les circonstances prévues le justifient, de ne pas indexer la pension ou de fixer un autre indice fixé en vertu de la loi.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 11 novembre 1987

**Adoption du principe:** 8 décembre 1987

**Adoption:** 17 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Code civil du Québec

**Projet de loi 99 (chapitre 70)**

**Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes**

**Objet:** La loi a pour objet de modifier la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes afin de limiter à 30 000 000 \$ par exercice financier les prêts, avances et garanties de prêts que le ministre peut accorder.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Pêcheries

**Parrain:** M. Yvon Picotte

**Présentation:** 11 novembre 1987

**Adoption du principe:** 7 décembre 1987

**Adoption:** 9 décembre 1987

**Sanction:** 14 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 14 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes (L.R.Q., chapitre C-76)

## Projet de loi 100 (chapitre 57)

### Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités

**Objet:** Cette loi marque la première étape du processus de révision des lois municipales. Elle refond ou revoit toutes les dispositions des lois municipales actuelles qui traitent des élections et des référendums dans les municipalités.

En matière d'élections, elle prévoit que dorénavant les élections générales municipales auront lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de novembre, sans toutefois imposer qu'elles se tiennent la même année dans toutes les municipalités. Lors d'une élection générale, tous les postes du conseil municipal devront être ouverts aux candidatures. Toutefois, elle permet que dans certaines municipalités rurales les élections aient lieu tous les deux ans pour renouveler par alternance la moitié des postes du conseil.

Au sein d'un conseil municipal, il ne pourra plus désormais y avoir moins de six conseillers, sauf décision contraire du ministre des Affaires municipales. Toute municipalité dont le territoire n'est pas divisé aux fins électorales devra numéroté les postes de ses conseillers.

En ce qui concerne la division du territoire municipal aux fins électorales, cette loi permet aux municipalités dont le territoire n'est pas divisé ou dont le territoire est divisé en quartiers de conserver le statu quo. Cependant, toute municipalité qui à l'avenir voudra diviser son territoire ou changer sa division actuelle devra adopter le système des districts électoraux. De plus, toute municipalité de 20 000 habitants ou plus et toute autre municipalité actuellement obligée de diviser son territoire en districts électoraux seront assujetties à cette obligation.

Cette loi donne la qualité d'électeur à toute personne physique qui est majeure, a la citoyenneté canadienne et n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui est domicilié, propriétaire d'immeuble ou occupant de place d'affaires dans la municipalité depuis au moins douze mois, le 1<sup>er</sup> septembre de l'année de l'élection.

Elle prévoit l'éligibilité à un poste de membre du conseil de tout électeur qui est domicilié ou qui a une résidence dans la municipalité depuis au moins douze mois le 1<sup>er</sup> septembre de l'année de l'élection. Elle réduit également la liste actuelle des motifs d'inéligibilité.

Sur la question des inhabilités, cette loi fait en sorte qu'il ne soit plus nécessaire de s'adresser aux tribunaux judiciaires pour faire déclarer un élu municipal inhabile à exercer sa fonction, si l'inhabilité est incontestable comme lorsqu'elle découle d'une nomination à une fonction incompatible ou d'une condamnation pour infraction criminelle.

En ce qui a trait aux procédures électorales, cette loi assure la plus grande harmonisation possible, compte tenu des exigences du contexte municipal, avec les règles applicables lors des élections provinciales en vertu de la Loi électorale du Québec.

Notamment, la révision de la liste électorale pourra désormais être faite après la période de mise en candidature, lorsqu'un scrutin est nécessaire.

En ce qui concerne le financement des partis politiques municipaux et le contrôle des dépenses électorales dans les municipalités de 20 000 habitants ou plus, cette loi reprend, avec plusieurs modifications techniques visant l'harmonisation des règles aux paliers provincial et municipal, les dispositions de la loi actuelle.

Parmi les nouveautés à ce chapitre, la loi prévoit qu'un parti ou un candidat dont les revenus annuels provenant de dons anonymes dépassent 20 % de ses recettes provenant de contributions contrôlées devra verser l'excédent à la municipalité.

En matière de référendums, cette loi préserve les dispositions des lois actuelles qui déterminent les actes qui doivent être soumis à l'approbation des citoyens, qui délimitent le territoire visé par le référendum et qui établissent les exigences particulières quant au nombre de votants ou de votes affirmatifs requis pour que l'acte soit considéré approuvé. Cependant elle uniformise les règles relatives aux qualités exigées pour qu'une personne soit habile à voter lors d'un référendum ainsi que les règles générales de procédure référendaire.

Ainsi, elle prévoit qu'est habile à voter lors d'un référendum toute personne qui est domiciliée sur le territoire visé ou qui y est propriétaire d'immeuble ou occupant de place d'affaires; dans le cas d'une personne physique, elle doit de plus être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être frappée d'une incapacité de voter. Cette loi fait en sorte que le droit de se prononcer sur un règlement d'urbanisme ne soit plus réservé aux seuls propriétaires et locataires et que le droit de se prononcer sur un emprunt ne soit plus réservé aux seuls propriétaires.

Elle prévoit également que la confection et la révision d'une liste référendaire ne seront nécessaires que dans le cas où un scrutin doit être tenu.

Enfin, la loi apporte aux diverses lois qui régissent le domaine municipal, dont plus d'une centaine de chartes particulières, les modifications de concordance nécessaires à sa mise en oeuvre.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 19 juin 1986

**Réimpression:** 15 avril 1987

**Adoption du principe:** 30 avril 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** le 1<sup>er</sup> janvier 1988, sauf le paragraphe 2° de l'article 697, le paragraphe 2° de l'article 736 et les articles 867 et 881 qui entrent en vigueur le 23 juin 1987

**Lois modifiées:** Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)  
 Loi sur l'aide municipale à la protection du public aux traverses de chemin de fer (L.R.Q., chapitre A-15)  
 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)  
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)  
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
 Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)  
 Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)  
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)  
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)  
 Loi sur les concessions municipales (L.R.Q., chapitre C-49)  
 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)

Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7)  
 Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2)  
 Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6)  
 Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (L.R.Q., chapitre E-8.1)  
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)  
 Loi sur la municipalisation de l'électricité (L.R.Q., chapitre M-38)  
 Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19)  
 Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.21)  
 Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14)  
 Loi sur la vente des services publics municipaux (L.R.Q., chapitre V-4)  
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)  
 Loi sur les villes minières (L.R.Q., chapitre V-7)  
 Loi de tempérance (S.R.Q., 1964, chapitre 45)  
 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)  
 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)  
 Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)  
 Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

**Lois abrogées:**

Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1)  
 Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (L.R.Q., chapitre F-6)

## Projet de loi 102 (chapitre 23)

### Loi sur les terres du domaine public

**Objet:** Cette loi propose une refonte complète des dispositions de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9) qui portent sur l'administration des terres du domaine public et introduit une distinction entre la gestion des terres et la gestion des diverses ressources qu'elles supportent, de manière à favoriser l'utilisation polyvalente et rationnelle des terres.

Les pouvoirs de gestion à l'égard des terres sont établis au chapitre II qui prévoit notamment l'obligation de constituer un répertoire des terres du domaine public, de préparer avec les ministères concernés un plan d'affectation soumis à l'approbation du gouvernement et de tenir un registre des droits d'exploitation des ressources accordées.

Le chapitre III traite de l'octroi des droits fonciers.

Le chapitre IV établit le principe de la libre circulation sur les terres du domaine public sous réserve des normes prescrites par le gouvernement. Il confie en outre le pouvoir de contrôler le séjour des personnes ou l'érection de bâtiments; il confie de plus au ministre responsable de l'application de la loi le pouvoir d'autoriser la construction des chemins autres que les chemins forestiers ou miniers.

Le chapitre V prévoit la révocation des droits fonciers.

Le chapitre VI crée les infractions et en établit les sanctions.

Le chapitre VII contient les pouvoirs réglementaires du gouvernement.

Enfin, le chapitre VIII prévoit les dispositions diverses et transitoires.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Énergie et des Ressources

**Parrain:** M. John Ciaccia

**Présentation:** 13 novembre 1986

**Adoption du principe:** 2 avril 1987

**Adoption:** 19 mai 1987

**Sanction:** 27 mai 1987

**Entrée en vigueur:** 27 mai 1987

**Lois modifiées:** Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)  
 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)  
 Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1)  
 Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1)  
 Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17)  
 Loi sur les forêts (1986, chapitre 108)



**Projet de loi 103 (chapitre 82)****Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général**

**Objet:** Cette loi a pour objet de préciser le champ d'application de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) à l'égard de certains organismes assimilables à des organismes publics.

Enfin, elle adapte les normes de rémunération applicables au vérificateur général aux nouvelles règles de rémunération des sous-ministres, à des fins de concordance.

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 14 décembre 1987

**Adoption:** 16 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01)

**Projet de loi 104 (chapitre 58)****Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse**

**Objet:** Cette loi a pour objet de pourvoir à l'institution et à l'organisation du Conseil permanent de la jeunesse.

Le Conseil, composé de quinze membres élus par un collège électoral de jeunes, aura pour fonction de conseiller le ministre responsable sur toute question relative à la jeunesse. Il pourra donner des avis au ministre, effectuer des études, entendre des requêtes et fournir de l'information au public sur toute question relative aux besoins et aux intérêts de la jeunesse.

**Ministre responsable:** Le Premier ministre ou le ministre que le gouvernement désigne

**Parrain:** M. Robert Bourassa

**Présentation:** 18 juin 1986

**Adoption du principe:** 9 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Aucune

## **Projet de loi 105 (chapitre 106)**

### **Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise pour donner suite au Discours sur le budget du 30 avril 1987, et aux déclarations ministérielles du 11 décembre 1986 et du 18 juin 1987.

Cette loi prévoit l'adaptation des règles pour les entreprises en démarrage afin d'en favoriser le développement.

Elle prévoit qu'une seule catégorie d'actions ordinaires à plein droit de vote d'une société sera considérée admissible à la déduction fiscale.

Cette loi prévoit également qu'une société pourra attribuer aux actionnaires de son choix un montant de participation dans un placement admissible.

Cette loi prévoit certaines dispositions techniques dans le but de donner suite aux déclarations ministérielles et pour faciliter l'application de la loi.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Industrie et du Commerce

**Parrain:** M. Daniel Johnson

**Présentation:** 12 novembre 1987

**Adoption du principe:** 10 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1)

## **Projet de loi 108 (chapitre 107)**

**Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives**

**Objet:** Cette loi a pour objet de donner suite à la lettre d'entente relative au régime de retraite applicable à tout agent de la paix qui fait partie de l'unité de négociation visée par l'accréditation de l'Union des agents de la paix en institutions pénales. Il s'agit d'un régime de retraite particulier qui s'appliquera à tout agent de la paix à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Cette loi comporte aussi des modifications aux régimes de retraite existants qui sont de concordance avec ce nouveau régime.

**Ministre responsable:** le président du Conseil du trésor

**Parrain:** M. Paul Gobeil

**Présentation:** 15 décembre 1987

**Adoption du principe:** 16 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 1<sup>er</sup> janvier 1988

**Lois modifiées:** Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)  
 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)  
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)  
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

**Projet de loi 111 (chapitre 108)****Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec**

**Objet:** Cette loi apporte des modifications à la Loi sur la Communauté urbaine de Québec quant aux règles de fonctionnement du conseil et du comité exécutif de la Communauté.

La répartition des voix au sein du conseil est changée. Les membres auront désormais un nombre de voix calculé de façon que chaque municipalité ait un poids décisionnel proportionnel à sa population.

Par ailleurs, toutes les décisions du conseil devront désormais être prises à la majorité des deux tiers des voix, cette majorité devant comprendre les voix d'au moins cinq municipalités.

Le comité exécutif sera dorénavant composé de son président et des maires des municipalités du territoire de la Communauté. Chaque maire y aura un nombre de voix proportionnel à la population de sa municipalité.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 15 décembre 1987

**Adoption du principe:** 16 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 1<sup>er</sup> janvier 1988

**Loi modifiée:** Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)

## Projet de loi 112 (chapitre 83)

### Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec quant aux critères de qualification des placements que la Caisse peut effectuer en vertu de pouvoirs spécifiques.

Elle prévoit que la Caisse pourra acquérir et détenir des actions privilégiées et des titres de créance émis ou garantis par une compagnie dont les actions ordinaires sont un placement admissible.

Elle précise que la Caisse pourra acquérir et détenir des actions ordinaires d'une compagnie qui satisfait à certaines conditions de rendement pour les années précédant l'acquisition ou dont les titres comportent une forte liquidité selon les conditions définies par règlement.

Elle précise aussi que la Caisse pourra acquérir des actions ordinaires de compagnies ayant moins de cinq ans d'existence, sujet à une limite du total des placements de cette catégorie.

Elle a également pour objet d'augmenter le volume de placements que la Caisse peut effectuer en vertu de son pouvoir général de placement.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 11 décembre 1987

**Adoption du principe:** 14 décembre 1987

**Adoption:** 16 décembre 1987

**Sanction:** 17 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 17 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2)

**Projet de loi 113 (chapitre 109)****Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale**

**Objet:** Cette loi vise principalement à compléter la réforme des régimes de pension des députés qui avait été introduite en janvier 1983. Elle vise aussi à accorder au député une indemnité annuelle basée, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, sur la moyenne du montant le plus bas et de celui le plus élevé prévu à l'échelle de traitement de la classe IV du corps d'emploi des cadres supérieurs de la fonction publique.

**Parrain:** M. Michel Gratton

**Présentation:** 14 décembre 1987

**Adoption du principe:** 14 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Lois modifiées:** Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1)  
Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1)  
Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)

**Projet de loi 114 (chapitre 110)****Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction**

**Objet:** Cette loi a pour principal objet d'allonger la durée de la période prévue pour les négociations collectives dans l'industrie de la construction, de déplacer en conséquence la période de changement d'allégeance syndicale dans cette industrie et de faire coïncider l'entrée en vigueur du choix d'allégeance syndicale des travailleurs avec le début de ces négociations.

Cette loi prévoit de plus des dispositions transitoires permettant notamment dans l'éventualité où la durée du décret régissant actuellement les conditions de travail dans l'industrie de la construction est prolongée, de reporter le début des prochaines négociations collectives dans cette industrie et d'établir de façon certaine que les associations représentatives syndicales ne soient pas contraintes à faire constater à nouveau leur degré de représentativité.

**Ministre responsable:** le ministre du Travail

**Parrain:** M. Pierre Paradis

**Présentation:** 17 décembre 1987

**Adoption du principe:** 18 décembre 1987

**Adoption:** 18 décembre 1987

**Sanction:** 18 décembre 1987

**Entrée en vigueur:** 18 décembre 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)



## Projet de loi 120 (chapitre 21)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal

**Objet:** Cette loi modifie diverses lois fiscales afin de donner suite au Discours sur le budget du 1<sup>er</sup> mai 1986 prononcé par le ministre des Finances ainsi qu'à la Déclaration ministérielle du 29 mai 1986 de ce dernier. Elle donne également suite à certaines mesures annoncées dans l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail afin notamment d'assujettir à la taxe la vente de combustible dont l'huile à chauffage et le gaz naturel et d'exempter la vente de combustible utilisé à la production de biens mobiliers destinés à la vente, les primes d'assurance de 25 cents ou moins ainsi que certaines primes d'assurance d'aéronefs.

Elle modifie en second lieu la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de remplacer la taxe «ad valorem» de 60% applicable aux cigarettes et à certains tabacs ouverts par une taxe spécifique.

Elle modifie en troisième lieu la Loi sur les impôts afin d'introduire la plupart des mesures fiscales québécoises découlant du Discours sur le budget du 1<sup>er</sup> mai 1986 de même que certaines autres annoncées dans l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985.

Ces mesures concernent notamment:

- 1° une modification d'ordre technique relative à la taxation des sociétés d'État;
- 2° la restriction relative à la déduction pour intérêts et dividendes et à celle pour revenus de retraite;
- 3° l'exonération d'impôt et de taxe sur le capital applicable aux trois premières années d'imposition des nouvelles corporations;
- 4° la surtaxe de 7,25% applicable à l'impôt sur le revenu et à la taxe sur le capital des corporations;
- 5° la majoration, pour les années d'imposition 1987 et 1988, du crédit de taxe à la consommation;
- 6° le réaménagement des règles relatives aux sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ) notamment pour tenir compte de la création d'un régime d'actionnariat et pour fixer certaines limites aux montants déductibles par les actionnaires d'une telle société;
- 7° le réaménagement du régime d'épargne-actions (REA) notamment pour instaurer un régime d'actionnariat et pour préciser les conditions relatives à l'émission d'actions, les modalités de calcul de la valeur des biens détenus par une corporation admissible, le nombre d'employés d'une corporation admissible ainsi que les règles afférentes aux corporations de placements;
- 8° le réaménagement des règles du régime d'investissement coopératif (RIC);
- 9° les modifications d'ordre technique relatives aux centres financiers internationaux;
- 10° la réduction de la taxe sur le capital pour les corporations dont les activités consistent principalement à exploiter une entreprise de pêche;
- 11° les règles sur les corporations associées à l'égard de la déduction, dans le calcul de leur capital versé, accordée aux corporations agricoles et à celles dont les activités consistent principalement à exploiter une entreprise de pêche.

De plus, cette loi apporte des modifications de nature technique qui ont pour but de corriger certaines dispositions actuelles de la Loi sur les impôts qui ne traduisent pas avec précision les énoncés de politique fiscale ayant servi de base à leur introduction.

Elle modifie en quatrième lieu la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec afin de prévoir une surtaxe de 7,25 % applicable à la contribution des employeurs au Fonds des services de santé.

Elle modifie en cinquième lieu la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers afin de hausser de 15 \$ par conjoint admissible le montant additionnel prévu pour les personnes à faible revenu âgées de 60 ans ou plus et pour y apporter certaines modifications de nature technique.

Elle modifie en dernier lieu la Loi concernant la taxe sur les carburants afin notamment :

- 1° de remplacer la taxe «ad valorem» de 30 % sur les carburants par une taxe spécifique par litre;
- 2° de porter à 9 %, le taux de la taxe sur le carburant d'aéronef et de locomotive sur rail;
- 3° de prévoir une réduction de taxe sur le carburant vendu en régions spécifiques et en bordure de celles-ci.

**Ministre responsable:** le ministre du Revenu

**Parrain:** M. Michel Gratton

**Présentation:** 11 novembre 1986

**Adoption du principe:** 18 décembre 1986

**Adoption:** 2 avril 1987

**Sanction:** 15 avril 1987

**Entrée en vigueur:** 15 avril 1987

**Lois modifiées:** Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)  
 Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)  
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
 Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)  
 Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)  
 Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

**Projet de loi 122 (chapitre 4)**

**Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations**

**Objet:** Cette loi propose de rendre valide la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts des compagnies, des coopératives, des fédérations de coopératives, des confédérations de fédérations de coopératives, des sociétés mutuelles d'assurance, des fédérations de sociétés mutuelles d'assurance et des corporations de fonds de garantie.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

**Parrain:** M. Pierre Fortier

**Présentation:** 6 novembre 1986

**Adoption du principe:** 18 novembre 1986

**Adoption:** 17 mars 1987

**Sanction:** 23 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 23 mars 1987

**Lois modifiées:** Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)  
Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)  
Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)

**Projet de loi 123 (chapitre 59)****Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels**

**Objet:** Cette loi a pour objet de supprimer, pour les associations, syndicats, unions, fédérations ou confédérations de telles associations ou syndicats, régis par la Loi sur les syndicats professionnels, l'obligation de soumettre leurs statuts et règlements, à l'exception des statuts établissant certaines caisses, à l'approbation de l'inspecteur général des institutions financières.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

**Parrain:** M. Pierre Fortier

**Présentation:** 18 novembre 1986

**Adoption du principe:** 17 mars 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)

**Projet de loi 128 (chapitre 60)**

**Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8) pour créer un fonds grâce auquel le Bureau pourra facturer les coûts encourus pour certains services qu'il rend.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 12 novembre 1986

**Adoption du principe:** 17 mars 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8)

**Projet de loi 129 (chapitre 8)****Loi modifiant la Loi sur l'administration financière**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur l'administration financière pour permettre l'imputation d'une dépense du gouvernement sur les crédits de l'année suivante lorsque ceux-ci ont été insuffisants pour son imputation dans l'année courante.

En outre, la loi extentionne le délai pour l'imputation d'un compte à payer à la fin d'une année financière.

Enfin, la loi ajoute l'obligation de faire rapport dans les comptes publics des dépenses effectuées en excédant des crédits.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 12 novembre 1986

**Adoption du principe:** 10 mars 1987

**Adoption:** 26 mars 1987

**Sanction:** 26 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 26 mars 1987

**Loi modifiée:** Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6)

**Projet de loi 130 (chapitre 9)****Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986**

**Objet:** Cette loi vise à porter à la dette nette du gouvernement les dépenses effectuées au 31 mars 1986 et non pourvues par des crédits.

La loi prévoit le paiement de ces dépenses à même le fonds consolidé du revenu pour les cas où tel paiement n'est pas déjà autorisé par une loi spécifique, aux époques et selon des modalités agréées par le ministre des Finances.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Gérard D. Levesque

**Présentation:** 12 novembre 1986

**Adoption du principe:** 11 mars 1987

**Adoption:** 26 mars 1987

**Sanction:** 26 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 26 mars 1987

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 133 (chapitre 61)****Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés**

**Objet:** Cette loi a pour but d'harmoniser avec la Charte des droits et libertés de la personne les pouvoirs d'inspection des produits laitiers ou de leurs succédanés.

Elle vise ensuite à introduire, pour des motifs d'urgence, le pouvoir, pour le ministre, d'ordonner la cessation de l'exploitation de tout lieu utilisé à des fins d'activités industrielles ou commerciales concernant les produits laitiers et leurs succédanés et constituant un danger immédiat pour la vie ou la santé des consommateurs.

Enfin, elle introduit des prohibitions actuellement prévues dans la réglementation à l'effet d'interdire tant la fabrication ou la mise en marché de succédanés non normalisés que la disposition des produits ou succédanés saisis ou confisqués.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Michel Pagé

**Présentation:** 11 novembre 1986

**Adoption du principe:** 7 avril 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30)



**Projet de loi 134 (chapitre 62)**

**Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments**

**Objet:** Cette loi vise à introduire, pour des motifs d'urgence, le pouvoir, pour le ministre, d'ordonner la cessation de l'exploitation de tout lieu utilisé à des fins d'activités industrielles ou commerciales concernant les produits alimentaires et constituant un danger immédiat pour la vie ou la santé des consommateurs.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Michel Pagé

**Présentation:** 11 novembre 1986

**Adoption du principe:** 8 avril 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)

## Projet de loi 137 (chapitre 10)

### Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur la Société d'habitation du Québec en ce qui concerne les pouvoirs du ministre des Affaires municipales, responsable de son application, les objets de la Société, sa composition et l'exercice de ses pouvoirs.

Elle confie au ministre le pouvoir d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques relatives à l'habitation et d'établir les besoins, les priorités et les objectifs de tous les secteurs de l'habitation au Québec.

De nouvelles responsabilités en matière de recherche et d'avis au ministre sur toutes les matières relevant de ses responsabilités en regard de l'habitation sont dévolues à la Société, dont les objets sont aussi redéfinis de façon à y inclure toutes ses interventions et tenir compte de la désuétude de certains programmes spécifiquement prévus à la loi actuelle.

D'autres dispositions de la loi concernent le fonctionnement de la Société principalement en ce qui regarde l'administration de ses revenus et recettes et son mode de financement.

Enfin, la loi prévoit que le ministre titulaire peut donner à la Société des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi. Ces directives doivent être approuvées par le gouvernement.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. André Bourbeau

**Présentation:** 13 novembre 1986

**Adoption du principe:** 11 décembre 1986

**Adoption:** 25 mars 1987

**Sanction:** 26 mars 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

— 1<sup>er</sup> avril 1987: aa. 1 à 43  
Décret 486-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 1897

**Lois modifiées:** Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)  
Code civil du Bas-Canada

**Projet de loi 143 (chapitre 5)****Loi modifiant de nouveau la Loi sur les compagnies****Objet:** Cette loi a pour objet:

- de mettre fin à certains problèmes d'interprétation de la Loi sur les compagnies;
- de permettre aux administrateurs de déléguer leur pouvoir d'emprunt à certaines personnes;
- de modifier les règles du compromis ou de l'arrangement de la partie IA de façon à éviter l'intervention du juge, si les actionnaires concernés approuvent unanimement le compromis ou l'arrangement et, dans ce dernier cas, d'écarter la procédure régulière de modification des statuts;
- de modifier les règles de la fusion simplifiée entre une compagnie mère et sa filiale ainsi qu'entre des compagnies filiales d'une même corporation en faisant disparaître, dans certains cas, la nécessité que toutes les actions soient sans valeur nominale;
- de permettre, sous certaines conditions, aux compagnies minières constituées en vertu de la Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47), de se continuer sous la partie IA;
- de prévoir que, lors de la continuation d'une compagnie, seuls les actionnaires concernés sont tenus d'approuver les changements qui portent atteinte aux droits, conditions, privilèges ou restrictions afférents à leurs actions.

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation**Parrain:** M. Pierre Fortier**Présentation:** 13 novembre 1986**Adoption du principe:** 12 décembre 1986**Adoption:** 17 mars 1987**Sanction:** 23 mars 1987**Entrée en vigueur:** 23 mars 1987**Loi modifiée:** Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)

## **Projet de loi 146 (chapitre 35)**

### **Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'abolir la Régie des grains du Québec et de confier à la Régie des marchés agricoles du Québec l'administration de la Loi sur les grains.

Elle a également pour objet de modifier la composition de la Régie des marchés agricoles du Québec en portant de sept à huit le nombre de régisseurs et de deux à trois le nombre de vice-présidents.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Michel Pagé

**Présentation:** 12 novembre 1986

**Adoption du principe:** 16 décembre 1986

**Adoption:** 17 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

— 16 juillet 1987: aa. 1 à 16  
Décret 1089-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 4317

**Lois modifiées:** Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1)  
Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35)

**Projet de loi 149 (chapitre 11)****Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture**

**Objet:** Cette loi supprime les dispositions financières de la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q., chapitre I-13.2). Elle autorise, par ailleurs, le ministre des Finances à verser à l'Institut, pour l'exercice financier 1986-1987, la somme de 1 996 200 \$.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires culturelles

**Parrain:** Madame Lise Bacon

**Présentation:** 12 novembre 1986

**Adoption du principe:** 12 décembre 1986

**Adoption:** 26 mars 1987

**Sanction:** 26 mars 1987

**Entrée en vigueur:** 26 mars 1987

**Loi modifiée:** Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q., chapitre I-13.2)

**Projet de loi 151 (chapitre 36)****Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive**

**Objet:** Cette loi a pour but de préciser le rôle des agents de probation qui assistent la magistrature dans l'exécution d'une ordonnance de surveillance intensive. Elle prévoit également le pouvoir, pour le gouvernement, de déterminer les critères d'admissibilité à une surveillance intensive.

**Ministre responsable:** le Solliciteur général

**Parrain:** M. Gérard Latulippe

**Présentation:** 12 novembre 1986

**Adoption du principe:** 14 avril 1987

**Adoption:** 16 juin 1987

**Sanction:** 18 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

**Loi modifiée:** Loi sur la probation et les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26)

**Projet de loi 152 (chapitre 12)****Loi sur les établissements touristiques**

**Objet:** Cette loi a pour objet de remplacer la Loi sur l'hôtellerie en modernisant et en améliorant les dispositions actuelles de cette loi. Elle assujettit les pourvoies à certaines normes en matière d'aménagement, d'hébergement et de restauration; elle légalise la formule d'hébergement des gîtes touristiques et assujettit à la nouvelle loi certains établissements qui ne l'étaient pas auparavant.

Elle confère un caractère juridique à la classification des établissements.

Elle prévoit enfin la concordance avec d'autres lois.

**Ministre responsable:** le ministre du Tourisme

**Parrain:** M. Yvon Picotte

**Présentation:** 13 novembre 1986

**Adoption du principe:** 4 décembre 1986

**Adoption:** 26 mars 1987

**Sanction:** 26 mars 1987

**Entrée en vigueur:** à la date fixée par le gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)  
 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)  
 Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (L.R.Q., chapitre M-30.1)  
 Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)  
 Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3)

**Loi remplacée:** Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre H-3)

**Projet de loi 159 (chapitre 63)****Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives concernant le dépôt volontaire**

**Objet:** Cette loi modifie le Code de procédure civile afin de mieux définir les droits et obligations des parties en matière de dépôt volontaire, de préciser les règles de procédure applicables et de permettre aux travailleurs autonomes de se prévaloir du dépôt volontaire. Elle effectue en outre une modification de concordance à l'article 2224 du Code civil ainsi qu'à l'article 28 de la Loi sur la Régie du logement.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 9 décembre 1986

**Adoption du principe:** 12 mars 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juillet 1987

**Lois modifiées:** Code civil du Bas-Canada  
Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)  
Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)



## Projet de loi 161 (chapitre 64)

### Loi sur les mines

**Objet:** Cette loi refond la Loi sur les mines. Elle a principalement pour objet de régir les modalités d'allocation des droits miniers délivrés sur les substances minérales et les réservoirs souterrains faisant partie du domaine public.

La loi édicte que les substances minérales et les réservoirs souterrains sont propriété de la Couronne. Par ailleurs, elle préserve les droits acquis sur ces biens en vertu des lois antérieures.

Dorénavant, le permis de prospection est valide pour cinq ans et l'activité de prospection se trouve dissociée de l'acquisition du claim. La loi consacre, à l'égard de certains territoires, le processus d'acquisition de claims par désignation sur carte. De plus, la période de validité du claim est de deux ans et il est renouvelable. La loi permet au titulaire d'un permis d'exploration minière d'enregistrer un claim sur tout ou partie du territoire visé par son permis d'exploration. La période de validité du bail minier est fixée à vingt ans et le délai pour débiter l'exploitation minière est de quatre ans. La loi introduit l'exigence de détenir un permis de recherche ou un bail d'exploitation pour la recherche ou l'exploitation des substances minérales de surface et celles qui se trouvent dans les fonds marins. Enfin, la loi contient des nouvelles exigences en matière de forage, de complétion, de modification ou d'abandon de puits pour la recherche et l'exploitation de pétrole, de gaz naturel, de la saumure ou d'un réservoir souterrain.

La loi établit, en outre, certaines règles relatives à la gestion des substances minérales. Ces règles s'appliquent à toute personne qui effectue une activité minière. Elle traite notamment de la production de plans, rapports et registres, de l'obligation de respecter certaines mesures de protection, de l'instauration d'une mesure de récupération optimale des substances minérales et de diverses approbations requises pour l'emplacement des infrastructures minières.

La loi assujettit certaines décisions du ministre à la possibilité d'un appel à la Cour provinciale ainsi que d'un appel sur permission à la Cour d'appel.

En ce qui concerne les sanctions administratives, le ministre dispose d'un pouvoir de suspension des droits miniers en plus du pouvoir de révocation. La loi limite à une année la possibilité qu'un claim soit révoqué pour l'inobservation des procédures de jalonnement.

La loi prévoit la révocation, en faveur de la Couronne, du droit aux réservoirs souterrains ne faisant pas partie du domaine public.

La loi enfin, pourvoit à l'enregistrement des droits miniers réels et immobiliers.

**Ministres responsables:** le ministre de l'Énergie et des Ressources et le ministre des Transports

**Parrain:** M. Raymond Savoie

**Présentation:** 9 décembre 1986

**Réimpression:** 10 juin 1987

**Adoption du principe:** 10 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** aux dates fixées par le gouvernement

**Lois modifiées:** Code civil du Bas-Canada  
 Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1)  
 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)  
 Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47)  
 Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69)  
 Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)  
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
 Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)  
 Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)  
 Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1)  
 Loi sur les villes minières (L.R.Q., chapitre V-7)

**Loi remplacée:** Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)

## Projet de loi 162 (chapitre 65)

### Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet d'assurer la protection des sommes versées par les acheteurs d'arrangements préalables de services funéraires et de sépulture. Elle s'applique notamment aux directeurs de funérailles et aux exploitants de cimetières à l'exclusion des cimetières religieux.

Cette loi oblige les vendeurs de services funéraires ou de sépulture à déposer dans un compte en fidéicommis auprès d'une institution financière 90 % du prix des biens et des services qui doivent être fournis au décès de l'acheteur.

Cette loi prévoit qu'une fois ainsi déposées, ces sommes ne pourront être retirées par le vendeur que sur production d'une attestation du décès et d'une preuve que les biens et les services ont été fournis.

Cette loi prévoit également que les revenus du compte en fidéicommis, jusqu'à concurrence de l'indice des prix à la consommation, sont conservés annuellement dans le compte, le surplus pouvant être retiré par le vendeur.

Elle crée également, pour les fonds en fidéicommis, une fiducie en faveur des acheteurs ce qui, en cas de déconfiture du vendeur met ces fonds à l'abri des créanciers de ce dernier.

Cette loi prévoit qu'un contrat d'arrangements préalables de services funéraires ou de sépulture conclu par vente itinérante, peut être résolu dans les trente jours sans pénalité.

À l'expiration de ce délai ou lorsque le contrat n'a pas été conclu par vente itinérante, l'acheteur pourra résoudre unilatéralement son contrat moyennant une pénalité équivalant à 10 % du prix du contrat non déposé en fidéicommis. L'acheteur recevra alors 90 % du prix du contrat indexé au coût de la vie. Ce droit de résolution ne s'appliquera pas aux sépultures, c'est-à-dire aux lots de cimetière ou aux niches de colombarium, non plus qu'aux biens déjà livrés telle une pierre tombale.

Cette loi prévoit aussi diverses autres obligations pour les vendeurs telles que l'obligation dans les cas prévus à la loi de détenir un permis de directeur de funérailles en vertu de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) et l'obligation de conclure des contrats écrits contenant une ventilation de tous les biens et services offerts de même que leur prix respectif.

Cette loi prévoit enfin, dans la mesure qui y est définie, des mesures analogues de protection pour les fonds perçus avant l'entrée en vigueur de la loi.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Herbert Marx

**Présentation:** 9 décembre 1986

**Adoption du principe:** 12 mars 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

— 1<sup>er</sup> mars 1988: aa. 1 à 90  
Décret 80-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 1065

**Lois modifiées:** Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)  
Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)

**Projet de loi 163 (chapitre 66)****Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants. Elle a principalement pour objet de permettre à certains pensionnés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics de se voir appliquer les critères de mise à la retraite de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants.

De plus, cette loi apporte des modifications au mode de calcul de la coordination des bénéfices prévus par cette loi avec ceux de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Enfin, la loi est modifiée pour permettre à certaines personnes qui reçoivent une pension le 25 juin 1986 d'effectuer un choix entre les bénéfices de la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants et ceux de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants.

**Ministre responsable:** le Président du Conseil du trésor

**Parrain:** M. Paul Gobeil

**Présentation:** 5 décembre 1986

**Adoption du principe:** 23 juin 1987

**Adoption:** 23 juin 1987

**Sanction:** 23 juin 1987

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1987

**Loi modifiée:** Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (1986, chapitre 44)

## **Projet de loi 166 (chapitre 24)**

### **Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James**

**Objet:** Cette loi a pour objet de créer une corporation sans but lucratif sous le nom de « Société Eeyou de la Baie-James » et de traduire de façon législative le mandat confié à la Société par la Convention La Grande (1986) et la Convention complémentaire no 7 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois. La loi décrit les objets, fonctions et pouvoirs de la Société; elle prévoit également l'administration par la Société de trois fonds monétaires.

La loi contient par ailleurs des dispositions diverses et transitoires relativement à la prise en charge des transactions qui auraient pu intervenir au nom de la Société, mais avant l'entrée en vigueur de la présente loi et relativement à la succession des droits et obligations de la Société des travaux de correction du Complexe La Grande.

Enfin, cette loi remplace la Loi sur la Société des travaux de correction du Complexe La Grande (L.R.Q., chapitre S-13.2).

**Ministre responsable:** le ministre de l'Énergie et des Ressources

**Parrain:** M. John Ciaccia

**Présentation:** 17 décembre 1986

**Adoption du principe:** 24 mars 1987

**Adoption:** 19 mai 1987

**Sanction:** 27 mai 1987

**Entrée en vigueur:** 27 mai 1987

**Loi remplacée:** Loi sur la Société des travaux de correction du Complexe La Grande (L.R.Q., chapitre S-13.2)

## LISTE DES LOIS PAR MINISTÈRE OU SECTEUR

### Affaires culturelles:

- 59 Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications
- 90 Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma
- 149 Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture

### Affaires municipales:

- 16 Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant les municipalités
- 43 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
- 45 Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières
- 47 Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités
- 69 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik
- 72 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale
- 79 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
- 82 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et la Loi concernant les droits sur les divertissements en matière de taxes municipales
- 87 Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil
- 88 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec
- 100 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
- 111 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec
- 137 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec

### Agriculture, pêcheries et alimentation:

- 15 Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives
- 38 Loi sur la transformation des produits marins
- 46 Loi sur le financement agricole
- 86 Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires
- 89 Loi sur les courses de chevaux
- 99 Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes
- 133 Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
- 134 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
- 146 Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles

### Communautés culturelles et Immigration:

- 68 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

### Communications:

- 24 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications

- 28 Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels
- 55 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels
- 67 Loi sur l'emblème aviaire

**Conseil du trésor:**

- 31 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic
- 108 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives
- 113 Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale
- 163 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants

**Corporations professionnelles:**

- 11 Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres
- 92 Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil

**Éducation:**

- 10 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé
- 13 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires
- 91 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation

**Énergie et ressources:**

- 84 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public
- 93 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers
- 102 Loi sur les terres du domaine public
- 161 Loi sur les mines
- 166 Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James

**Enseignement supérieur et science:**

- 18 Loi modifiant la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec
- 48 Loi sur la reprise de certains services de l'Université du Québec à Montréal

**Environnement:**

- 19 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement
- 27 Loi sur les pesticides
- 29 Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement



**Finances:**

- 3 Loi concernant le bureau de discipline et le comité d'éthique professionnelle de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec
- 4 Loi modifiant la Loi sur les assurances
- 6 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières
- 14 Loi n° 1 sur les crédits, 1987-1988
- 17 Loi n° 2 sur les crédits, 1987-1988
- 44 Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle
- 53 Loi n° 3 sur les crédits, 1987-1988
- 57 Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik
- 58 Loi n° 4 sur les crédits, 1987-1988
- 122 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations
- 123 Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels
- 128 Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique
- 129 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière
- 130 Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986
- 143 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les compagnies

**Industrie et commerce:**

- 37 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec
- 74 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne
- 105 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise
- 112 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec

**Justice:**

- 1 Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977
- 7 Loi modifiant la Loi sur les huissiers
- 20 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens
- 34 Loi modifiant le Code de procédure civile
- 35 Loi sur certaines ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes
- 36 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
- 40 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale concernant certaines divisions d'enregistrement
- 61 Loi modifiant la Loi sur la division territoriale
- 71 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires
- 75 Code de procédure pénale
- 77 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement
- 78 Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel

- 98 Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires
- 159 Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives concernant le dépôt volontaire
- 162 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture

**Loisir, chasse et pêche:**

- 9 Loi abolissant le Conseil de la faune
- 42 Loi sur le financement de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat

**Main-d'oeuvre et sécurité du revenu:**

- 5 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec

**Premier ministre:**

- 104 Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse

**Protection du consommateur:**

- 66 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur
- 80 Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier

**Réforme électorale:**

- 2 Loi sur le recensement des électeurs en 1987
- 25 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives
- 120 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal

**Revenu:**

- 12 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal
- 95 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu en matière d'appel sommaire

**Santé et services sociaux:**

- 21 Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile
- 63 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique et la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales
- 97 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux

**Solliciteur général:**

- 83 Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention
- 151 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive

**Tourisme:**

- 152 Loi sur les établissements touristiques

**Transports:**

- 22 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi

- 23 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports
- 60 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage de biens
- 62 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile
- 73 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
- 76 Loi sur le camionnage
- 161 Loi sur les mines

**Travail:**

- 30 Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives
- 114 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction

## PROJETS DE LOI DÉPOSÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 1987

### Projets de loi du gouvernement

- 32 Loi sur la publicité le long des routes
- 33 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique
- 39 Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale (*Remplacé par le projet de loi 72 de 1987*)
- 41 Loi sur le Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu
- 49 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers
- 50 Loi sur les ententes entre les nations autochtones et le Québec
- 51 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec
- 52 Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal
- 54 Loi sur le registre des associations et entreprises
- 56 Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- 64 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal
- 65 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec
- 70 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement
- 94 Loi sur le Conseil de la famille
- 96 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux
- 101 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs
- 106 Loi sur les élections scolaires
- 107 Loi sur l'instruction publique
- 110 Loi sur la Régie des télécommunications
- 140 Loi modifiant la Charte de la langue française

### Projet de loi de député

- 199 Loi modifiant la Charte de la langue française

### Projet de loi privé

- 218 Loi concernant Ville d'Anjou

**LISTE DES LOIS ANTÉRIEURES À 1987  
ENTRÉES EN VIGUEUR PAR PROCLAMATION EN 1987**

1976, c. 22	Loi modifiant la Loi sur le commerce des produits pétroliers
— 10 juin 1987:	aa. 1 à 9 Décret 926-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 3413
1979, c. 86	Loi sur la sécurité dans les sports
— 23 juin 1987:	aa. 32 à 38, 40 à 46, 59, 60 et 66 à 69 Décret 1018-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 3949
— 28 septembre 1987:	a. 70 Décret 1391-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 5823
1982, c. 58	Loi modifiant certaines dispositions législatives
— 18 mars 1987:	aa. 41, 42 et 43 Décret 374-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 1899
1983, c. 38	Loi sur les archives
— 21 août 1987:	aa. 69 et 71 Décret 1194-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 5493
1984, c. 41	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières
— 4 juin 1987:	aa. 1 (par. 2°), 36, 37, 40 (aa. 110 à 118, 120, 123, 1 <sup>er</sup> al., 124, 125, 127 à 142, 145 à 147.7, 147.8 à l'exception de « soit d'une surenchère, soit », 147.9 à 147.12, 147.15, 147.16, 147.19 à 147.23), 53, 54 Décret 696-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 3004
— 16 juillet 1987:	a. 40 (aa. 119, 121, 122, 126, 143, 144, 147.13, 147.14, 147.17 et 147.18) Décret 1083-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 5251
1986, c. 50	Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports
— 23 juin 1987:	aa. 1 à 18 Décret 1018-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 3947
1986, c. 58	Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice

- 1<sup>er</sup> janvier 1987: aa. 18 et 72  
Décret 1920-86, G.O., 1987, Partie 2, p. 199
- 1986, c. 62                      Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale
- 14 mars 1987:                a. 4 (par. 14° et 17°)  
Décret 130-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 1165
- 4 avril 1987:                a. 4 (par. 2° et 6°)  
Décret 196-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 1397
- 20 juin 1987:                a. 4 (par. 13° et 18°)  
Décret 856-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 3493
- 1986, c. 81                      Loi abrogeant la Loi sur la Société de cartographie du Québec
- 1<sup>er</sup> mai 1987:                aa. 1 et 2  
Décret 627-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 2323
- 1986, c. 91                      Code de la sécurité routière
- 29 juin 1987:                aa. 1 à 10, 12 à 75, 81 à 83, 85 à 104, 107 à 116, 127 à 142, 146 à 150, 167 à 179, 187, 188, 189 (par. 1° et 3°), 190, 191, 195 à 206, 210 à 331, 333 à 387, 390 à 412, 415 à 495, 497 à 520, 521 (par. 4°, 7° à 11°), 522 à 602, 612 à 617, 620 à 623, 625 à 638, 640 à 649, 651 à 653, 655, 657 à 659, 661, 664, 665, 668 et 669  
Décret 861-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 3494
- 30 juin 1987:                aa. 603 à 611  
Décret 861-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 3494
- 1<sup>er</sup> décembre 1987:            aa. 11, 76 à 80, 105, 106, 117 à 126, 143 à 145, 151 à 166, 180, 181 (1<sup>er</sup> al.), 182 à 186, 192, 193, 207 à 209, 388, 521 (par. 1°, 2°, 3°, 6°), 639, 654, 656, 666, 667, 670 et 671  
Décret 1750-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 6485
- 1<sup>er</sup> mai 1988:                aa. 181 (2<sup>e</sup> al.) et 189 (par. 2°)  
Décret 1750-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 6485
- 1986, c. 95                      Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne
- 15 février 1987:                aa. 1 à 30, 32, 34 à 68, 70, 71, 75, 79 à 120, 121 (par. 1°), 122 à 229, 231 à 302, 304 à 353 et 358  
Décret 195-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 1469
- 1<sup>er</sup> avril 1987:                a. 230  
Décret 195-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 1469

- |                                 |  |
|---------------------------------|--|
| 1986, c. 104                    | Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale |
| — 17 août 1987:                 | aa. 1 à 4<br>Décret 1180-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 5343                                 |
| 1986, c. 106                    | Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux          |
| — 7 janvier 1987:               | aa. 1 à 9 et 11<br>Décret 8-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 507                               |
| — 25 novembre 1987:             | a. 10<br>Décret 1696-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 6485                                     |
| 1986, c. 107                    | Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire  |
| — 1 <sup>er</sup> février 1987: | aa. 1 et 2<br>Décret 131-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 1166                                 |
| 1986, c. 110                    | Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec                  |
| — 1 <sup>er</sup> mars 1987:    | aa. 2, 13 et 14<br>Décret 112-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 1165                            |





**TABLEAU DES MODIFICATIONS  
APPORTÉES AUX  
LOIS PUBLIQUES EN 1987**

*Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.*

*Les renseignements donnés dans ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications.*

*Les lois non sujettes à la refonte, celles qui ne sont pas encore refondues et les Codes civils sont inscrits à la suite des Lois refondues du Québec.*

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-1	Loi sur les abeilles	13, 1987, P.L. 28, a. 1
L.R.Q., c. A-2.1	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	2.1, 1987, P.L. 28, a. 2 8, 1987, P.L. 28, a. 3 11, 1987, P.L. 28, a. 4 59, 1987, P.L. 28, a. 5 83, 1987, P.L. 28, a. 6 84.1, 1987, P.L. 28, a. 7 85, 1987, P.L. 28, a. 8 87.1, 1987, P.L. 28, a. 9 123, 1987, P.L. 28, a. 10 127, 1987, P.L. 28, a. 11 128.1, 1987, P.L. 28, a. 12 159.1, 1987, P.L. 28, a. 13 169, 1987, P.L. 55, a. 1 Ann. A, 1987, P.L. 100, a. 660
L.R.Q., c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	11, 1987, P.L. 83, a. 13 12.1, 1987, P.L. 83, a. 14 77, 1987, P.L. 83, a. 15 78, 1987, P.L. 83, a. 16 294, 1987, P.L. 83, a. 17 296, 1987, P.L. 83, a. 18 310, 1987, P.L. 83, a. 19 440, 1987, P.L. 83, a. 20 470, 1987, P.L. 30, a. 51 473, 1987, P.L. 30, a. 52
L.R.Q., c. A-3.1	Loi sur l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires	Ab., 1987, P.L. 74, a. 409
L.R.Q., c. A-4.1	Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents	1, 1987, P.L. 161, a. 328
L.R.Q., c. A-6	Loi sur l'administration financière	11, 1987, P.L. 129, a. 1 38, 1987, P.L. 129, a. 2 58, 1987, P.L. 129, a. 3 71, 1987, P.L. 129, a. 4
L.R.Q., c. A-15	Loi sur l'aide municipale à la protection du public aux traverses de chemin de fer	2, 1987, P.L. 100, a. 661
L.R.Q., c. A-18	Loi favorisant l'amélioration des fermes	Remp., 1987, P.L. 46, a. 153

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	1, 1987, P.L. 161, a. 329 6, 1987, P.L. 161, a. 330 16, 1987, P.L. 102, a. 79 25, 1987, P.L. 88, a. 1 26, 1987, P.L. 88, a. 2 27, 1987, P.L. 102, a. 80 28, 1987, P.L. 88, a. 3 29, 1987, P.L. 102, a. 81 33, 1987, P.L. 88, a. 4 34, 1987, P.L. 88, a. 5 35, 1987, P.L. 100, a. 662 Ab., 1987, P.L. 88, a. 6 36, 1987, P.L. 88, a. 7 37, 1987, P.L. 88, a. 8 38, 1987, P.L. 88, a. 9 40, 1987, P.L. 88, a. 10 43, 1987, P.L. 88, a. 11 44, 1987, P.L. 43, a. 1 1987, P.L. 88, a. 12 48, 1987, P.L. 88, a. 13 48.1, 1987, P.L. 102, a. 82 49, 1987, P.L. 88, a. 14 51, 1987, P.L. 100, a. 663 53, 1987, P.L. 100, a. 664 57, 1987, P.L. 100, a. 665 58, 1987, P.L. 88, a. 15 79, 1987, P.L. 100, a. 666 80, 1987, P.L. 100, a. 667 84, 1987, P.L. 43, a. 2 95, 1987, P.L. 88, a. 16 102, 1987, P.L. 100, a. 668 1987, P.L. 88, a. 17 103, 1987, P.L. 100, a. 669 1987, P.L. 88, a. 18 105, 1987, P.L. 88, a. 19 106, 1987, P.L. 100, a. 670 1987, P.L. 88, a. 20 108, 1987, P.L. 100, a. 671 113, 1987, P.L. 88, a. 21 1987, P.L. 143, a. 3 1987, P.L. 100, a. 672 123, 1987, P.L. 100, a. 673 131-137, 1987, P.L. 100, a. 674 138-145, Ab., 1987, P.L. 100, a. 674 145.9-145.14, 1987, P.L. 43, a. 4 148.1-148.3, 1987, P.L. 88, a. 22 165.1-165.4, 1987, P.L. 43, a. 5 166, 1987, P.L. 88, a. 23 169, 1987, P.L. 88, a. 24 179, 1987, P.L. 100, a. 675 180, Ab., 1987, P.L. 100, a. 675 182, 1987, P.L. 100, a. 676 188, 1987, P.L. 88, a. 25 189-191, Ab., 1987, P.L. 88, a. 26 193, 1987, P.L. 88, a. 27 197, 1987, P.L. 88, a. 28 200, 1987, P.L. 88, a. 29 201, 1987, P.L. 88, a. 30 205, 1987, P.L. 88, a. 31 218, 1987, P.L. 28, a. 14

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme — <i>Suite</i>	221, 1987, P.L. 88, a. 32 226, 1987, P.L. 28, a. 15 227.1, 1987, P.L. 43, a. 6 235, 1987, P.L. 100, a. 677 239, 1987, P.L. 88, a. 33 240, 1987, P.L. 88, a. 34 1987, P.L. 100, a. 678 241, 1987, P.L. 28, a. 16 246, 1987, P.L. 161, a. 331 264, 1987, P.L. 43, a. 7 1987, P.L. 100, a. 679 264.0.1, 1987, P.L. 43, a. 8 1987, P.L. 100, a. 680 264.1, 1987, P.L. 100, a. 681 1987, P.L. 88, a. 35 264.2, 1987, P.L. 88, a. 36 1987, P.L. 100, a. 682 264.3, 1987, P.L. 88, a. 37 267, 1987, P.L. 43, a. 9
L.R.Q., c. A-25	Loi sur l'assurance automobile	70, Ab., 1987, P.L. 28, a. 17 72, 1987, P.L. 28, a. 18 73, 1987, P.L. 28, a. 19 87.1, 1987, P.L. 73, a. 104 155.4, 1987, P.L. 62, a. 1 186, 1987, P.L. 73, a. 105
L.R.Q., c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts	1, 1987, P.L. 74, a. 368 25, 1987, P.L. 74, a. 369 28, 1987, P.L. 74, a. 370 31.1, 1987, P.L. 74, a. 371 31.4, 1987, P.L. 74, a. 372 34.2, 1987, P.L. 74, a. 373 43, 1987, P.L. 74, a. 374
L.R.Q., c. A-29	Loi sur l'assurance-maladie	64, 1987, P.L. 28, a. 20
L.R.Q., c. A-31	Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles	32, Ab., 1987, P.L. 28, a. 21
L.R.Q., c. A-32	Loi sur les assurances	1, 1987, P.L. 44, a. 1 16, 1987, P.L. 28, a. 22 19, 1987, P.L. 28, a. 23 93.35.1, 1987, P.L. 122, a. 1 174.1-174.18, 1987, P.L. 44, a. 2 205, 1987, P.L. 44, a. 3 210, 1987, P.L. 44, a. 4 211, 1987, P.L. 44, a. 5 219.1, 1987, P.L. 44, a. 6 220, 1987, P.L. 44, a. 7 224, 1987, P.L. 44, a. 8 244, 1987, P.L. 44, a. 9 245, 1987, P.L. 44, a. 10 246, 1987, P.L. 44, a. 11 247, 1987, P.L. 44, a. 12 247.1, 1987, P.L. 44, a. 13 259, 1987, P.L. 44, a. 14 291, 1987, P.L. 44, a. 15 299, 1987, P.L. 44, a. 16 301, 1987, P.L. 44, a. 17 319, 1987, P.L. 44, a. 18 326, 1987, P.L. 44, a. 19

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-32	Loi sur les assurances — <i>Suite</i>	327, 1987, P.L. 4, a. 1 334.1-334.3, 1987, P.L. 4, a. 2 341, 1987, P.L. 44, a. 20 378, 1987, P.L. 44, a. 21 388, 1987, P.L. 44, a. 22 392, 1987, P.L. 44, a. 23 393, 1987, P.L. 44, a. 24 393.1, 1987, P.L. 44, a. 25 397, 1987, P.L. 44, a. 26 398, 1987, P.L. 44, a. 27 402, 1987, P.L. 44, a. 28 404, 1987, P.L. 44, a. 29 404.1, 1987, P.L. 44, a. 30 420, 1987, P.L. 44, a. 31
L.R.Q., c. B-1	Loi sur le Barreau	5, 1987, P.L. 92, a. 1 15, 1987, P.L. 44, a. 32 128, 1987, P.L. 30, a. 53 Ann.I, 1987, P.L. 92, a. 2
L.R.Q., c. B-4	Loi sur les biens culturels	39.1, 1987, P.L. 28, a. 24
L.R.Q., c. B-8	Loi sur le Bureau de la statistique	22.1, 1987, P.L. 128, a. 1
L.R.Q., c. B-9	Loi sur les bureaux d'enregistrement	5.1, 1987, P.L. 77, a. 6 6, 1987, P.L. 77, a. 7 30, 1987, P.L. 77, a. 8 Form. 1, 2, Ab., 1987, P.L. 77, a. 9
L.R.Q., c. C-2	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	30, 1987, P.L. 112, a. 1 31, 1987, P.L. 112, a. 2 34, 1987, P.L. 112, a. 3
L.R.Q., c. C-10	Loi sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil	9, 1987, P.L. 28, a. 25
L.R.Q., c. C-11	Charte de la langue française	44, 1987, P.L. 30, a. 54 47, 1987, P.L. 30, a. 55
L.R.Q., c. C-18.1	Loi sur le cinéma	9-9.2, 1987, P.L. 59, a. 1 11, 1987, P.L. 59, a. 2 12, 13, Ab., 1987, P.L. 59, a. 3 14, 1987, P.L. 59, a. 4 17, 1987, P.L. 59, a. 5 20, 1987, P.L. 59, a. 6 22, 1987, P.L. 59, a. 7 26, 1987, P.L. 59, a. 8 30, 1987, P.L. 59, a. 9 31, Ab., 1987, P.L. 59, a. 10 32, 1987, P.L. 59, a. 11 33, 1987, P.L. 59, a. 12 34, 1987, P.L. 59, a. 13 35-36.1, 1987, P.L. 59, a. 14 39, Ab., 1987, P.L. 59, a. 15 46, 1987, P.L. 59, a. 16 47-72, Ab., 1987, P.L. 59, a. 17 73, 1987, P.L. 59, a. 18 83, 1987, P.L. 59, a. 19 92, 1987, P.L. 59, a. 20 94, 1987, P.L. 59, a. 21

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-18.1	Loi sur le cinéma — <i>Suite</i>	97, 1987, P.L. 59, a. 22 98, 1987, P.L. 59, a. 20 102, 1987, P.L. 59, a. 23 105.2, 1987, P.L. 59, a. 24 108, 1987, P.L. 59, a. 25 109, 1987, P.L. 59, a. 26 114, 1987, P.L. 59, a. 27 115, 1987, P.L. 59, a. 20 118, 1987, P.L. 59, a. 28 120, 121, 1987, P.L. 59, a. 29 122, 1987, P.L. 59, a. 30 122.1-122.5, 1987, P.L. 59, a. 31 137, Ab., 1987, P.L. 59, a. 32 167, 1987, P.L. 59, a. 33 168, 1987, P.L. 59, a. 34 171, Ab., 1987, P.L. 59, a. 35 182, 1987, P.L. 59, a. 20
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes	1, 1987, P.L. 100, a. 683 2, 1987, P.L. 100, a. 684 6, 1987, P.L. 100, a. 685 8, 1987, P.L. 100, a. 686 16, 1987, P.L. 100, a. 687 17, 1987, P.L. 100, a. 688 18, 1987, P.L. 100, a. 689 20, 1987, P.L. 100, a. 690 21, 1987, P.L. 100, a. 691 29.1, 1987, P.L. 88, a. 38 29.11, 1987, P.L. 152, a. 46 33-35, Ab., 1987, P.L. 100, a. 692 36, 1987, P.L. 100, a. 693 38, 1987, P.L. 100, a. 694 39, Ab., 1987, P.L. 100, a. 694 40, 1987, P.L. 100, a. 695 41, Ab., 1987, P.L. 100, a. 696 42, 1987, P.L. 100, a. 697 42.1, 1987, P.L. 100, a. 698 43, 1987, P.L. 100, a. 699 44, 1987, P.L. 100, a. 700 48-51, Ab., 1987, P.L. 100, a. 701 58-60, Ab., 1987, P.L. 100, a. 702 63, 64, Ab., 1987, P.L. 100, a. 703 91, 1987, P.L. 28, a. 26 93, 1987, P.L. 28, a. 27 102, 1987, P.L. 28, a. 28 103, Ab., 1987, P.L. 28, a. 29 114.3, 1987, P.L. 28, a. 31 115, Ab., 1987, P.L. 100, a. 705 116, 1987, P.L. 100, a. 706 117-119, Ab., 1987, P.L. 100, a. 707 120-317, Ab., 1987, P.L. 100, a. 708 328, 1987, P.L. 100, a. 709 330, Ab., 1987, P.L. 100, a. 710 333, 1987, P.L. 28, a. 32 336, 1987, P.L. 28, a. 33 351, Ab., 1987, P.L. 100, a. 711

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes — <i>Suite</i>	<p>356, 1987, P.L. 28, a. 34  359, 1987, P.L. 28, a. 35  368, 1987, P.L. 28, a. 36  370-396, Ab., 1987, P.L. 100, a. 712  397, 1987, P.L. 100, a. 713  398, Ab., 1987, P.L. 100, a. 714  408, 1987, P.L. 100, a. 715  413, 1987, P.L. 16, a. 1  432, 1987, P.L. 16, a. 2  444, 1987, P.L. 100, a. 716  449, 1987, P.L. 16, a. 3  458.7, 1987, P.L. 100, a. 717  464, 1987, P.L. 16, a. 4  466, 1987, P.L. 100, a. 718  468.8, 1987, P.L. 88, a. 39  468.21, 1987, P.L. 100, a. 719  468.22, Ab., 1987, P.L. 100, a. 720  468.23, 1987, P.L. 100, a. 721  468.30, 1987, P.L. 28, a. 37  468.31, 1987, P.L. 28, a. 38  468.39, 1987, P.L. 100, a. 722  556, 557, 1987, P.L. 100, a. 723  561-561.3, 1987, P.L. 100, a. 724  562, 1987, P.L. 100, a. 725  568, 1987, P.L. 100, a. 726  569, 1987, P.L. 100, a. 727  573, 1987, P.L. 100, a. 728  Form. 2-35, Ab., 1987, P.L. 100, a. 729</p>
L.R.Q., c. C-24.2	Code de la sécurité routière	<p>1, 1987, P.L. 73, a. 1  4, 1987, P.L. 73, a. 2  14, 1987, P.L. 73, a. 3  21, 1987, P.L. 73, a. 4  25, 1987, P.L. 73, a. 5  47, 1987, P.L. 73, a. 6  51, 1987, P.L. 73, a. 7  69, 1987, P.L. 73, a. 8  73, 1987, P.L. 73, a. 9  80.1-80.4, 1987, P.L. 73, a. 10  81, 1987, P.L. 73, a. 11  82, 1987, P.L. 73, a. 12  87, 1987, P.L. 73, a. 13  90, 1987, P.L. 73, a. 14  91, 1987, P.L. 73, a. 15  92.1, 1987, P.L. 73, a. 16  94, 1987, P.L. 73, a. 17  111, 1987, P.L. 73, a. 18  117, 1987, P.L. 73, a. 19  119, 1987, P.L. 73, a. 20  128, 1987, P.L. 73, a. 21  140, 1987, P.L. 73, a. 22  146.1, 1987, P.L. 73, a. 23  158, 1987, P.L. 73, a. 24  159, 1987, P.L. 73, a. 25  161, 1987, P.L. 73, a. 26  161.1, 1987, P.L. 73, a. 27  162, 1987, P.L. 73, a. 28  166, 1987, P.L. 73, a. 29</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-24.2	Code de la sécurité routière — <i>Suite</i>	173, 1987, P.L. 73, a. 30 176, 1987, P.L. 73, a. 31 187.1, 187.2, 1987, P.L. 73, a. 32 188, 1987, P.L. 73, a. 33 189, 1987, P.L. 73, a. 34 190, 1987, P.L. 73, a. 35 192, 1987, P.L. 73, a. 36 193, 1987, P.L. 73, a. 37 194, 1987, P.L. 73, a. 38 200, 1987, P.L. 73, a. 39 204, 1987, P.L. 73, a. 40 208, 1987, P.L. 73, a. 41 214, 1987, P.L. 73, a. 42 226, 1987, P.L. 73, a. 43 228, 1987, P.L. 73, a. 44 229, 1987, P.L. 73, a. 45 239, 1987, P.L. 73, a. 46 262, 1987, P.L. 73, a. 47 274, 1987, P.L. 73, a. 48 274.1, 1987, P.L. 73, a. 49 285, 1987, P.L. 73, a. 50 295, 1987, P.L. 73, a. 51 324, 1987, P.L. 73, aa. 52, 53 331, 1987, P.L. 73, a. 54 337, 1987, P.L. 73, a. 55 346, 1987, P.L. 73, a. 56 386, 1987, P.L. 73, a. 57 388, 1987, P.L. 73, a. 58 389, 1987, P.L. 73, a. 59 421.1, 1987, P.L. 73, a. 60 426, 1987, P.L. 73, a. 61 443, 1987, P.L. 73, a. 62 463, 1987, P.L. 73, a. 63 492.1, 1987, P.L. 73, a. 64 496, 1987, P.L. 73, a. 65 504, 1987, P.L. 73, a. 66 508, 1987, P.L. 73, a. 67 509, 1987, P.L. 73, a. 68 517-517.2, 1987, P.L. 73, a. 69 519.1-519.62, 1987, P.L. 73, a. 70 520, 1987, P.L. 73, a. 71 521, 1987, P.L. 73, a. 72 524, 1987, P.L. 73, a. 73 532, 1987, P.L. 73, a. 74 535, 1987, P.L. 73, a. 75 536, 1987, P.L. 73, a. 76 543.1, 1987, P.L. 73, a. 77 545.1, 1987, P.L. 73, a. 78 550, 1987, P.L. 73, a. 79 552, 1987, P.L. 73, a. 80 553, 1987, P.L. 73, a. 81 560, 1987, P.L. 73, a. 82 575, 1987, P.L. 73, a. 83 577, 1987, P.L. 73, a. 84 587, 1987, P.L. 73, a. 85 596, 1987, P.L. 73, a. 86 607, 1987, P.L. 73, a. 87 607.1, 1987, P.L. 73, a. 88 618, 1987, P.L. 73, a. 89 619, 1987, P.L. 73, aa. 90, 91

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-24.2	Code de la sécurité routière — <i>Suite</i>	620, 1987, P.L. 73, a. 92 621, 1987, P.L. 73, a. 93 622, 1987, P.L. 73, a. 94 624, 1987, P.L. 73, aa. 95, 96 627, 1987, P.L. 73, a. 97 636, 1987, P.L. 73, a. 98 640, 1987, P.L. 73, a. 99 645.1, 1987, P.L. 73, a. 100 646, 1987, P.L. 73, a. 101 648, 1987, P.L. 73, a. 102 651, 1987, P.L. 73, a. 103
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile	34, 1987, P.L. 159, a. 1 42, 1987, P.L. 159, a. 2 60, 1987, P.L. 30, a. 56 189.1, 1987, P.L. 34, a. 1 514, 1987, P.L. 34, a. 2 556, 1987, P.L. 34, a. 3 644, 1987, P.L. 159, a. 3 653.1, 1987, P.L. 159, a. 5 654-655.1, 1987, P.L. 159, a. 6 656-656.3, 1987, P.L. 159, a. 7 657-657.2, 1987, P.L. 159, a. 8 658, 1987, P.L. 159, a. 9 813.3, 1987, P.L. 21, a. 5 813.4.1, 1987, P.L. 34, a. 4 813.6, 1987, P.L. 34, a. 5 823, 1987, P.L. 21, a. 6 825.0.1, 1987, P.L. 21, a. 8 825.6.1, 1987, P.L. 21, a. 9 841, 1987, P.L. 100, a. 730
L.R.Q., c. C-26	Code des professions	36, 1987, P.L. 11, a. 1 37, 1987, P.L. 11, a. 2 86, 1987, P.L. 44, a. 33 86.1, 1987, P.L. 44, a. 34 94, 1987, P.L. 44, a. 35 Ann. I, 1987, P.L. 11, a. 3
L.R.Q., c. C-27	Code du travail	1, 1987, P.L. 30, a. 1 14.1, 1987, P.L. 30, a. 2 16, 1987, P.L. 30, a. 3 17, 1987, P.L. 30, a. 4 19, 1987, P.L. 30, a. 5 19.1, 20, Ab., 1987, P.L. 30, a. 6 21, 1987, P.L. 30, a. 7 23-24, Ab., 1987, P.L. 30, a. 8 25, 1987, P.L. 30, a. 9 25.1, 1987, P.L. 30, a. 10 26, 1987, P.L. 30, a. 11 27, 1987, P.L. 30, a. 12 28-30, Ab., 1987, P.L. 30, a. 13 31, 1987, P.L. 30, a. 14 32, 1987, P.L. 30, a. 15 33, 34, 1987, P.L. 30, a. 16 35, Ab., 1987, P.L. 30, a. 16 36, 1987, P.L. 30, a. 17 36.1, 1987, P.L. 30, a. 18 41, 1987, P.L. 30, a. 19 42, 1987, P.L. 30, a. 20 47.2.1, 1987, P.L. 30, a. 21



Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-27	Code du travail — <i>Suite</i>	<p>47.4, 1987, P.L. 30, a. 22  47.5, 1987, P.L. 30, a. 23  49-51.1, Ab., 1987, P.L. 30, a. 24  57.1, 1987, P.L. 28, a. 39  100.10, 1987, P.L. 30, a. 25  101, 1987, P.L. 30, a. 26  101.6, 101.7, 1987, P.L. 30, a. 27  101.8, 1987, P.L. 30, a. 28  101.10, Ab., 1987, P.L. 30, a. 29  102, 1987, P.L. 30, a. 30  103, 1987, P.L. 30, a. 31  109.5, 1987, P.L. 30, a. 32  110.1, 1987, P.L. 30, a. 33  111.0.1-111.0.14, Ab., 1987, P.L. 30, a. 34  111.0.25, Ab., 1987, P.L. 30, a. 35  111.10.4, 1987, P.L. 30, a. 36  111.13, 1987, P.L. 30, a. 37  111.16-111.20, Ab., 1987, P.L. 30, a. 38  112-137.16, 1987, P.L. 30, a. 39  138, 1987, P.L. 30, a. 40  139, 1987, P.L. 30, a. 42  139.1, 1987, P.L. 30, a. 43  140.1, Ab., 1987, P.L. 30, a. 44  143.1, 1987, P.L. 30, a. 45  144, 1987, P.L. 30, a. 46  148, 1987, P.L. 30, a. 47  149, Ab., 1987, P.L. 30, a. 48  151, 1987, P.L. 30, a. 49  Modifications globales:  109.1, 111.0.17, 111.0.21, 111.0.23, 111.10-111.12, 1987, P.L. 30, a. 50</p>
L.R.Q., c. C-27.1	Code municipal du Québec	<p>10-10.4, 1987, P.L. 88, a. 40  14.9, 1987, P.L. 152, a. 47  34, 1987, P.L. 100, a. 731  47, 1987, P.L. 100, a. 732  56, 1987, P.L. 100, a. 733  57, Ab., 1987, P.L. 100, a. 733  58, 1987, P.L. 100, a. 734  59, Ab., 1987, P.L. 100, a. 735  60, 1987, P.L. 100, a. 736  60.1, 1987, P.L. 100, a. 737  61, 1987, P.L. 100, a. 738  109-114, Ab., 1987, P.L. 100, a. 739  143, 1987, P.L. 100, a. 740  159, 1987, P.L. 100, a. 741  162, Ab., 1987, P.L. 100, a. 742  164, 1987, P.L. 100, a. 743  167, 1987, P.L. 100, a. 744  208, 1987, P.L. 28, a. 40  209, 1987, P.L. 28, a. 41  267.1, 1987, P.L. 28, a. 42  268, Ab., 1987, P.L. 100, a. 746  269, 1987, P.L. 100, a. 747  270, Ab., 1987, P.L. 100, a. 748</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-27.1	Code municipal du Québec — <i>Suite</i>	<p>271-409, Ab., 1987, P.L. 100, a. 749  414, Ab., 1987, P.L. 100, a. 750  418, 1987, P.L. 28, a. 43  444, Ab., 1987, P.L. 100, a. 751  445, 1987, P.L. 28, a. 44  456-485, Ab., 1987, P.L. 100, a. 752  486, 1987, P.L. 100, a. 754  549, 1987, P.L. 88, a. 41  550, 1987, P.L. 16, a. 5  557, 1987, P.L. 16, a. 6  1987, P.L. 100, a. 755  578, 1987, P.L. 88, a. 42  590, 1987, P.L. 100, a. 756  591, Ab., 1987, P.L. 100, a. 757  592, 1987, P.L. 100, a. 758  599, 1987, P.L. 28, a. 45  600, 1987, P.L. 28, a. 46  608, 1987, P.L. 100, a. 759  627, 1987, P.L. 100, a. 760  640, 1987, P.L. 100, a. 761  678, 1987, P.L. 88, a. 43  678.0.1-678.0.4, 1987, P.L. 88, a. 44  690, 1987, P.L. 100, a. 762  706, 1987, P.L. 16, a. 7  710, 1987, P.L. 16, a. 8  935, 1987, P.L. 100, a. 763  975, 1987, P.L. 88, a. 45  1061, 1062, 1987, P.L. 100, a. 764  1071.1, 1987, P.L. 100, a. 765  1074, Ab., 1987, P.L. 100, a. 766  1075, 1987, P.L. 100, a. 767  1082, 1987, P.L. 100, a. 768  1084-1084.3, 1987, P.L. 100, a. 769  1094, 1987, P.L. 100, a. 770  Form. 4.1, 1987, P.L. 100, a. 771  Form. 6-15, Ab., 1987, P.L. 100, a. 772</p>
L.R.Q., c. C-31	Loi sur le commerce des produits pétroliers	Remp., 1987, P.L. 93, a. 78
L.R.Q., c. C-34	Loi sur la Commission des affaires sociales	<p>21, 1987, P.L. 108, a. 149  1987, P.L. 28, a. 47  1987, P.L. 30, a. 57  25.1, 1987, P.L. 28, a. 48  30, 1987, P.L. 30, a. 58  32.1, 1987, P.L. 30, a. 59</p>
L.R.Q., c. C-35	Loi sur la Commission municipale	<p>16, 1987, P.L. 28, a. 49  16.1, 1987, P.L. 28, a. 50  22, 1987, P.L. 72, a. 1  1987, P.L. 100, a. 773  24-24.4, 1987, P.L. 72, a. 2  45, 1987, P.L. 72, a. 3  48, 1987, P.L. 72, a. 4  54, 1987, P.L. 100, a. 774  100, 1987, P.L. 72, a. 5</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.1	Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais	11, 1987, P.L. 100, a. 775 35, 1987, P.L. 100, a. 776 49, 1987, P.L. 28, a. 51 63.3, 1987, P.L. 100, a. 777 73, 1987, P.L. 28, a. 52 73.1, 1987, P.L. 28, a. 53 73.2, 1987, P.L. 28, a. 54 169.4, 1987, P.L. 28, a. 55 169.8, Ab., 1987, P.L. 100, a. 778 212, 1987, P.L. 28, a. 56
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	12.1-12.11, 1987, P.L. 100, a. 779 54, 1987, P.L. 100, a. 780 68, 1987, P.L. 28, a. 57 82.4, 1987, P.L. 100, a. 781 82.9, 1987, P.L. 28, a. 58 101.1, 1987, P.L. 100, a. 782 110, 1987, P.L. 28, a. 59 110.1, 1987, P.L. 28, a. 60 110.2, 1987, P.L. 28, a. 61 110.3, 1987, P.L. 28, a. 62 255, 1987, P.L. 100, a. 783 262.1, 1987, P.L. 28, a. 63
L.R.Q., c. C-37.3	Loi sur la Communauté urbaine de Québec	6, 1987, P.L. 111, a. 1 6.3, 1987, P.L. 111, a. 2 6.3.1-6.3.11, 1987, P.L. 100, a. 784 6.9-6.16, Ab., 1987, P.L. 111, a. 3 7, 1987, P.L. 111, a. 4 7.1, Ab., 1987, P.L. 111, a. 5 7.2, 1987, P.L. 111, a. 6 7.3, 1987, P.L. 111, a. 7 7.4, 1987, P.L. 111, a. 8 10, 1987, P.L. 111, a. 9 26, 1987, P.L. 111, a. 10 27, 1987, P.L. 111, a. 11 29, 1987, P.L. 111, a. 12 30, 1987, P.L. 111, a. 13 37, 1987, P.L. 111, a. 14 39.39.1, 1987, P.L. 111, a. 15 40, 1987, P.L. 100, a. 785 43, 1987, P.L. 28, a. 64 69.3, 1987, P.L. 100, a. 786 74, 1987, P.L. 111, a. 16 75, 1987, P.L. 111, a. 17 81, 1987, P.L. 28, a. 65 95, 1987, P.L. 111, a. 18 130, 1987, P.L. 111, a. 19 136, 1987, P.L. 111, a. 20 182, 1987, P.L. 100, a. 787 232, 1987, P.L. 28, a. 66 234, 1987, P.L. 100, a. 788 247, 1987, P.L. 111, a. 21
L.R.Q., c. C-38	Loi sur les compagnies	6, 1987, P.L. 74, a. 375 77, 1987, P.L. 143, a. 1 89.2, 1987, P.L. 143, a. 2 123.0.1, 1987, P.L. 143, a. 3

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-38	Loi sur les compagnies — <i>Suite</i>	123.66, 1987, P.L. 143, a. 4 123.77, 1987, P.L. 143, a. 5 123.95, 1987, P.L. 143, a. 6 123.103, 1987, P.L. 143, a. 7 123.107, 123.107.1, 1987, P.L. 143, a. 8 123.129, 1987, P.L. 143, a. 9 123.130, 1987, P.L. 143, a. 10 123.131, 1987, P.L. 143, a. 11 123.134, 1987, P.L. 143, a. 12 123.169, 1987, P.L. 28, a. 67 123.172, 1987, P.L. 122, a. 2 124, 1987, P.L. 74, a. 376
L.R.Q., c. C-41	Loi sur les compagnies de fidéicomis	Remp., 1987, P.L. 74, a. 410
L.R.Q., c. C-46	Loi sur les compagnies étrangères	2, 1987, P.L. 74, a. 377
L.R.Q., c. C-47	Loi sur les compagnies minières	3, 1987, P.L. 161, a. 332
L.R.Q., c. C-48	Loi sur les comptables agréés	28, 1987, P.L. 11, a. 5
L.R.Q., c. C-49	Loi sur les concessions municipales	1, 1987, P.L. 100, a. 789 2, 1987, P.L. 100, a. 790 3, Ab., 1987, P.L. 100, a. 791
L.R.Q., c. C-52.1	Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale	1, 1987, P.L. 113, a. 33 3, 4, 5, Ab., 1987, P.L. 113, a. 34 7, 1987, P.L. 113, a. 35 8, Ab., 1987, P.L. 113, a. 36 16, 1987, P.L. 113, a. 37 20, 1987, P.L. 113, aa. 1, 38 24.1, 1987, P.L. 113, a. 2 25, 1987, P.L. 113, a. 3 26, Ab., 1987, P.L. 113, a. 4 27, 1987, P.L. 113, aa. 5, 39 29, 1987, P.L. 113, a. 6 33-33.2, 1987, P.L. 113, a. 7 35, Ab., 1987, P.L. 113, a. 8 36, 1987, P.L. 113, a. 9 39, 1987, P.L. 113, a. 10 39.1, 1987, P.L. 113, a. 11 41, 1987, P.L. 113, a. 12 42, Ab., 1987, P.L. 113, a. 13 44, 1987, P.L. 113, a. 14 45, 1987, P.L. 113, a. 15 46, 1987, P.L. 113, a. 16 48, 1987, P.L. 113, a. 17 49, Ab., 1987, P.L. 113, a. 18 52, 1987, P.L. 113, a. 19 55-56, 1987, P.L. 113, a. 20 59, 1987, P.L. 113, a. 21
L.R.Q., c. C-59.1	Loi sur le Conseil régional de zone de la Baie James	21, 1987, P.L. 28, a. 68
L.R.Q., c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	5, 1987, P.L. 102, a. 83 8, 1987, P.L. 102, a. 84 52, 1987, P.L. 152, a. 48 54, 1987, P.L. 42, a. 1 100, 1987, P.L. 152, a. 49

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune — <i>Suite</i>	155.1, 1987, P.L. 42, a. 3 162, 1987, P.L. 42, a. 2
L.R.Q., c. C-64.1	Loi sur la consultation populaire	2, 1987, P.L. 28, a. 69 13, 1987, P.L. 25, a. 23 16, 1987, P.L. 25, a. 24 17, 1987, P.L. 25, a. 25
L.R.Q., c. C-67.2	Loi sur les coopératives	33.1, 1987, P.L. 22, a. 3 244, 1987, P.L. 28, a. 70
L.R.Q., c. C-69	Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains	40, 1987, P.L. 161, a. 333
L.R.Q., c. C-70	Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport	14, 1987, P.L. 100, a. 792 27, Ab., 1987, P.L. 100, a. 793 32, 1987, P.L. 28, a. 71
L.R.Q., c. C-73	Loi sur le courtage immobilier	20, 1987, P.L. 80, a. 1
L.R.Q., c. C-75	Loi sur le crédit agricole	Remp., 1987, P.L. 46, a. 153
L.R.Q., c. C-75.1	Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées	Remp., 1987, P.L. 46, a. 153
L.R.Q., c. C-76	Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes	7, 1987, P.L. 99, a. 1
L.R.Q., c. C-77	Loi favorisant le crédit à la production agricole	Remp., 1987, P.L. 46, a. 153
L.R.Q., c. C-77.1	Loi sur le crédit aquacole	Ab., 1987, P.L. 46, a. 154
L.R.Q., c. C-79	Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques	Remp., 1987, P.L. 46, a. 153
L.R.Q., c. D-7	Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires	2, 1987, P.L. 16, a. 9 45, 1987, P.L. 100, a. 794
L.R.Q., c. D-8	Loi sur le développement de la région de la Baie James	10, 1987, P.L. 16, a. 10 11, 1987, P.L. 16, a. 11
L.R.Q., c. D-8.1	Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre	36, Ab., 1987, P.L. 28, a. 72
L.R.Q., c. D-9.1	Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec	90.1, 1987, P.L. 18, a. 1
L.R.Q., c. D-11	Loi sur la division territoriale	9, 1987, P.L. 61, a. 1 11, 1987, P.L. 40, a. 1
L.R.Q., c. D-14	Loi concernant les droits sur les divertissements	5, Ab., 1987, P.L. 82, a. 1 6.1, 1987, P.L. 82, a. 2
L.R.Q., c. D-15	Loi concernant les droits sur les mines	1, 1987, P.L. 161, a. 334 5, 1987, P.L. 161, a. 335
L.R.Q., c. D-17	Loi concernant les droits sur les transferts de terrains	1, 1987, P.L. 102, a. 92 31, 1987, P.L. 12, a. 1 38, 1987, P.L. 12, a. 2 44.1, 1987, P.L. 12, a. 3
L.R.Q., c. E-2.1	Loi sur les élections dans certaines municipalités	12, 1987, P.L. 25, a. 26 Ab., 1987, P.L. 100, a. 795

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. E-3.2	Loi électorale	42, 1987, P.L. 25, a. 27 60.1-60.4, 1987, P.L. 25, a. 28 183, 1987, P.L. 30, a. 60 204, 1987, P.L. 28, a. 73 403, 1987, P.L. 28, a. 74 483, 1987, P.L. 100, a. 796
L.R.Q., c. E-6	Loi sur les employés publics	9, 1987, P.L. 100, a. 797 22, 1987, P.L. 28, a. 75 36, 1987, P.L. 28, a. 76
L.R.Q., c. E-8.1	Loi sur l'enseignementt primaire et secondaire public	229, 1987, P.L. 100, a. 798 525, 1987, P.L. 30, a. 61
L.R.Q., c. E-9	Loi sur l'enseignement privé	2, 1987, P.L. 91, a. 1 20, 1987, P.L. 10, a. 1 21, 1987, P.L. 10, a. 2
L.R.Q., c. E-12.1	Loi favorisant l'établissement de jeunes agri-culteurs	Remp., 1987, P.L. 46, a. 153
L.R.Q., c. E-18	Loi sur l'exécutif	7, 1987, P.L. 113, a. 40
L.R.Q., c. E-20.1	Loi concernant l'exercice des droits des personnes handicapées	30.1, 1987, P.L. 73, a. 106
L.R.Q., c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale	60, 60.1, Ab., 1987, P.L. 100, a. 799 65, 1987, P.L. 161, a. 336 73, 1987, P.L. 28, a. 77 79, 1987, P.L. 28, a. 78 81, 1987, P.L. 82, a. 3 232.1, 1987, P.L. 82, a. 4 236-236.2, 1987, P.L. 16, a. 12 253.1-253.26, 1987, P.L. 82, a. 5 266, Ab., 1987, P.L. 82, a. 6 495.1, 1987, P.L. 16, a. 13 584, 1987, P.L. 16, a. 14
L.R.Q., c. F-3.1.1	Loi sur la fonction publique	65, 1987, P.L. 30, a. 62 66, 1987, P.L. 30, a. 63 67, 1987, P.L. 30, a. 64 69, 1987, P.L. 30, a. 65
L.R.Q., c. F-6	Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales	Ab., 1987, P.L. 100, a. 800
L.R.Q., c. G-1.1	Loi sur les grains	1, 1987, P.L. 146, a. 1 2, Ab., 1987, P.L. 146, a. 3 5-22, Ab., 1987, P.L. 146, a. 4 26, 1987, P.L. 146, a. 5 28, 1987, P.L. 146, a. 6 39, 1987, P.L. 146, a. 7 58, 1987, P.L. 146, a. 8
L.R.Q., c. H-3	Loi sur l'hôtellerie	Remp., 1987, P.L. 152, a. 43
L.R.Q., c. H-4	Loi sur les huissiers	25, 1987, P.L. 7, a. 1
L.R.Q., c. H-5	Loi sur Hydro-Québec	49, 1987, P.L. 28, a. 79
L.R.Q., c. I-1	Loi concernant l'impôt sur la vente en détail	17, 1987, P.L. 120, a. 1

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-1	Loi concernant l'impôt sur la vente en détail — <i>Suite</i>	19, 1987, P.L. 120, a. 2 20.0.1, 1987, P.L. 120, a. 3 20.25, 1987, P.L. 120, a. 4
L.R.Q., c. I-2	Loi concernant l'impôt sur le tabac	8, 1987, P.L. 120, a. 5 9.2-9.4, 9.5, Ab., 1987, P.L. 120, a. 6
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts	1, 1987, P.L. 12, a. 4 1987, P.L. 120, a. 7 1.2, 1987, P.L. 12, a. 5 1.3, 1987, P.L. 120, a. 8 1.5, 1987, P.L. 12, a. 6 21.4, 1987, P.L. 12, a. 7 25, 1987, P.L. 120, a. 9 27, 1987, P.L. 120, a. 10 28, 1987, P.L. 12, a. 8 47.6, 1987, P.L. 120, a. 11 48, 1987, P.L. 12, a. 9 49.1, 1987, P.L. 12, a. 10 49.2, 1987, P.L. 12, a. 11 49.3, Ab., 1987, P.L. 12, a. 12 49.5, 1987, P.L. 12, a. 13 53, 1987, P.L. 12, a. 14 68, 1987, P.L. 12, a. 15 69, 1987, P.L. 12, a. 16 82, 1987, P.L. 12, a. 17 85.4-85.6, 1987, P.L. 12, a. 18 87, 1987, P.L. 12, a. 19 87.3, 1987, P.L. 12, a. 20 88, 1987, P.L. 12, a. 21 89, 1987, P.L. 12, a. 22 93, 1987, P.L. 12, a. 23 99, 1987, P.L. 12, a. 24 101, 1987, P.L. 12, a. 25 101.5-101.7, 1987, P.L. 12, a. 26 102, 1987, P.L. 120, a. 12 112.1, 1987, P.L. 12, a. 27 119.2, 1987, P.L. 12, a. 28 119.4, 1987, P.L. 12, a. 29 119.5, 1987, P.L. 12, a. 30 119.11, 1987, P.L. 12, a. 31 119.15, 1987, P.L. 12, a. 32 119.17, 1987, P.L. 12, a. 33 119.18, 1987, P.L. 12, a. 34 119.20, 1987, P.L. 12, a. 35 119.22, 1987, P.L. 12, a. 36 135, 1987, P.L. 12, a. 37 144, 1987, P.L. 12, a. 38 145, 1987, P.L. 12, a. 39 157, 1987, P.L. 12, a. 40 1987, P.L. 120, a. 13 175.2, 1987, P.L. 12, a. 41 175.3, Ab., 1987, P.L. 12, a. 42 192, 1987, P.L. 20, a. 14 218, 1987, P.L. 12, a. 43 220, 1987, P.L. 12, a. 44 222, 1987, P.L. 12, a. 45 223, 1987, P.L. 12, a. 46 224, 1987, P.L. 12, a. 47 226-228, 1987, P.L. 12, a. 48

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts -- <i>Suite</i>	<p> 230, 1987, P.L. 12, a. 49  230.1, 1987, P.L. 12, a. 51  230.3, 1987, P.L. 12, a. 52  230.8, 1987, P.L. 12, a. 53  232, 1987, P.L. 12, a. 54  232.1, 1987, P.L. 12, a. 55  234.1, 1987, P.L. 12, a. 56  236.1, 1987, P.L. 12, a. 57  238, 1987, P.L. 12, a. 58  241.1, 241.2, Ab., 1987, P.L. 12, a. 59  242, 1987, P.L. 12, a. 60  244, Ab., 1987, P.L. 12, a. 61  245, 1987, P.L. 12, a. 62  250.2, 1987, P.L. 12, a. 63  251, 1987, P.L. 12, a. 64  257, 1987, P.L. 12, a. 65  257.2, 1987, P.L. 12, a. 66  260.1, Ab., 1987, P.L. 12, a. 67  264.2-264.5, 1987, P.L. 12, a. 68  294, 1987, P.L. 12, a. 69  296, 1987, P.L. 12, a. 70  297, 1987, P.L. 12, a. 71  299, 1987, P.L. 12, a. 72  301, 1987, P.L. 12, a. 73  305, 1987, P.L. 12, a. 74  307.1-307.23, Ab., 1987, P.L. 12, a. 75  307.24, 1987, P.L. 12, a. 76  312, 1987, P.L. 12, a. 77  330, 1987, P.L. 12, a. 78  359, 1987, P.L. 12, a. 79  360, 1987, P.L. 12, a. 80  370, 1987, P.L. 12, a. 81  374, 1987, P.L. 12, a. 82  377, 1987, P.L. 12, a. 83  380, 1987, P.L. 12, a. 84  384.1, 1987, P.L. 12, a. 85  384.1.1, 1987, P.L. 12, a. 86  392.2, 392.3, 1987, P.L. 12, a. 87  395, 1987, P.L. 12, a. 88  399, 1987, P.L. 12, a. 89  400, 1987, P.L. 12, a. 90  401-403, 1987, P.L. 12, a. 91  404, 1987, P.L. 12, a. 92  412, 1987, P.L. 12, a. 93  415, 1987, P.L. 12, a. 94  415.1, 1987, P.L. 12, a. 95  415.2, 1987, P.L. 12, a. 96  418.10, 1987, P.L. 12, a. 97  419.5, 1987, P.L. 12, a. 98  425, 1987, P.L. 12, a. 99  429, 1987, P.L. 12, a. 100  438.1, 1987, P.L. 12, a. 102  444.1, Ab., 1987, P.L. 12, a. 103  450.1, Ab., 1987, P.L. 12, a. 104  450.3, 450.4, Ab., 1987, P.L. 12, a. 105  450.7, 450.8, Ab., 1987, P.L. 12, a. 106  451, 1987, P.L. 12, a. 107 </p>



Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p>452, 1987, P.L. 12, a. 108  453, 1987, P.L. 12, a. 109  456, Ab., 1987, P.L. 12, a. 110  457-458, Ab., 1987, P.L. 12,  a. 111  462.1-462.24, 1987, P.L. 12,  a. 112  463, 1987, P.L. 12, a. 113  463.1, Ab., 1987, P.L. 12, a. 114  466, Ab., 1987, P.L. 12, a. 115  485.2, 1987, P.L. 12, a. 116  489, 1987, P.L. 12, a. 117  498, 1987, P.L. 12, a. 118  502.1, Ab., 1987, P.L. 12, a. 119  503, 1987, P.L. 12, a. 120  510.1, 1987, P.L. 12, a. 121  517.1-517.4.3, 1987, P.L. 12,  a. 122  517.6, Ab., 1987, P.L. 12, a. 123  568, 1987, P.L. 12, a. 124  570, 1987, P.L. 12, a. 125  587, 1987, P.L. 12, a. 126  597, 1987, P.L. 12, a. 127  649, 1987, P.L. 12, a. 128  651.1, 1987, P.L. 12, a. 129  668-668.4, 1987, P.L. 12, a. 130  669, 1987, P.L. 120, a. 15  669.4, 1987, P.L. 12, a. 131  689, 1987, P.L. 12, a. 132  693, 1987, P.L. 12, a. 133  693.1, 1987, P.L. 12, a. 134  695, 1987, P.L. 12, a. 135  1987, P.L. 120, a. 16  696, 1987, P.L. 120, a. 17  700, 1987, P.L. 120, a. 18  702, 702.1, 1987, P.L. 120, a. 19  705, 706, 1987, P.L. 12, a. 136  707, 1987, P.L. 120, a. 20  707.1, 1987, P.L. 120, a. 21  708, 1987, P.L. 120, a. 22  708.1, 1987, P.L. 120, a. 23  716, 716.1, 1987, P.L. 12, a. 137  723, 724, 1987, P.L. 12, a. 138  724.2, 1987, P.L. 12, a. 139  725, 1987, P.L. 12, a. 140  725.2-725.7, 1987, P.L. 12,  a. 141  726.6-726.20, 1987, P.L. 12,  a. 142  728.0.1, 1987, P.L. 12, a. 143  729, 1987, P.L. 12, a. 144  730, 1987, P.L. 12, a. 145  730.1, 730.2, 1987, P.L. 12,  a. 146  737, 1987, P.L. 12, a. 147  737.3, 1987, P.L. 12, a. 148  737.5, 1987, P.L. 12, a. 149  737.13, 1987, P.L. 120, a. 24  737.15, 1987, P.L. 120, a. 25  737.18, 1987, P.L. 12, a. 150  740.3, 1987, P.L. 12, a. 151</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p>743, 744, 1987, P.L. 12, a. 152  771, 1987, P.L. 120, a. 26  771.0.1, 1987, P.L. 120, a. 27  771.1, 771.1.1, 1987, P.L. 120, a. 28  771.2.1, 771.2.2, 1987, P.L. 120, a. 29  771.3, 771.4, 1987, P.L. 120, a. 30  771.5-771.11, 1987, P.L. 120, a. 31  776.1.1, 1987, P.L. 12, a. 153  776.1.3, 1987, P.L. 12, a. 154  776.2, 1987, P.L. 12, a. 155  776.6, 1987, P.L. 12, a. 157  776.7, 1987, P.L. 12, a. 158  776.9, 1987, P.L. 12, a. 159  776.17, 1987, P.L. 12, a. 160  776.23, 1987, P.L. 120, a. 32  776.24, 1987, P.L. 120, a. 33  776.24.1, 1987, P.L. 120, a. 34  776.27, 1987, P.L. 120, a. 35  782.1, 1987, P.L. 12, a. 161  835, 1987, P.L. 12, a. 162  844.2, 1987, P.L. 12, a. 163  886, 1987, P.L. 12, a. 164  887, Ab., 1987, P.L. 12, a. 165  888-888.2, 1987, P.L. 12, a. 166  911, 1987, P.L. 12, a. 167  921.2, 921.3, 1987, P.L. 12, a. 168  923.1, 923.2, 923.2.1, 923.3, Ab., 1987, P.L. 12, a. 169  936, 1987, P.L. 12, a. 170  944, 1987, P.L. 12, a. 171  945, 1987, P.L. 12, a. 172  955, 1987, P.L. 12, a. 173  961.23, 961.24, 1987, P.L. 12, a. 174  965.1, 1987, P.L. 12, a. 175  1987, P.L. 120, a. 36  965.3, 1987, P.L. 120, a. 37  965.3.1, 1987, P.L. 120, a. 38  965.3.2, 1987, P.L. 120, a. 39  965.4, 1987, P.L. 120, a. 40  965.4.1, 1987, P.L. 120, a. 41  965.4.1.1, 965.4.1.2, 1987, P.L. 120, a. 42  965.4.2, 965.4.3, 1987, P.L. 120, a. 43  965.4.6, 1987, P.L. 120, a. 44  965.5, 1987, P.L. 120, a. 45  965.6.0.1, 965.6.0.2, 1987, P.L. 120, a. 46  965.6.8-965.6.20, 1987, P.L. 120, a. 47  965.7, 1987, P.L. 120, a. 48  965.7.1, 1987, P.L. 120, a. 49  965.9.4-965.9.7, 1987, P.L. 120, a. 50  965.10, 1987, P.L. 120, a. 51</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p>965.10.1, 1987, P.L. 120, a. 52  965.10.2, 1987, P.L. 120, a. 53  965.11, 1987, P.L. 120, a. 54  965.11.4, 1987, P.L. 120, a. 55  965.11.5-965.11.10, 1987,  P.L. 120, a. 56  965.13, 1987, P.L. 120, a. 57  965.16.0.1, 1987, P.L. 120, a. 58  965.16.1, 1987, P.L. 120, a. 59  965.19.2, 1987, P.L. 120, a. 60  965.20, 1987, P.L. 120, a. 61  965.21, 1987, P.L. 12, a. 176  965.26, 1987, P.L. 120, a. 62  965.29, 1987, P.L. 120, a. 63  965.30-965.31.2, 1987, P.L. 120,  a. 64  965.32, 1987, P.L. 120, a. 65  965.33, 1987, P.L. 120, a. 66  965.35, 1987, P.L. 120, a. 67  965.36, 1987, P.L. 120, a. 68  965.37.1, 1987, P.L. 120, a. 69  965.39, 1987, P.L. 120, a. 70  985.2.1, 1987, P.L. 12, a. 177  985.2.3, 985.2.4, 1987, P.L. 12,  a. 178  991, 1987, P.L. 12, a. 179  998, 1987, P.L. 12, a. 180  1000, 1987, P.L. 12, a. 181  1012.1, 1987, P.L. 12, a. 182  1027, 1987, P.L. 120, a. 71  1029.2.1, 1987, P.L. 120, a. 72  1029.7, 1987, P.L. 12, a. 183  1029.8, 1987, P.L. 12, a. 184  1029.9, 1987, P.L. 12, a. 185  1034, 1987, P.L. 12, a. 186  1036.1, 1987, P.L. 120, a. 73  1038, 1987, P.L. 120, a. 74  1044, 1987, P.L. 12, a. 187  1049.1, 1987, P.L. 120, a. 75  1049.2-1049.4, 1987, P.L. 120,  a. 76  1049.6, 1987, P.L. 120, a. 77  1049.10, 1987, P.L. 120, a. 78  1049.11.1, 1049.11.2, 1987,  P.L. 120, a. 79  1049.12-1049.14, 1987, P.L. 120,  a. 80  1053, 1987, P.L. 12, a. 188  1054, 1987, P.L. 12, a. 189  1055, 1987, P.L. 12, a. 190  1056, Ab., 1987, P.L. 12, a. 191  1080.1, 1987, P.L. 12, a. 192  1081, 1987, P.L. 120, a. 81  1083, 1987, P.L. 12, a. 194  1084, 1987, P.L. 12, a. 195  1085, 1987, P.L. 12, a. 196  1089, 1987, P.L. 120, a. 82  1090, 1987, P.L. 120, a. 83  1091, 1987, P.L. 120, a. 84  1987, P.L. 12, a. 197  1091.1, Ab., 1987, P.L. 120,  a. 85</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	1113, 1987, P.L. 12, a. 198 1116, 1987, P.L. 12, a. 199 1128, 1987, P.L. 120, a. 86 1130, 1987, P.L. 120, a. 87 1132.1, 1987, P.L. 120, a. 88 1133, 1987, P.L. 120, a. 89 1135, 1987, P.L. 120, a. 90 1138, 1987, P.L. 12, a. 200 1138.0.1, 1987, P.L. 120, a. 91 1138.1, 1138.2, 1987, P.L. 120, a. 92 1141.3, 1987, P.L. 120, a. 93 1160, 1987, P.L. 120, a. 94 1165, 1987, P.L. 120, a. 95 1987, P.L. 12, a. 201 1175, 1987, P.L. 120, a. 96 1185, 1987, P.L. 120, a. 97
L.R.Q., c. I-11.1	Loi sur l'inspecteur général des institutions financières	14, 1987, P.L. 28, a. 80 15, Ab., 1987, P.L. 28, a. 81
L.R.Q., c. I-13.01	Loi sur les installations électriques	35.2-35.9, 1987, P.L. 30, a. 66
L.R.Q., c. I-13.2	Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture	26-28, Ab., 1987, P.L. 149, a. 1
L.R.Q., c. I-14	Loi sur l'instruction publique	39, 1987, P.L. 13, a. 1 47.4, 1987, P.L. 13, a. 2 47.5, 1987, P.L. 13, a. 3 48, 1987, P.L. 13, a. 4 78, 1987, P.L. 13, a. 5 80, 1987, P.L. 100, a. 801 82, 1987, P.L. 13, a. 6 86, 1987, P.L. 13, a. 7 88, 1987, P.L. 13, a. 8 89, 1987, P.L. 13, a. 9 90, 1987, P.L. 13, a. 10 91, 1987, P.L. 13, a. 11 93, 1987, P.L. 13, a. 12 95-101, Ab., 1987, P.L. 13, a. 13 110, 1987, P.L. 13, a. 14 194, 1987, P.L. 100, a. 802 328, 1987, P.L. 28, a. 82 329, 1987, P.L. 28, a. 83 332, 1987, P.L. 28, a. 84 349, 1987, P.L. 28, a. 85 449, 1987, P.L. 13, a. 15 500, 1987, P.L. 100, a. 803 534, 1987, P.L. 28, a. 86 535, 1987, P.L. 13, a. 16 536, 1987, P.L. 13, a. 17 539, Ab., 1987, P.L. 13, a. 18 543, 1987, P.L. 13, a. 19 567.8, 1987, P.L. 13, a. 20
L.R.Q., c. J-2	Loi sur les jurés	47, 1987, P.L. 30, a. 67
L.R.Q., c. L-1	Loi sur la Législature	103.1, 1987, P.L. 113, a. 22 103.2, Ab., 1987, P.L. 113, a. 23 103.4, Ab., 1987, P.L. 113, a. 24 103.5, 1987, P.L. 113, a. 25

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. L-1	Loi sur la Législature — <i>Suite</i>	103.11, 1987, P.L. 113, a. 26 103.12.1, 1987, P.L. 113, a. 27 103.13, 1987, P.L. 113, a. 28 103.18, 1987, P.L. 113, a. 29 103.19-103.21, 1987, P.L. 113, a. 30
L.R.Q., c. L-3	Loi sur les licences	50, Ab., 1987, P.L. 89, a. 116
L.R.Q., c. L-6	Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement	1, 1987, P.L. 89, a. 117 20, 1987, P.L. 89, a. 118 23, 1987, P.L. 89, a. 119 24.1, 25, Ab., 1987, P.L. 89, a. 120 26, 1987, P.L. 89, a. 121 27, 1987, P.L. 89, a. 122 28, 1987, P.L. 89, a. 123 29, 1987, P.L. 89, a. 124 31, 1987, P.L. 89, a. 125 33, 1987, P.L. 89, a. 126 34, 1987, P.L. 89, a. 127 40, Ab., 1987, P.L. 28, a. 87 53, 1987, P.L. 89, a. 128 56, 1987, P.L. 89, a. 129
L.R.Q., c. M-6	Loi sur les mécaniciens de machines fixes	9.3-9.10, 1987, P.L. 30, a. 68
L.R.Q., c. M-13	Loi sur les mines	284, 1987, P.L. 28, a. 88 296, 1987, P.L. 28, a. 89 332, 1987, P.L. 28, a. 90 Remp., 1987, P.L. 161, a. 324
L.R.Q., c. M-14	Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	2, 1987, P.L. 89, a. 130 14.1, 1987, P.L. 15, a. 35
L.R.Q., c. M-15	Loi sur le ministère de l'Éducation	1.3, 1987, P.L. 91, a. 2
L.R.Q., c. M-15.1	Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources	12, 1987, P.L. 102, aa. 85, 86 13, 14, 17, Ab., 1987, P.L. 102, a. 87 17.1, 1987, P.L. 102, a. 88
L.R.Q., c. M-15.2	Loi sur le ministère de l'Environnement	10, 1987, P.L. 27, a. 130
L.R.Q., c. M-23.1	Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	3.3, 1987, P.L. 68, a. 1
L.R.Q., c. M-24	Loi sur le ministère des Communications	3, 1987, P.L. 24, a. 1 19.1-19.9, 1987, P.L. 24, a. 2
L.R.Q., c. M-28	Loi sur le ministère des Transports	11.6, 1987, P.L. 23, a. 1 12.03, 1987, P.L. 60, a. 1 12.3, 12.04, 1987, P.L. 60, a. 2
L.R.Q., c. M-30.1	Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	14, Ab., 1987, P.L. 152, a. 50 20-25, Ab., 1987, P.L. 9, a. 1
L.R.Q., c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu	14, 1987, P.L. 12, a. 202 14.1, 1987, P.L. 12, a. 203 93.2, 93.2.1, 1987, P.L. 95, a. 1

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu — <i>Suite</i>	93.3, Ab., 1987, P.L. 95, a. 2 93.5, 1987, P.L. 95, a. 3 93.10, Ab., 1987, P.L. 95, a. 4 93.16, Ab., 1987, P.L. 95, a. 5 93.16.1, 1987, P.L. 95, a. 6 93.20, 93.21, Ab., 1987, P.L. 95, a. 7 93.22-93.35, 1987, P.L. 95, a. 8
L.R.Q., c. M-35	Loi sur la mise en marché des produits agricoles	4, 1987, P.L. 146, a. 9 6, 1987, P.L. 146, a. 10 21, 1987, P.L. 28, a. 91 98, Ab., 1987, P.L. 28, a. 92
L.R.Q., c. M-36	Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles	<b>Remp.</b> , 1987, P.L. 46, a. 153
L.R.Q., c. M-38	Loi sur la municipalisation de l'électricité	4, 1987, P.L. 100, a. 804 14, 1987, P.L. 100, a. 805
L.R.Q., c. M-39	Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières	15, 1987, P.L. 45, a. 1 17, 1987, P.L. 45, a. 2 1987, P.L. 161, a. 337 21, 1987, P.L. 45, a. 3 22, 1987, P.L. 28, a. 93
L.R.Q., c. N-1.1	Loi sur les normes du travail	123, 1987, P.L. 30, a. 69
L.R.Q., c. P-9.1	Loi sur les permis d'alcool	20, 1987, P.L. 28, a. 94 39, 1987, P.L. 152, a. 51 45, 1987, P.L. 152, a. 52 76, 1987, P.L. 152, a. 53
L.R.Q., c. P-20	Loi sur le prêt agricole	<b>Remp.</b> , 1987, P.L. 46, a. 153
L.R.Q., c. P-25	Loi sur le prix du bois à pâte vendu par des agriculteurs et des colons	<b>Titre</b> , 1987, P.L. 15, a. 36 1, 1987, P.L. 15, a. 37 2, 1987, P.L. 15, a. 38 3, 1987, P.L. 15, a. 39
L.R.Q., c. P-26	Loi sur la probation et sur les établissements de détention	1, 1987, P.L. 83, a. 1 9, 1987, P.L. 151, a. 1 12.4, 1987, P.L. 151, a. 2 19-19.5, Ab., 1987, P.L. 83, a. 2 19.6.1, 1987, P.L. 83, a. 3 19.7, 1987, P.L. 83, a. 4 21, 1987, P.L. 83, a. 5 22, 1987, P.L. 83, a. 6 22.0.1-22.0.31, 1987, P.L. 83, a. 7 22.17, 1987, P.L. 83, a. 8 23, 1987, P.L. 83, a. 9 1987, P.L. 151, a. 3 23.1, 1987, P.L. 83, a. 10 24, Ab., 1987, P.L. 83, a. 11 25, 1987, P.L. 83, a. 12
L.R.Q., c. P-28	Loi sur les producteurs agricoles	43, 1987, P.L. 28, a. 95

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-29	Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	33.10, 1987, P.L. 134, a. 1 35, 1987, P.L. 28, a. 96
L.R.Q., c. P-30	Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés	2.1, 1987, P.L. 133, a. 1 23.1, 1987, P.L. 133, a. 2 42, 1987, P.L. 133, a. 3 48-48.11, 1987, P.L. 133, a. 4 50.1, 1987, P.L. 133, a. 5 58.1, 1987, P.L. 133, a. 6
L.R.Q., c. P-32	Loi sur le Protecteur du citoyen	5, 1987, P.L. 26, a. 1 8, 1987, P.L. 26, a. 2 11, 1987, P.L. 26, a. 3 12, 1987, P.L. 26, a. 4 13-19.3, 1987, P.L. 26, a. 5 20-22, 1987, P.L. 26, a. 6 23-25, 1987, P.L. 26, a. 7 26-29, 1987, P.L. 26, a. 8 33-33.2, 1987, P.L. 26, a. 9 34, 1987, P.L. 26, a. 10 37-37.4, 1987, P.L. 26, a. 11 Ann. A, Ann. B, 1987, P.L. 26, a. 12
L.R.Q., c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse	72.1.1, 1987, P.L. 21, a. 10 72.2, 1987, P.L. 21, a. 11 72.3, 72.3.1, 1987, P.L. 21, a. 12 132, 1987, P.L. 21, a. 13 135.1, 1987, P.L. 21, a. 14
L.R.Q., c. P-35	Loi sur la protection de la santé publique	3, Ab., 1987, P.L. 28, a. 97 16.10, 16.11, 1987, P.L. 63, a. 1 40.4, 1987, P.L. 162, a. 89 67, 1987, P.L. 28, a. 98
L.R.Q., c. P-38.1	Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre	49, 1987, P.L. 30, a. 70
L.R.Q., c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur	5.1, 1987, P.L. 162, a. 88 22, 1987, P.L. 66, a. 1 82, Ab., 1987, P.L. 66, a. 2 156, 1987, P.L. 66, a. 3 173, 1987, P.L. 66, a. 4 185, 1987, P.L. 66, a. 5 237, 1987, P.L. 66, a. 6 245.1, 1987, P.L. 66, a. 7 350, 1987, P.L. 66, a. 8
L.R.Q., c. P-41	Loi sur la protection du malade mental	28, 1987, P.L. 28, a. 99
L.R.Q., c. P-41.1	Loi sur la protection du territoire agricole	1, 1987, P.L. 161, a. 338 80, 1987, P.L. 28, a. 100 97, 1987, P.L. 27, a. 131
L.R.Q., c. Q-1	Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction	1, 1987, P.L. 30, a. 71 46-47.6, 1987, P.L. 30, a. 72 65, Ab., 1987, P.L. 28, a. 101

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement	1, 1987, P.L. 19, a. 1 2.1, 1987, P.L. 19, a. 2 6.8-6.12, 1987, P.L. 29, a. 20 7-19, Ab., 1987, P.L. 29, a. 21 29, 1987, P.L. 19, a. 3 40, 1987, P.L. 19, a. 4 63, 1987, P.L. 19, a. 5 64.1-64.13, 1987, P.L. 19, a. 6 67, 1987, P.L. 19, a. 7 70, 1987, P.L. 19, a. 8 96, 1987, P.L. 19, a. 9 118.5, 1987, P.L. 28, a. 102 122.2, 1987, P.L. 19, a. 10 135, 1987, P.L. 19, a. 11 170, 1987, P.L. 19, a. 12 182, 1987, P.L. 19, a. 13
L.R.Q., c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	34, 1987, P.L. 120, a. 98
L.R.Q., c. R-8.1	Loi sur la Régie du logement	28, 1987, P.L. 159, a. 11 1987, P.L. 87, a. 1 51-54.14, 1987, P.L. 87, a. 2 91, 1987, P.L. 87, a. 3 112.1, 1987, P.L. 87, a. 4 116, 1987, P.L. 87, a. 5 136.1, 136.2, Ab., 1987, P.L. 87, a. 6 Ann. I, II, 1987, P.L. 87, a. 7
L.R.Q., c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec	40, 1987, P.L. 5, a. 1 40.1-40.3, 1987, P.L. 5, a. 2 192, 1987, P.L. 28, a. 103 193, 1987, P.L. 28, a. 104 207, 1987, P.L. 28, a. 105 211, 1987, P.L. 28, a. 106 223, 1987, P.L. 28, a. 107
L.R.Q., c. R-9.1	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants	2, 1987, P.L. 31, a. 161 1987, P.L. 108, a. 150 3, 1987, P.L. 31, a. 162 1987, P.L. 108, a. 151 4, 1987, P.L. 31, a. 163 5, 1987, P.L. 31, a. 164 6, 1987, P.L. 108, a. 152 7, 1987, P.L. 108, a. 153 8, 1987, P.L. 31, a. 165 9, 1987, P.L. 31, a. 166 1987, P.L. 108, a. 154 10, 11, 1987, P.L. 31, a. 167 13, 1987, P.L. 31, a. 168 1987, P.L. 108, a. 155 16, 1987, P.L. 31, a. 169 18, 1987, P.L. 31, a. 170 1987, P.L. 108, a. 156 19, 1987, P.L. 31, a. 171 20, 1987, P.L. 108, a. 157 24, 1987, P.L. 163, a. 9 25, 1987, P.L. 31, a. 172 29, 1987, P.L. 31, a. 173 1987, P.L. 163, a. 9 30, 1987, P.L. 163, a. 2



Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-9.1	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants — <i>Suite</i>	30.1, 1987, P.L. 163, a. 3 34, 1987, P.L. 108, a. 158 36, 1987, P.L. 31, a. 174 37, 1987, P.L. 31, a. 174 1987, P.L. 108, a. 159 38, 1987, P.L. 31, a. 175 39, 1987, P.L. 31, a. 176 43, 1987, P.L. 31, a. 177 1987, P.L. 163, a. 9 44.1, 1987, P.L. 163, a. 4 45, 1987, P.L. 31, a. 178 48, 1987, P.L. 163, a. 5 49, 1987, P.L. 163, a. 6 50, 1987, P.L. 163, a. 7 51, 1987, P.L. 31, a. 179 1987, P.L. 108, a. 160 52, 1987, P.L. 163, a. 8 53, 1987, P.L. 108, a. 161 54, 1987, P.L. 108, a. 162 57, 1987, P.L. 31, a. 180
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1, 1987, P.L. 31, a. 1 3, 1987, P.L. 31, a. 2 1987, P.L. 108, a. 163 4, 1987, P.L. 31, a. 3 1987, P.L. 108, a. 164 5, 1987, P.L. 31, a. 4 6, 1987, P.L. 31, a. 5 7, 1987, P.L. 31, a. 6 9, 1987, P.L. 31, a. 7 1987, P.L. 30, a. 74 10, 1987, P.L. 30, a. 74 1987, P.L. 31, a. 8 10.1, 1987, P.L. 31, a. 8 11, 1987, P.L. 31, a. 9 12, 1987, P.L. 31, a. 10 13, 1987, P.L. 31, a. 11 16, 1987, P.L. 31, a. 12 1987, P.L. 108, a. 165 16.1, 1987, P.L. 31, a. 13 18, 1987, P.L. 31, a. 14 20, 1987, P.L. 31, a. 15 21, 1987, P.L. 31, a. 16 22, 1987, P.L. 31, a. 17 24, 1987, P.L. 108, a. 166 29, 1987, P.L. 108, a. 167 1987, P.L. 31, a. 18 30, Ab., 1987, P.L. 31, a. 19 33, 1987, P.L. 31, a. 20 36, 1987, P.L. 31, a. 21 36.1, 1987, P.L. 31, a. 22 36.2, 1987, P.L. 108, a. 168 38, 1987, P.L. 31, a. 23 41, 1987, P.L. 31, a. 24 45, 1987, P.L. 31, a. 25 46, 1987, P.L. 108, a. 169 47, 1987, P.L. 31, a. 26 1987, P.L. 108, a. 170 48, 1987, P.L. 31, a. 26 1987, P.L. 108, a. 170

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — <i>Suite</i>	<p>49, 1987, P.L. 31, a. 26  1987, P.L. 108, a. 171  50, 1987, P.L. 31, a. 27  1987, P.L. 108, a. 172  51, 1987, P.L. 31, a. 28  1987, P.L. 108, a. 173  52, 1987, P.L. 31, a. 29  53, 1987, P.L. 31, a. 30  54, 1987, P.L. 31, a. 31  55, 1987, P.L. 108, a. 174  56, Ab., 1987, P.L. 31, a. 32  57, 1987, P.L. 108, a. 175  58, 1987, P.L. 108, a. 176  60, 1987, P.L. 108, a. 177  62-67, 1987, P.L. 108, a. 178  69, 1987, P.L. 108, a. 179  72, 1987, P.L. 108, a. 180  73, 1987, P.L. 108, a. 181  74, 1987, P.L. 108, a. 182  1987, P.L. 31, a. 33  75, 1987, P.L. 108, a. 183  80, 1987, P.L. 31, a. 34  81, 1987, P.L. 31, a. 35  82, 1987, P.L. 31, a. 36  84, 1987, P.L. 31, a. 37  85.1, 85.2, 1987, P.L. 31, a. 38  85.3, 1987, P.L. 31, a. 38  1987, P.L. 108, a. 184  85.4, 1987, P.L. 31, a. 38  85.5, 1987, P.L. 31, a. 38  1987, P.L. 108, a. 185  85.6-85.11, 1987, P.L. 31, a. 38  85.12, 1987, P.L. 31, a. 38  1987, P.L. 108, a. 186  85.13-85.15, 1987, P.L. 31, a. 38  85.16, 1987, P.L. 31, a. 38  1987, P.L. 108, a. 187  85.17-85.20, 1987, P.L. 31, a. 38  86, 1987, P.L. 31, a. 40  87, 1987, P.L. 31, a. 41  88, 1987, P.L. 31, a. 42  98, 1987, P.L. 31, a. 44  99, 1987, P.L. 31, a. 45  1987, P.L. 108, a. 188  101, 1987, P.L. 31, a. 47  110, 1987, P.L. 31, a. 48  113, 1987, P.L. 31, a. 49  115, 1987, P.L. 31, a. 50  115.1, 1987, P.L. 31, a. 51  115.2, 1987, P.L. 108, a. 189  115.3, Ab., 1987, P.L. 31, a. 52  115.4, 1987, P.L. 31, a. 53  115.7-115.9, 1987, P.L. 108, a. 190  116, 1987, P.L. 31, a. 54  1987, P.L. 108, a. 191  118, 1987, P.L. 31, a. 55  1987, P.L. 108, a. 192  119, 1987, P.L. 31, a. 55  1987, P.L. 108, a. 193  120, 1987, P.L. 31, a. 55</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — <i>Suite</i>	1987, P.L. 108, a. 194 121, 1987, P.L. 31, a. 55 123, 1987, P.L. 31, a. 56 127, 1987, P.L. 108, a. 195 128, 1987, P.L. 31, a. 57 130, 1987, P.L. 108, a. 196 134, 1987, P.L. 31, a. 58 1987, P.L. 108, a. 197 135, Ab., 1987, P.L. 31, a. 59 137, 1987, P.L. 31, a. 60 1987, P.L. 108, a. 198 137.1, Ab., 1987, P.L. 31, a. 61 140, 1987, P.L. 31, a. 62 144, 1987, P.L. 31, a. 63 148, 1987, P.L. 31, a. 64 151, 1987, P.L. 31, a. 65 1987, P.L. 108, a. 199 154, 1987, P.L. 31, a. 66 158, 1987, P.L. 31, a. 67 1987, P.L. 108, a. 200 165, 1987, P.L. 31, a. 68 183, 1987, P.L. 30, a. 73 187-191.2, 1987, P.L. 31, a. 69 192, 1987, P.L. 31, a. 70 1987, P.L. 108, a. 201 194, 1987, P.L. 31, a. 71 200, 1987, P.L. 31, a. 72 201, 1987, P.L. 108, a. 202 202, 1987, P.L. 108, a. 203 1987, P.L. 31, a. 73 203, 1987, P.L. 108, a. 204 207, 1987, P.L. 108, a. 205 208, 1987, P.L. 108, a. 206 211, 1987, P.L. 31, a. 74 213, 1987, P.L. 31, a. 75 213.1, 1987, P.L. 31, a. 76 214, 1987, P.L. 31, a. 77 215, 1987, P.L. 31, a. 78 218, 1987, P.L. 31, a. 79 1987, P.L. 108, a. 207 219, 1987, P.L. 108, a. 208 220, 1987, P.L. 31, a. 80 221, 1987, P.L. 31, a. 81 1987, P.L. 108, a. 209 222.1, 1987, P.L. 31, a. 82 Ann.I, 1987, P.L. 31, a. 83 1987, P.L. 86, a. 2 Ann. II.1, 1987, P.L. 31, a. 84 Ann. III, 1987, P.L. 31, a. 85 1987, P.L. 86, a. 3
L.R.Q., c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants	2.1, 1987, P.L. 31, a. 86 3, 1987, P.L. 31, a. 87 1987, P.L. 108, a. 210 4, 1987, P.L. 31, a. 88 5, 1987, P.L. 31, a. 89 1987, P.L. 108, a. 211 9, 1987, P.L. 31, a. 90 13, 1987, P.L. 31, a. 91 1987, P.L. 108, a. 212

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants — <i>Suite</i>	13.1, 1987, P.L. 31, a. 92 15, 1987, P.L. 31, a. 93 17, 1987, P.L. 31, a. 94 18, 1987, P.L. 31, a. 95 19, 1987, P.L. 31, a. 96 21, 1987, P.L. 108, a. 213 27, 1987, P.L. 108, a. 214 27.1-27.3, 1987, P.L. 108, a. 215 28.1, 28.2, 1987, P.L. 31, a. 97 28.3, 1987, P.L. 31, a. 97 1987, P.L. 108, a. 216 28.4, 28.5, 1987, P.L. 31, a. 97 28.6, 1987, P.L. 31, a. 97 1987, P.L. 108, a. 217 28.7, 1987, P.L. 31, a. 97 29, 1987, P.L. 31, a. 98 30, Ab., 1987, P.L. 31, a. 99 32, 1987, P.L. 31, a. 100 35, 1987, P.L. 31, a. 101 35.1, 1987, P.L. 31, a. 102 35.2, 1987, P.L. 108, a. 218 42, 1987, P.L. 31, a. 103 49, 1987, P.L. 31, a. 104 50, 1987, P.L. 31, a. 105 1987, P.L. 108, a. 219 52, 1987, P.L. 108, a. 220 54, 1987, P.L. 31, a. 106 55, 1987, P.L. 31, a. 107 56, 1987, P.L. 31, a. 108 1987, P.L. 108, a. 221 58, 1987, P.L. 108, a. 222 59, 1987, P.L. 31, a. 109 1987, P.L. 108, a. 223 60, 1987, P.L. 108, a. 224 62, 1987, P.L. 108, a. 225 1987, P.L. 31, a. 110 62.1, 1987, P.L. 108, a. 226 65, 1987, P.L. 108, a. 227 66, 1987, P.L. 108, a. 228 67, 1987, P.L. 31, a. 111 70, 1987, P.L. 31, a. 112 1987, P.L. 108, a. 229 71, 1987, P.L. 31, a. 112 73, 1987, P.L. 31, a. 113 1987, P.L. 108, a. 230 74, Ab., 1987, P.L. 31, a. 114 76, 1987, P.L. 31, a. 115 1987, P.L. 108, a. 231 76.1, 1987, P.L. 31, a. 116 77, 1987, P.L. 108, a. 232
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	3, 1987, P.L. 31, a. 117 10, 1987, P.L. 108, a. 233 18, 1987, P.L. 31, a. 118 18.1, Ab., 1987, P.L. 31, a. 119 20, 1987, P.L. 31, a. 120 1987, P.L. 108, a. 234 22, 1987, P.L. 31, a. 121 24.1, 1987, P.L. 31, a. 122 27, 1987, P.L. 108, a. 235 30, 1987, P.L. 108, a. 236

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires — <i>Suite</i>	31, 1987, P.L. 31, a. 123 42, 1987, P.L. 31, a. 124 43.1, 1987, P.L. 31, a. 125 1987, P.L. 108, a. 237 43.2, 1987, P.L. 31, a. 125 52, 1987, P.L. 31, a. 126 1987, P.L. 108, a. 238 53, 1987, P.L. 108, a. 239 1987, P.L. 31, a. 127 53.1, 1987, P.L. 31, a. 128 54, 1987, P.L. 31, a. 129 1987, P.L. 108, a. 240 55, 1987, P.L. 31, a. 130 56, 1987, P.L. 31, a. 131 59, 1987, P.L. 31, a. 132 60, 1987, P.L. 31, a. 133 60.2, 1987, P.L. 31, a. 134 62, 1987, P.L. 31, a. 135 63.1, 1987, P.L. 31, a. 136 63.1.1, 1987, P.L. 31, a. 137 63.1.2, 1987, P.L. 108, a. 241 63.6, 1987, P.L. 31, a. 138 65, 1987, P.L. 108, a. 242 66, 1987, P.L. 31, a. 139 66.1, 1987, P.L. 108, a. 243 67, 1987, P.L. 31, a. 140 67.1, 1987, P.L. 31, a. 141 1987, P.L. 108, a. 244 67.2, 1987, P.L. 108, a. 245 68, 1987, P.L. 31, a. 141 69, 1987, P.L. 31, a. 142 70, Ab., 1987, P.L. 31, a. 143 74, 1987, P.L. 108, a. 246 80, 1987, P.L. 31, a. 144 81, 1987, P.L. 108, a. 247 82, 1987, P.L. 108, a. 248 1987, P.L. 31, a. 145 82.1, 82.2, 1987, P.L. 108, a. 249 83, 1987, P.L. 31, a. 146 1987, P.L. 108, a. 250 85, 1987, P.L. 108, a. 251 88, 1987, P.L. 31, a. 147 Ab., 1987, P.L. 108, a. 252 89, 1987, P.L. 108, a. 253 1987, P.L. 31, a. 148 89.2, 1987, P.L. 31, a. 149 89.4, 1987, P.L. 31, a. 150 1987, P.L. 108, a. 254 89.5, 1987, P.L. 31, a. 150 92-93.1, 1987, P.L. 108, a. 255 95, 1987, P.L. 31, a. 151 96, 1987, P.L. 31, a. 152 99.5, 1987, P.L. 31, a. 153 1987, P.L. 108, a. 256 99.6, 1987, P.L. 31, a. 153 99.7, 1987, P.L. 31, a. 153 1987, P.L. 108, a. 257 99.8-99.15, 1987, P.L. 31, a. 153 99.16, 1987, P.L. 31, a. 153 1987, P.L. 108, a. 258 99.17-99.21, 1987, P.L. 31, a. 153

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires — <i>Suite</i>	109, 1987, P.L. 31, a. 154 1987, P.L. 108, a. 259 110, Ab., 1987, P.L. 31, a. 155 112, 1987, P.L. 108, a. 260 112.1, 1987, P.L. 31, a. 156 113, 1987, P.L. 108, a. 261 114.2, 1987, P.L. 31, a. 157 Ann. I, 1987, P.L. 31, a. 158 Ann. II, 1987, P.L. 31, a. 159 Ann. III, 1987, P.L. 31, a. 160
L.R.Q., c. R-17	Loi sur les régimes supplémentaires de rentes	75, 1987, P.L. 28, a. 108
L.R.Q., c. R-19	Loi favorisant le regroupement des municipalités	5, 1987, P.L. 100, a. 806 6, 1987, P.L. 100, a. 807 7, 1987, P.L. 100, a. 808 9, 1987, P.L. 100, a. 809 10, 1987, P.L. 47, a. 1 1987, P.L. 28, a. 109 12, 1987, P.L. 100, a. 810 13, 1987, P.L. 100, a. 811
L.R.Q., c. R-20	Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction	17, 1987, P.L. 114, a. 1 21, 1987, P.L. 30, a. 75 21.1, Ab., 1987, P.L. 30, a. 76 21.2, 22, 23, 24, 1987, P.L. 30, a. 77 28, 1987, P.L. 114, aa. 2, 3 29, 1987, P.L. 114, aa. 2, 4 30, 1987, P.L. 114, aa. 2, 5 31, 1987, P.L. 114, aa. 2, 6 32, 1987, P.L. 114, aa. 2, 7 34, 1987, P.L. 114, a. 8 36, 1987, P.L. 114, aa. 2, 9 37, 1987, P.L. 114, aa. 2, 10 42, 1987, P.L. 114, aa. 2, 11 42.1, 1987, P.L. 114, a. 12 65, 1987, P.L. 30, a. 78 74, 1987, P.L. 30, a. 79 75, 1987, P.L. 30, a. 80 93, 1987, P.L. 30, a. 81 105, 1987, P.L. 30, a. 82 108.2, 1987, P.L. 30, a. 84 108.3-108.4.5, 1987, P.L. 30, a. 85
L.R.Q., c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers	9, 1987, P.L. 120, a. 99 10.1-10.3, 1987, P.L. 120, a. 100
L.R.Q., c. R-22	Loi concernant les renseignements sur les compagnies	2, 1987, P.L. 74, a. 378 4, 1987, P.L. 74, a. 379
L.R.Q., c. R-23	Loi sur les renvois à la Cour d'appel	5.1, 1987, P.L. 78, a. 1
L.R.Q., c. R-24.1	Loi sur la représentation électorale	2, 1987, P.L. 25, a. 1 3-3.2, 1987, P.L. 25, a. 2 4, 1987, P.L. 25, a. 3 6, 7, 8, 10, 11, Ab., 1987, P.L. 25, a. 4 13, 1987, P.L. 25, a. 5

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-24.1	Loi sur la représentation électorale — <i>Suite</i>	18.1, 1987, P.L. 25, a. 6 24, 1987, P.L. 25, a. 7 24.1, 24.2, 1987, P.L. 25, a. 8 25-25.3, 1987, P.L. 25, a. 9 26, 1987, P.L. 25, a. 10 27, 1987, P.L. 25, a. 11 28, 1987, P.L. 25, a. 12 29, 1987, P.L. 25, a. 13 31, 1987, P.L. 25, a. 14 33, 1987, P.L. 25, a. 15 33.1, 1987, P.L. 25, a. 16 34, 1987, P.L. 25, a. 17 36-39.2, 1987, P.L. 25, a. 18 39.3-39.11, 1987, P.L. 25, a. 19 40, 40.1, 41.1, 42, 46, Ab., 1987, P.L. 25, a. 20 Ann. A, 1987, P.L. 25, a. 21 Ann. B, 1987, P.L. 25, a. 22
L.R.Q., c. R-26	Loi sur les réserves écologiques	5, 1987, P.L. 29, a. 22 10, 11, Ab., 1987, P.L. 29, a. 23
L.R.Q., c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail	1, 1987, P.L. 30, a. 86 175, 1987, P.L. 28, a. 110 244, 1987, P.L. 30, a. 87
L.R.Q., c. S-4.1	Loi sur les services de garde à l'enfance	44, 1987, P.L. 28, a. 111
L.R.Q., c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux	3.1, 1987, P.L. 97, a. 1 7, 1987, P.L. 28, a. 112 8, 1987, P.L. 28, a. 113 8.1, 1987, P.L. 28, a. 114 23, 1987, P.L. 97, a. 2 31, 1987, P.L. 97, a. 3 37, 1987, P.L. 97, a. 4 84, 1987, P.L. 97, a. 5 95, 1987, P.L. 97, a. 6 104, 1987, P.L. 97, a. 7 114, 1987, P.L. 28, a. 115 126, 1987, P.L. 97, a. 8 134.1, 1987, P.L. 97, a. 9 154, 1987, P.L. 97, a. 10 154.1, 1987, P.L. 97, a. 11 162.1, 1987, P.L. 97, a. 12 173, 1987, P.L. 97, a. 13 179, 1987, P.L. 97, a. 14
L.R.Q., c. S-8	Loi sur la Société d'habitation du Québec	1, 1987, P.L. 137, a. 1 1.1-1.3, 1987, P.L. 137, a. 2 3-3.5, 1987, P.L. 137, a. 3 4-4.2, 1987, P.L. 137, a. 4 6-7, 1987, P.L. 137, a. 5 8, 1987, P.L. 137, a. 6 9, 10, 1987, P.L. 137, a. 7 11, Ab., 1987, P.L. 137, a. 8 12, 1987, P.L. 137, a. 9 13-13.2, 1987, P.L. 137, a. 10 14, 1987, P.L. 137, a. 11 15, 1987, P.L. 137, a. 12 15.1, 1987, P.L. 137, a. 13 16, 1987, P.L. 137, a. 14

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-8	Loi sur la Société d'habitation du Québec — <i>Suite</i>	17, 1987, P.L. 137, a. 15 20, 1987, P.L. 137, a. 16 21, 1987, P.L. 137, a. 17 27-50, Ab., 1987, P.L. 137, a. 18 57, 1987, P.L. 137, a. 19 60, 1987, P.L. 137, a. 20 64, 1987, P.L. 137, a. 21 73, 1987, P.L. 137, a. 22 75, Ab., 1987, P.L. 137, a. 23 76, 1987, P.L. 137, a. 24 81, 1987, P.L. 137, a. 25 83, Ab., 1987, P.L. 137, a. 26 85, Ab., 1987, P.L. 137, a. 27 86, 1987, P.L. 137, a. 28 90, 1987, P.L. 137, a. 29 91, Ab., 1987, P.L. 137, a. 30 92, 1987, P.L. 137, a. 31 93, 1987, P.L. 137, a. 32 94, 94.1, Ab., 1987, P.L. 137, a. 33 94.3, 94.4, Ab., 1987, P.L. 137, a. 34 95, 1987, P.L. 137, a. 35
L.R.Q., c. S-10.01	Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications	Titre, 1987, P.L. 59, a. 36 1, 1987, P.L. 59, a. 37 4, 1987, P.L. 59, a. 38 4.1, 1987, P.L. 59, a. 39 5, 1987, P.L. 59, a. 40 9, 1987, P.L. 59, a. 41 10, 1987, P.L. 59, a. 42 11, 1987, P.L. 59, a. 43 12, 1987, P.L. 59, a. 44 12.1, 1987, P.L. 59, a. 45 15, 1987, P.L. 59, a. 46 20, 1987, P.L. 59, a. 47 21-21.2, 1987, P.L. 59, a. 48 23, 1987, P.L. 59, a. 49 29, 1987, P.L. 59, a. 50
L.R.Q., c. S-11.01	Loi sur la Société de développement industriel du Québec	51, 1987, P.L. 28, a. 116
L.R.Q., c. S-13	Loi sur la Société des alcools du Québec	25, 1987, P.L. 37, a. 1 26, 1987, P.L. 37, a. 2 27, 1987, P.L. 37, a. 3 28, 1987, P.L. 37, a. 4 29, 1987, P.L. 37, a. 5 37, 1987, P.L. 37, a. 6
L.R.Q., c. S-13.1	Loi sur la Société des loteries et courses du Québec	16, 1987, P.L. 89, a. 131
L.R.Q., c. S-13.2	Loi sur la Société des travaux de correction du Complexe La Grande	Remp., 1987, P.L. 166, a. 43
L.R.Q., c. S-14.2	Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires	Ab., 1987, P.L. 86, a. 1



Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-18.1	Loi sur la Société Makivik	18, 1987, P.L. 57, a. 1 20, 1987, P.L. 57, a. 2 21, 1987, P.L. 57, a. 3 22, 1987, P.L. 57, a. 4 23, 1987, P.L. 57, a. 5 26, 1987, P.L. 57, a. 6
L.R.Q., c. S-18.21	Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	44, 1987, P.L. 100, a. 812
L.R.Q., c. S-29.1	Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	2, 1987, P.L. 105, a. 1 5, 1987, P.L. 105, a. 2 6, 1987, P.L. 105, a. 3 12.1, 1987, P.L. 105, a. 4 15.0.1-15.0.3, 1987, P.L. 105, a. 5 16, 1987, P.L. 105, a. 6
L.R.Q., c. S-30	Loi sur les sociétés de prêts et de placements	1, 1987, P.L. 74, a. 380
L.R.Q., c. S-38	Loi sur les syndicats coopératifs	41, Ab., 1987, P.L. 28, a. 117
L.R.Q., c. S-40	Loi sur les syndicats professionnels	1, 1987, P.L. 123, a. 1 2, 1987, P.L. 123, a. 2 4, 1987, P.L. 123, a. 3 19, 1987, P.L. 123, a. 4 25, 1987, P.L. 123, a. 5 27, 1987, P.L. 30, a. 88 29, 1987, P.L. 123, a. 6
L.R.Q., c. T-1	Loi concernant la taxe sur les carburants	2, 1987, P.L. 120, a. 101 4-8, Ab., 1987, P.L. 120, a. 102 10.1, 10.2, 1987, P.L. 120, a. 103 56, 1987, P.L. 120, a. 104
L.R.Q., c. T-3	Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie	5, 1987, P.L. 152, a. 54
L.R.Q., c. T-9	Loi sur les terres et forêts	1-3, 7-65, Remp., 1987, P.L. 102, a. 73
L.R.Q., c. T-9.1	Loi sur les terres publiques agricoles	Titre, 1987, P.L. 15, a. 1 1, 1987, P.L. 102, a. 89 1987, P.L. 15, a. 2 2, 1987, P.L. 15, a. 3 3, 1987, P.L. 15, a. 4 3.1, 1987, P.L. 15, a. 5 4, 1987, P.L. 15, a. 6 5, 1987, P.L. 28, a. 118 7, 1987, P.L. 15, a. 7 9, 1987, P.L. 15, a. 8 9.1, 1987, P.L. 15, a. 9 12.1, 1987, P.L. 15, a. 10 13, 1987, P.L. 102, a. 90 14, 1987, P.L. 15, a. 11 15, 1987, P.L. 15, a. 12 16, 1987, P.L. 15, a. 13 17, Ab., 1987, P.L. 15, a. 14 21, 1987, P.L. 15, a. 15 25, 1987, P.L. 15, a. 16 26, 1987, P.L. 15, a. 17 28, 1987, P.L. 15, a. 18 29, 30, Ab., 1987, P.L. 15, a. 19

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. T-9.1	Loi sur les terres publiques agricoles — <i>Suite</i>	<p>30.1, 30.2, 1987, P.L. 15, a. 20  31-34, Ab., 1987, P.L. 15, a. 21  35, 1987, P.L. 15, a. 22  37, 1987, P.L. 15, a. 23  41, 42, 43, Ab., 1987, P.L. 15, a. 25  43.1-43.9, 1987, P.L. 15, a. 26  44, 1987, P.L. 15, a. 27  44.1-44.5, 1987, P.L. 15, a. 28  45, 1987, P.L. 102, a. 91  45.1, 1987, P.L. 15, a. 29  46, 1987, P.L. 15, a. 30  47, 1987, P.L. 28, a. 119  1987, P.L. 15, a. 31  55, 1987, P.L. 15, a. 32  55.1, 55.2, 1987, P.L. 15, a. 33  56.1, 1987, P.L. 15, a. 34  1987, P.L. 161, a. 339</p>
L.R.Q., c. T-11.1	Loi sur le transport par taxi	<p>4, 1987, P.L. 22, a. 1  12, 1987, P.L. 22, a. 2  14, 1987, P.L. 22, a. 3  39.1, 39.2, 1987, P.L. 22, a. 4  41, 1987, P.L. 22, a. 5  41.1, 1987, P.L. 22, a. 6  41.5, 1987, P.L. 22, a. 7  41.6, 1987, P.L. 22, a. 8  44, 1987, P.L. 22, a. 9  46, 1987, P.L. 22, a. 10  48.01, 1987, P.L. 22, a. 11  48.1, 1987, P.L. 22, a. 12  50.1, 1987, P.L. 22, a. 13  60, 1987, P.L. 22, a. 14  61, 1987, P.L. 22, a. 15  62, 1987, P.L. 22, a. 16  68, 1987, P.L. 22, a. 17  69, Ab., 1987, P.L. 76, a. 97  70, 1987, P.L. 22, a. 18  74, 1987, P.L. 22, a. 19  75, 1987, P.L. 22, a. 20  76-76.3, 1987, P.L. 22, a. 21  77, 1987, P.L. 22, a. 22  77.1-77.3, 1987, P.L. 22, a. 23  79, 1987, P.L. 22, a. 24  94.01-94.05, 1987, P.L. 22, a. 25  116.1, 116.2, 1987, P.L. 22, a. 26  118, Ab., 1987, P.L. 22, a. 27</p>
L.R.Q., c. T-12	Loi sur les transports	<p>1, 1987, P.L. 76, a. 98  2, 1987, P.L. 76, a. 99  5, 1987, P.L. 76, a. 100  16, 1987, P.L. 76, a. 101  17.1, 1987, P.L. 76, a. 102  17.3, 1987, P.L. 76, a. 103  17.8, 1987, P.L. 76, a. 104  18, Ab., 1987, P.L. 76, a. 105  23, 1987, P.L. 76, a. 106  37.1, 1987, P.L. 76, a. 107  38, 1987, P.L. 76, a. 108  45, Ab., 1987, P.L. 76, a. 109  48.1, Ab., 1987, P.L. 76, a. 110  49.2, 1987, P.L. 76, a. 111</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. T-12	Loi sur les transports — <i>Suite</i>	50, 1987, P.L. 76, a. 112 50.1, 1987, P.L. 76, a. 113 51, 1987, P.L. 76, a. 114 53, 1987, P.L. 76, a. 115 79, Ab., 1987, P.L. 76, a. 116 80, 1987, P.L. 76, a. 117 80.1, Ab., 1987, P.L. 76, a. 118 89, 1987, P.L. 76, a. 119
L.R.Q., c. T-14	Loi sur les travaux municipaux	6, 1987, P.L. 100, a. 813
L.R.Q., c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires	5.2, 1987, P.L. 30, a. 89 5.3, 5.4, 1987, P.L. 36, a. 1 8.1, 1987, P.L. 71, a. 1 21, 1987, P.L. 36, a. 2 31.1, 1987, P.L. 71, a. 2 32, 1987, P.L. 36, a. 3 45, 1987, P.L. 71, a. 3 79, 1987, P.L. 71, a. 4 84.11, 1987, P.L. 36, a. 4 86, 1987, P.L. 30, a. 90 108, 1987, P.L. 36, a. 5 110, 1987, P.L. 71, a. 5 125, 1987, P.L. 71, a. 6 133, 1987, P.L. 30, a. 91 134, 1987, P.L. 30, a. 92 237, 1987, P.L. 36, a. 6 246.1, 1987, P.L. 36, a. 7 248, 1987, P.L. 36, a. 8 258, 1987, P.L. 36, a. 9
L.R.Q., c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières	5, 1987, P.L. 6, a. 1 30, 1987, P.L. 6, a. 2 47, 1987, P.L. 6, a. 3 63, 1987, P.L. 6, a. 4 67, 1987, P.L. 6, a. 5 97, 1987, P.L. 6, a. 6 99, 1987, P.L. 6, a. 30 119, 121, 122, 1987, P.L. 6, a. 31 123, 1987, P.L. 6, a. 7 126, 1987, P.L. 6, a. 31 130, 1987, P.L. 6, a. 8 142.1, 1987, P.L. 6, a. 9 143, 144, 1987, P.L. 6, a. 31 147.5, 1987, P.L. 6, a. 10 147.6, 1987, P.L. 6, a. 11 147.8, 1987, P.L. 6, a. 12 147.9, 1987, P.L. 6, a. 13 147.11, 1987, P.L. 6, a. 14 147.12, 1987, P.L. 6, a. 15 147.13, Ab., 1987, P.L. 6, a. 31 147.14, 1987, P.L. 6, a. 31 147.15, 1987, P.L. 6, a. 16 147.16, 1987, P.L. 6, a. 17 147.17, 147.18 Ab., 1987, P.L. 6, a. 31 147.20, 1987, P.L. 6, a. 18 156, 1987, P.L. 6, a. 19 156.1, 1987, P.L. 6, a. 20 187, 1987, P.L. 6, a. 21 204, 1987, P.L. 6, a. 22

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières — <i>Suite</i>	208, 1987, P.L. 6, a. 23 225.1, 1987, P.L. 6, a. 24 236.1, 1987, P.L. 6, a. 26 269, 1987, P.L. 6, a. 27 269.1, 1987, P.L. 6, a. 28 296, 1987, P.L. 28, a. 120 297, 1987, P.L. 28, a. 121 331, 1987, P.L. 6, a. 29
L.R.Q., c. V-4	Loi sur la vente des services publics municipaux	1, 1987, P.L. 100, a. 814
L.R.Q., c. V-5.01	Loi sur le vérificateur général	3, 1987, P.L. 103, a. 1 14, 1987, P.L. 103, a. 2
L.R.Q., c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	2, 1987, P.L. 69, a. 1 20, 1987, P.L. 69, a. 2 22.1, 1987, P.L. 100, a. 815 31, 1987, P.L. 69, a. 3 36, 1987, P.L. 69, a. 4 41, 1987, P.L. 69, a. 5 45, 1987, P.L. 69, a. 6 51, 1987, P.L. 69, a. 7 59, 1987, P.L. 28, a. 122 61, 1987, P.L. 28, a. 123 62.2, 1987, P.L. 28, a. 125 80, 1987, P.L. 69, a. 8 81, 1987, P.L. 69, a. 9 83, 1987, P.L. 69, a. 10 96, 1987, P.L. 69, a. 11 110, 1987, P.L. 69, a. 12 111, 1987, P.L. 69, a. 13 124.1, 1987, P.L. 69, a. 14 144, 1987, P.L. 28, a. 126 165, 1987, P.L. 69, a. 15 166.1, 1987, P.L. 16, a. 15 173, 1987, P.L. 69, a. 16 174, 1987, P.L. 16, a. 16 178, 1987, P.L. 16, a. 17 179, 1987, P.L. 16, a. 18 191, 1987, P.L. 16, a. 19 203, 1987, P.L. 69, a. 17 204, 1987, P.L. 100, a. 816 1987, P.L. 69, a. 18 209.1, 1987, P.L. 69, a. 19 211.1, 1987, P.L. 69, a. 20 218.1, 218.2, 1987, P.L. 16, a. 20 220, Ab., 1987, P.L. 69, a. 21 245, 1987, P.L. 69, a. 22 246.1, 1987, P.L. 100, a. 817 251-253, 1987, P.L. 69, a. 23 254, 1987, P.L. 69, a. 24 265.1, 1987, P.L. 69, a. 25 275, 1987, P.L. 28, a. 127 275.1, 1987, P.L. 69, a. 26 278, 1987, P.L. 69, a. 27 280.1, 1987, P.L. 69, a. 28 289, 1987, P.L. 69, a. 29 294, 1987, P.L. 69, a. 30 299, 1987, P.L. 69, a. 31 302, 1987, P.L. 69, a. 32 302.1, 1987, P.L. 69, a. 33 302.2, 1987, P.L. 69, a. 34

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik — <i>Suite</i>	303, 1987, P.L. 69, a. 35 306, 1987, P.L. 28, a. 128 307, 1987, P.L. 28, a. 129 350, 1987, P.L. 69, a. 36 357, 1987, P.L. 69, a. 37 358, 1987, P.L. 69, a. 38 1987, P.L. 100, a. 818 361, 1987, P.L. 69, a. 39 384.1, 1987, P.L. 69, a. 40 399, 1987, P.L. 69, a. 41 408, 1987, P.L. 100, a. 819
L.R.Q., c. V-7	Loi sur les villes minières	6, Ab., 1987, P.L. 100, a. 820 10, 1987, P.L. 100, a. 821 11, Ab., 1987, P.L. 161, a. 340
38 Victoria, 1874-1875, c.3	L'Acte pour encourager les canadiens des États-Unis, les immigrants européens et les habitants de la province à se fixer sur les terres incultes de la Couronne	Ab., 1987, P.L. 15, a. 40
S.R.Q., 1964, c. 20	Loi sur les tribunaux judiciaires	116a-116c, Ab., 1987, P.L. 71, a. 7
S.R.Q., 1964, c. 45	Loi de tempérance	7, 1987, P.L. 100, a. 822 8-32, Ab., 1987, P.L. 100, a. 823 43.0.1-43.0.3, 1987, P.L. 100, a. 824
1976, c. 22	Loi modifiant la Loi sur le commerce des produits pétroliers	Remp., 1987, P.L. 93, a. 78
1984, c. 41	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières	36, 1987, P.L. 6, a. 30 40, 1987, P.L. 6, a. 31
1984, c. 42	Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval	17, 1987, P.L. 100, a. 827 24.1, 1987, P.L. 28, a. 130
1985, c. 13 (L.R.Q., c. S-14.2)	Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires	Ab, 1987, P.L. 86, a. 1
1985, c. 23	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires sociales	26, 27, 1987, P.L. 63, a. 2
1985, c. 25	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	86, 1987, P.L. 12, a. 204
1985, c. 32	Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal	21, 1987, P.L. 100, a. 828 27.1, 1987, P.L. 28, a. 131
1986, c. 5	Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales	Ab., 1987, P.L. 25, a. 29
1986, c. 44 (L.R.Q., c. R-9.1)	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants	24, 1987, P.L. 163, a. 1 29, 1987, P.L. 163, a. 9 30, 1987, P.L. 163, a. 2 30.1, 1987, P.L. 163, a. 3 43, 1987, P.L. 163, a. 9

Citation	TITRE	Modifications
1986, c. 44 ( <i>L.R.Q., c. R-9.1</i> )	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants — <i>Suite</i>	44.1, 1987, P.L. 163, a. 4 48, 1987, P.L. 163, a. 5 49, 1987, P.L. 163, a. 6 50, 1987, P.L. 163, a. 7 52, 1987, P.L. 163, a. 8
1986, c. 87	Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales	Ab., 1987, P.L. 25, a. 29
1986, c. 92	Loi modifiant la Loi sur les transports	13, Ab., 1987, P.L. 76, a. 120
1986, c. 108 ( <i>L.R.Q., c. F-4.1</i> )	Loi sur les forêts	25, 1987, P.L. 102, a. 93 171, 1987, P.L. 102, a. 94 234, 1987, P.L. 102, a. 95
1987, c. 23	Loi sur les terres du domaine public	26, 1987, P.L. 84, a. 1 35.1, 1987, P.L. 84, a. 2 43, 43.1, 1987, P.L. 84, a. 3 45, 1987, P.L. 84, a. 4 45.1-45.6, 1987, P.L. 84, a. 5 50, 1987, P.L. 84, a. 6 66, 1987, P.L. 84, a. 7 71, 1987, P.L. 84, a. 8 72, 1987, P.L. 84, a. 9 Ann. I, II, 1987, P.L. 84, a. 10
1987, c. 57	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	869, 1987, P.L. 79, a. 1 869.1, 1987, P.L. 79, a. 2 883, 1987, P.L. 79, a. 3
	Code civil du Bas-Canada	1056c, 1987, P.L. 77, a. 1 1163, 1987, P.L. 77, a. 2 1653-1653.2, 1987, P.L. 87, a. 8 1659, 1987, P.L. 87, a. 9 1662, 1987, P.L. 137, a. 36 1979a, 1987, P.L. 46, a. 155 2099, 1987, P.L. 161, a. 325 2129d-2129s, 1987, P.L. 161, a. 326 2153, 1987, P.L. 77, a. 3 2154, 1987, P.L. 77, a. 4 2159, 1987, P.L. 77, a. 5 2161, 1987, P.L. 161, a. 327 2224, 1987, P.L. 159, a. 10
	Code civil du Québec	1-399, 1987, P.L. 20, a. 1 614.1-614.4, 1987, P.L. 21, a. 1 617.1, Ab., 1987, P.L. 21, a. 2 618, 1987, P.L. 21, a. 3 622.1, 1987, P.L. 21, a. 4 638, 1987, P.L. 98, a. 1 660-1411, 1987, P.L. 20, a. 2

Note: Pour de plus amples informations concernant l'utilisation de ce tableau, vous pouvez communiquer au numéro de téléphone (418) 643-2840.

La Direction de la législation  
Assemblée nationale

## TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES

**Les mentions ci-dessous réfèrent à des dispositions législatives adoptées en 1987 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans spécifier un article particulier**

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>
Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres	1987, P.L. 11, a. 6
Loi modifiant la Loi sur les terres publiques agricoles et d'autres dispositions législatives	1987, P.L. 15, a. 43
Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement	1987, P.L. 29, a. 26
Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives	1987, P.L. 30, aa. 94, 95
Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications	1987, P.L. 59, a. 49
Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne	1987, P.L. 74, a. 402
Loi sur les terres du domaine public	1987, P.L. 102, a. 76
Loi sur les mines	1987, P.L. 161, a. 344
Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James	1987, P.L. 166, a. 46





## INDEX

## A

	Page
Abeilles — P.L. 28 .....	45
Abrogation de lois entre 1888 et 1977 — P.L. 1 .....	15
Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — P.L. 28, 55, 100 .....	45, 67, 109
Accidents du travail et maladies professionnelles — P.L. 30, 83 .....	48, 94
Acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires, Loi sur l', loi abrogée — P.L. 74 .....	83
Acquisition de terres agricoles par des non-résidents — P.L. 161 .....	137
Administration financière — P.L. 129 .....	126
Administration régionale Kativik, villages nordiques — P.L. 100 .....	109
Adoption — P.L. 21 .....	37
Affaires municipales, fraude et corruption — P.L. 100 .....	109
Affaires sociales, dispositions législatives concernant les — P.L. 63 .....	74
Agents de la paix en institutions pénales, régime de retraite — P.L. 108 .....	116
Aide municipale à la protection du public aux traverses de chemins de fer — P.L. 100 .....	109
Amélioration des fermes, Loi favorisant l', loi remplacée — P.L. 46 .....	62
Aménagement et urbanisme — P.L. 28, 43, 88, 100, 102, 161 .....	45, 59, 98, 109, 112, 137
Arrangements préalables de services funéraires et de sépulture — P.L. 162 .....	139
Artistes, statut professionnel — P.L. 90 .....	100
Association des courtiers d'assurances, bureau de discipline et comité d'éthique professionnelle — P.L. 3 .....	17
Assurance automobile — P.L. 28, 62, 73 .....	45, 73, 81
Assurance-dépôts — P.L. 74 .....	83
Assurance-maladie — P.L. 28 .....	45
Assurance-responsabilité professionnelle — P.L. 44 .....	60
Assurances — P.L. 28 .....	45
Assurances, Loi modifiant la Loi sur les — P.L. 4 .....	18
Assurances, Loi sur les — P.L. 44, 122 .....	60, 123

## B

Barreau — P.L. 30, 44, 92 .....	48, 60, 103
Barreau de Longueuil, création — P.L. 92 .....	103
Biens culturels — P.L. 28 .....	45
Bois à pâte vendu par des agriculteurs et des colons, Loi sur le prix du, titre remplacé — P.L. 15 .....	29
Bureau de la statistique — P.L. 128 .....	125
Bureaux d'enregistrement — P.L. 77 .....	89

## C

Caisse de dépôt et placement du Québec — P.L. 112 .....	118
Camionnage, Loi sur le — P.L. 76 .....	87
Changement de nom — P.L. 28 .....	45
Charte de la langue française — P.L. 30 .....	48
Charte de la Ville de Montréal — P.L. 100 .....	109
Charte de la Ville de Québec — P.L. 100 .....	109
Cinéma — P.L. 59 .....	70
Cités et villes — P.L. 16, 28, 88, 100, 152 .....	30, 45, 98, 109, 135
Code civil du Bas-Canada — P.L. 137, 159, 161 .....	130, 136, 137
Code civil du Québec — P.L. 20, 21, 77, 87, 98 .....	34, 37, 89, 97, 107
Code de la sécurité routière — P.L. 73 .....	81
Code de procédure civile — P.L. 21, 30, 34, 100, 159 .....	37, 48, 52, 109, 136
Code de procédure pénale — P.L. 75 .....	85
Code des professions — P.L. 11, 44 .....	24, 60
Code du travail — P.L. 28, 30 .....	45, 48
Code municipal du Québec — P.L. 16, 28, 88, 100, 152 .....	30, 45, 98, 109, 135
Collège électoral — P.L. 104 .....	114
Commerce des produits pétroliers — P.L. 93 .....	104
Commission de reconnaissance des associations d'artistes — P.L. 90 .....	100
Commission des affaires sociales — P.L. 28, 30, 108 .....	45, 48, 116
Commission des courses de chevaux du Québec — P.L. 89 .....	99
Commission des relations du travail, Loi constituant la — P.L. 30 .....	48
Commission municipale — P.L. 28, 72, 100 .....	45, 80, 109
Communauté régionale de l'Outaouais — P.L. 28, 100 .....	45, 109
Communauté urbaine de Montréal — P.L. 28, 100 .....	45, 109
Communauté urbaine de Québec — P.L. 28, 100, 111 .....	45, 109, 117
Compagnies de fidéicommissaires, Loi sur les, loi remplacée — P.L. 74 .....	83
Compagnies étrangères — P.L. 74 .....	83
Compagnies, Loi sur les — P.L. 28, 74, 122, 143 .....	45, 83, 123, 131
Compagnies minières — P.L. 161 .....	137
Comptables agréés, Loi sur les — P.L. 11 .....	24
Comptables en administration industrielle, changement de nom de la corporation — P.L. 11 .....	24
Concessions municipales — P.L. 100 .....	109
Conditions de travail et régime de pension des membres de l'Assemblée nationale — P.L. 113 .....	119
Conseil de la conservation et de l'environnement — P.L. 28 .....	45
Conseil de la faune, Loi abolissant le — P.L. 9 .....	22
Conseil permanent de la jeunesse, création — P.L. 104 .....	114
Conseil régional de zone de la Baie James — P.L. 28 .....	45
Conservation et mise en valeur de la faune — P.L. 42, 102, 152 .....	58, 112, 135
Consultation populaire — P.L. 25, 28 .....	41, 45

Coopératives — P.L. 28, 122 .....	45, 123
Corporation professionnelle des comptables en administration	
industrielle du Québec, changement de nom — P.L. 11 .....	24
Corporations de cimetières catholiques romains — P.L. 161 .....	137
Corporations municipales et intermunicipales de transport	
— P.L. 28, 100 .....	45, 109
Courses de chevaux, Loi sur les — P.L. 89 .....	99
Courtage immobilier — P.L. 80 .....	92
Courtiers d'assurances, Association des, bureau de discipline et	
comité d'éthique professionnelle — P.L. 3 .....	17
Crédit agricole à long terme par les institutions privées,	
Loi favorisant le, loi remplacée — P.L. 46 .....	62
Crédit agricole, Loi sur le, loi remplacée — P.L. 46 .....	62
Crédit à la production agricole, Loi favorisant le, loi remplacée — P.L. 46 .....	62
Crédit aquacole, Loi sur le, loi abrogée — P.L. 46 .....	62
Crédit aux pêcheries maritimes — P.L. 99 .....	108
Crédits 1987-1988 — P.L. 14, 17, 53, 58 .....	28, 31, 66, 69
Crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de	
périodes critiques, Loi favorisant un, loi remplacée — P.L. 46 .....	62
Culture, Institut québécois de recherche sur la — P.L. 149 .....	133

## D

Délimitation des circonscriptions électorales, Loi modifiant	
la Loi sur la — P.L. 25 .....	41
Délimitation des circonscriptions électorales, Loi sur la — P.L. 25 .....	41
Dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986 — P.L. 130 .....	127
Dépôt volontaire — P.L. 159 .....	136
Dettes et emprunts municipaux et scolaires — P.L. 16, 100 .....	30, 109
Développement de la région de la Baie-James — P.L. 16 .....	30
Développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre — P.L. 28 .....	45
Développement scientifique et technologique du Québec, Loi modifiant	
la Loi favorisant le — P.L. 18 .....	32
Dispositions législatives d'ordre fiscal — P.L. 120 .....	121
District judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts	
de certaines corporations — P.L. 122 .....	123
Divertissements, droits sur les — P.L. 82 .....	93
Division territoriale — P.L. 40, 61 .....	57, 72
Droit sur les mutations immobilières — P.L. 28, 45, 161 .....	45, 61, 137
Droits sur les divertissements en matière de taxes municipales — P.L. 82 .....	93
Droits sur les mines — P.L. 161 .....	137
Droits sur les transferts de terrains — P.L. 12, 102 .....	25, 112

**E**

Élections dans certaines municipalités — P.L. 25, 100 .....	41, 109
Élections et référendums dans les municipalités — P.L. 79, 100 .....	91, 109
Élections, Loi électorale — P.L. 25, 28, 30 .....	41, 45, 48
Élections scolaires — P.L. 13 .....	27
Emblème aviaire — P.L. 67 .....	76
Employés publics, Loi sur les — P.L. 28, 100 .....	45, 109
Enseignement primaire et secondaire public — P.L. 30, 100 .....	48, 109
Enseignement privé — P.L. 10, 91 .....	23, 102
Établissement de jeunes agriculteurs, Loi favorisant l', loi remplacée — P.L. 46 .....	62
Établissements touristiques — P.L. 152 .....	135
Exécutif, Loi sur l' — P.L. 113 .....	119
Exercice des droits des personnes handicapées — P.L. 73 .....	81

**F**

Faune, Conseil de la, Loi abolissant le — P.L. 9 .....	22
Faune, conservation et mise en valeur — P.L. 102, 152 .....	112, 135
Financement agricole, Loi sur le — P.L. 46 .....	62
Fiscalité municipale — P.L. 16, 28, 82, 100, 161 .....	30, 45, 93, 109, 137
Fonction publique — P.L. 30 .....	48
Fonds de services, ministère des Communications — P.L. 24 .....	40
Fonds des services de télécommunications, ministère des Communications — P.L. 24 .....	40
Fonds des services informatiques, ministère des Communications — P.L. 24 .....	40
Forêts, Loi sur les — P.L. 102 .....	112
Fraude et corruption dans les affaires municipales — P.L. 100 .....	109

**G**

Grains, Loi sur les — P.L. 146 .....	132
--------------------------------------	-----

**H**

Hôtellerie, Loi sur l' — P.L. 152 .....	135
Huissiers — P.L. 7 .....	21
Hydro-Québec, Loi sur — P.L. 28 .....	45

**I**

Impôts fonciers, Loi sur le remboursement d' — P.L. 120 .....	121
Impôts, Loi modifiant la Loi sur les — P.L. 12 .....	25
Impôts, Loi sur les — P.L. 12, 120 .....	25, 121

	Page
Impôt sur la vente en détail — P.L. 120 .....	121
Impôt sur le tabac — P.L. 120 .....	121
Inspecteur général des institutions financières — P.L. 28 .....	45
Installations électriques — P.L. 30 .....	48
Institut québécois de recherche sur la culture — P.L. 149 .....	133
Instruction publique — P.L. 13, 28, 100 .....	27, 45, 109
Instruction publique, élections scolaires — P.L. 13 .....	27

## J

Jeunesse, Conseil permanent de la — P.L. 104 .....	114
Jurés — P.L. 30 .....	48

## L

Législature, Loi sur la — P.L. 113 .....	119
Licences, Loi sur les — P.L. 89 .....	99
Loi électorale — P.L. 100 .....	109
Lois abrogées entre 1888 et 1977 — P.L. 1 .....	15
Loteries, courses, concours publicitaires et appareils d'amusement — P.L. 28, 89 .....	45, 99

## M

Matériel vidéo, permis de commercer au détail — P.L. 59 .....	70
Mécaniciens de machines fixes — P.L. 30 .....	48
Mines, droits sur les — P.L. 161 .....	137
Mines, Loi sur les — P.L. 28, 161 .....	45, 137
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation — P.L. 89 .....	99
Ministère de l'Éducation — P.L. 91 .....	102
Ministère de l'Énergie et des Ressources — P.L. 102 .....	112
Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration — P.L. 68 .....	77
Ministère des Communications — P.L. 24 .....	40
Ministère des Transports — P.L. 23, 60 .....	39, 71
Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche — P.L. 152 .....	135
Ministère du Revenu — P.L. 12, 95 .....	25, 105
Mise en marché des produits agricoles — P.L. 28, 146 .....	45, 132
Mise en valeur des exploitations agricoles, Loi favorisant la, loi remplacée — P.L. 46 .....	62
Montréal, Charte de la Ville — P.L. 100 .....	109
Municipalisation de l'électricité — P.L. 100 .....	109
Municipalités, élections et référendums — P.L. 100 .....	109
Municipalités, Loi favorisant le regroupement des — P.L. 100 .....	109

	Page
<b>Mutations immobilières, Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les — P.L. 161</b>	<b>137</b>
<b>N</b>	
<b>Normes du travail — P.L. 30</b>	<b>48</b>
<b>O</b>	
<b>Office du crédit agricole — P.L. 46</b>	<b>62</b>
<b>P</b>	
<b>Pêcheries maritimes, crédit — P.L. 99</b>	<b>108</b>
<b>Pensions alimentaires, indexation — P.L. 98</b>	<b>107</b>
<b>Permis d'alcool — P.L. 28, 152</b>	<b>45, 135</b>
<b>Pesticides — P.L. 27</b>	<b>44</b>
<b>Prêt agricole, Loi sur le, loi remplacée — P.L. 46</b>	<b>62</b>
<b>Probation et établissements de détention — P.L. 83, 151</b>	<b>94, 134</b>
<b>Producteurs agricoles — P.L. 28</b>	<b>45</b>
<b>Produits agricoles, mise en marché — P.L. 28, 146</b>	<b>45, 132</b>
<b>Produits agricoles, produits marins et aliments — P.L. 28, 134</b>	<b>45, 129</b>
<b>Produits laitiers et leurs succédanés — P.L. 133</b>	<b>128</b>
<b>Produits marins, transformation des, Loi sur la — P.L. 38</b>	<b>56</b>
<b>Produits pétroliers — P.L. 93</b>	<b>104</b>
<b>Protecteur du citoyen, Loi modifiant la Loi sur le — P.L. 26</b>	<b>43</b>
<b>Protection de la jeunesse — P.L. 21</b>	<b>37</b>
<b>Protection de la santé publique — P.L. 28, 63, 162</b>	<b>45, 74, 139</b>
<b>Protection des personnes et des biens en cas de sinistre — P.L. 30</b>	<b>48</b>
<b>Protection du consommateur — P.L. 66, 162</b>	<b>75, 139</b>
<b>Protection du malade mental — P.L. 28</b>	<b>45</b>
<b>Protection du territoire agricole — P.L. 28, 161</b>	<b>45, 137</b>
<b>Q</b>	
<b>Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction — P.L. 28, 30</b>	<b>45, 48</b>
<b>Qualité de l'environnement — P.L. 19, 28, 29</b>	<b>33, 45, 47</b>
<b>Québec, charte de la ville de — P.L. 16, 100</b>	<b>30, 109</b>
<b>R</b>	
<b>Recensement des électeurs — P.L. 2</b>	<b>16</b>
<b>Référendums municipaux — P.L. 100</b>	<b>109</b>
<b>Régie de l'assurance-maladie du Québec — P.L. 120</b>	<b>121</b>

Régie du logement — P.L. 87, 159 .....	97, 136
Régime de pension et autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale — P.L. 113 .....	119
Régime de rentes du Québec — P.L. 5, 28 .....	19, 45
Régime de retraite de certains enseignants — P.L. 31, 108, 163 .....	50, 116, 141
Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales — P.L. 108 .....	116
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — P.L. 30, 31, 108 .....	48, 50, 116
Régime de retraite des enseignants — P.L. 31, 108 .....	50, 116
Régime de retraite des fonctionnaires — P.L. 31, 108 .....	50, 116
Régimes de retraite des secteurs public et parapublic — P.L. 31 .....	50
Régimes supplémentaires de rentes — P.L. 28 .....	45
Regroupement des municipalités — P.L. 28, 47, 100 .....	45, 64, 109
Relations du travail, Commission des, Loi constituant la — P.L. 30 .....	48
Relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction — P.L. 30, 114 .....	48, 120
Remboursement d'impôts fonciers — P.L. 120 .....	121
Remisage de biens — P.L. 60 .....	71
Renseignements sur les compagnies — P.L. 74 .....	83
Renvois à la Cour d'appel — P.L. 78 .....	90
Représentation électorale — P.L. 25 .....	41

## S

Santé et sécurité du travail — P.L. 28, 30 .....	45, 48
Services de garde à l'enfance — P.L. 28 .....	45
Services de santé et services sociaux — P.L. 28, 97 .....	45, 106
Services funéraires et sépulture, arrangements préalables — P.L. 162 .....	139
Société de développement des industries de la culture et des communications, titre remplacé — P.L. 59 .....	70
Société de développement industriel du Québec — P.L. 28 .....	45
Société des alcools du Québec — P.L. 37 .....	55
Société des loteries et courses du Québec — P.L. 89 .....	99
Société des travaux de correction du Complexe La Grande — P.L. 166 .....	142
Société de transport de la rive sud de Montréal — P.L. 28, 100 .....	45, 109
Société de transport de la Ville de Laval — P.L. 28, 100 .....	45, 109
Société d'habitation du Québec — P.L. 137 .....	130
Société du Parc des expositions agro-alimentaires — P.L. 86 .....	96
Société Eeyou de la Baie-James — P.L. 166 .....	142
Société générale des industries culturelles (SOGIC) — P.L. 59 .....	70
Société Makivik — P.L. 57 .....	68
Société québécoise d'assainissement des eaux — P.L. 100 .....	109
Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne — P.L. 74 .....	83
Sociétés d'épargne, sociétés de fiducie et — P.L. 74 .....	83
Sociétés de placement dans l'entreprise québécoise — P.L. 105 .....	115

	Page
Sociétés de prêts et de placements — P.L. 74 .....	83
Statistique, Bureau de la — P.L. 128 .....	125
Statut professionnel des artistes — P.L. 90 .....	100
Surveillance intensive, probation et établissements de détention — P.L. 151 .....	134
Syndicats coopératifs — P.L. 28 .....	45
Syndicats professionnels — P.L. 30, 123 .....	48, 124

## T

Taxe sur les carburants — P.L. 120 .....	121
Taxe sur les repas et l'hôtellerie — P.L. 152 .....	135
Tempérance, Loi de — P.L. 100 .....	109
Terres agricoles, acquisition par des non-résidents — P.L. 161 .....	137
Terres du domaine public — P.L. 84, 102 .....	95, 112
Terres et forêts, Loi sur les — P.L. 102 .....	112
Terres publiques agricoles — P.L. 28, 102, 161 .....	45, 112, 137
Terres publiques agricoles, Loi modifiant la Loi sur les — P.L. 15 .....	29
Terres publiques agricoles, Loi sur les, titre remplacé — P.L. 15 .....	29
Territoire agricole, protection — P.L. 161 .....	137
Tourisme, établissements touristiques — P.L. 152 .....	135
Transformation des produits marins — P.L. 38 .....	56
Transport par limousine de grand luxe — P.L. 22 .....	38
Transport par taxi — P.L. 22, 76 .....	38, 87
Transports, Loi modifiant la Loi sur les — P.L. 76 .....	87
Transports, Loi sur les — P.L. 76 .....	87
Travaux municipaux — P.L. 100 .....	109
Tribunaux judiciaires — P.L. 30, 36, 71 .....	48, 54, 79

## U

Université du Québec à Montréal, reprise de certains services — P.L. 48 .....	65
Utilisation des produits pétroliers — P.L. 93 .....	104

## V

Valeurs mobilières — P.L. 6, 28 .....	20, 45
Vente des services publics municipaux — P.L. 100 .....	109
Ventes de parties de lot pour défaut de paiement de taxes — P.L. 35 .....	53
Vérificateur général — P.L. 103 .....	113
Villages nordiques et Administration régionale Kativik	
— P.L. 16, 28, 69, 100 .....	30, 45, 78, 109
Villes minières — P.L. 100, 161 .....	109, 137